

1101/Liqu. 1/4

A/

Nations Unies

3C/Press Release/1

ARABE

أونيسكو

UNESCO

BEYROUTH - LIBAN

1948

United Nations

**ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL**

Nations Unies UNRESTRICTED

**CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL**

E/461
15 juillet 1947
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

RAPPORT PROVISOIRE PRESENTE PAR L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
A LA CINQUIEME SESSION DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Nous avons reçu de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation,
la science et la culture le rapport provisoire et la lettre d'envoi que
l'on trouvera ci-joints.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

A Monsieur Trygve Lie
Secrétaire général des
Nations Unies
Lake Success, N.Y.

19, Avenue Kléber
Paris, 16e

1er juillet 1947.

Monsieur le Secrétaire général,

Conformément au paragraphe 2 de l'article VI de l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, j'ai l'honneur de présenter au Conseil économique et social des Nations Unies le rapport provisoire de l'Organisation.

Nous envisageons de vous adresser un rapport complet à la fin de l'exercice 1947 de l'UNESCO.

Je vous serais obligé de bien vouloir communiquer ce rapport provisoire aux membres du Conseil économique et social, à sa cinquième session.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Signé : Walter H.C. Laves
Directeur général
par intérim

RAPPORT PROVISOIRE

Présenté par

l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

au

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

des

NATIONS UNIES

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Maison de l'UNESCO
19, avenue Kléber
Paris, XVI

INTRODUCTION

Conformément aux dispositions de l'article VI, paragraphe 2, de l'accord entre les Nations Unies et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Directeur général a l'honneur de présenter au Conseil économique et social des Nations Unies un premier rapport sur le développement de l'Organisation depuis le 4 novembre 1946, date d'entrée en vigueur de son Aste constitutif.

En raison des circonstances exceptionnelles qui ont prévalu pendant l'année en cours, il ne saurait s'agir ici que d'un rapport provisoire, sur la période écoulée entre la première session de la Conférence générale de l'UNESCO, tenue à Paris en novembre 1946, et le 30 juin 1947.

On se propose de le compléter aussitôt que possible, par une copie du rapport détaillé sur l'activité de l'UNESCO au cours de sa première année d'existence : document que le Directeur général soumettra à la Conférence générale de l'Organisation à l'occasion de sa 2ème session à Mexico, le 6 novembre 1947.

Il importe de souligner ici que les quatre premiers mois de cette période ont été consacrés à des travaux de caractère préparatoire. Avant que l'UNESCO puisse exercer une activité, il fallait donner aux plans et au programme esquissés à grands traits par la Conférence générale une forme pratique; établir un budget dans la limite des crédits votés par la Conférence générale; il fallait, en même temps, mettre au point le règlement administratif de l'UNESCO et l'organisation de son secrétariat.

Cette phase importante a pris fin le 15 avril - deux mois seulement avant la rédaction du présent rapport -; c'est à cette date, en effet, que le Conseil exécutif de l'UNESCO a finalement approuvé le programme d'action pour 1947.

Pour toutes ces raisons, on n'a pu enregistrer jusqu'à présent que des résultats limités. Nous espérons toutefois que les pages qui vont suivre donneront une image fidèle des idées maîtresses qui président au programme initial de l'UNESCO, du dynamisme qui l'anime et des progrès déjà accomplis.

Ce rapport témoigne aussi que l'UNESCO a pu, dans la plus large mesure, régler ses relations avec les institutions spécialisées des Nations Unies, et coordonner son action avec celle des Nations Unies elles-mêmes.

CHAPITRE I - LES GRANDES LIGNES DU DEVELOPPEMENT DE L'UNESCO

A. La première session de la Conférence générale

Convoquée le 13 septembre 1946 par feu Miss Ellen Wilkinson, Présidente de la Commission préparatoire, la première session de la Conférence générale de l'UNESCO s'est ouverte à Paris le 19 novembre 1946. Cinq cents personnes, représentant 47 nations, y prirent part, à titre de délégués, de conseillers ou d'observateurs.

Trente délégations représentaient les Etats-ci-après, qui avaient ratifié la Convention de l'UNESCO à l'époque de la première session de la Conférence générale : (1)

| | | |
|-----------------|-----------------------|------------------------|
| Arabie saoudite | Etats-Unis d'Amérique | Pérou |
| Australie | France | Philippines |
| Belgique | Grèce | Pologne |
| Bolivie | Haïti | République Dominicaine |
| Brésil | Indes | |
| Canada | Liban | Royaume-Uni |
| Chine | Mexique | Syrie |
| Danemark | Norvège | Tchécoslovaquie |
| Egypte | Nouvelle-Zélande | Turquie |
| Equateur | Pays-Bas | Union sud-africaine |
| | | Venezuela |

Les Etats-ci-après, qui avaient signé, le 16 novembre 1946, l'acte final de la Conférence générale, mais n'avaient pas ratifié encore la Convention de l'UNESCO, avaient envoyé des délégués qui ont pris part à la Conférence, sans disposer du droit de vote :

| | | |
|-----------|------------|-------------|
| Argentine | Iran | Panama |
| Chili | Irak | Salvador |
| Colombie | Luxembourg | Uruguay |
| Cuba | Nicaragua | Yougoslavie |
| Guatemala | | |

En outre, il avait été décidé d'inviter les Etats Membres des Nations Unies qui n'avaient pas pris part à la Conférence de Londres à se faire représenter par des observateurs. Le Costa Rica et le Paraguay répondirent à cette invitation.

Au cours de la Conférence, l'Islande, la Suède et la Suisse, qui n'étaient pas, à l'époque, Membres des Nations Unies, ont demandé à envoyer des observateurs; la Conférence fit droit à leur demande.

(1) Voir la liste actuelle des Etats membres de l'UNESCO à l'annexe I.

Outre les représentants des Nations Unies et des autres institutions spécialisées, la Conférence fut suivie par les observateurs d'une douzaine d'organisations internationales intergouvernementales dont les intérêts s'apparentent à ceux de l'UNESCO. De plus, environ soixante-dix organisations internationales non gouvernementales purent suivre la Conférence à titre non officiel.

Ainsi donc, à la première session de la Conférence générale de l'UNESCO, se trouvaient pleinement représentées toutes les forces qui, dans le monde actuel, se fondent sur la croyance que la collaboration et les échanges internationaux dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture, peuvent contribuer de façon essentielle au maintien de la paix et au développement de la compréhension internationale. La première session de la Conférence générale a duré trois semaines. A son ordre du jour figuraient, entre autres questions importantes, l'élection du conseil exécutif de dix-huit membres, prévu par la Convention (voir à l'annexe II, la liste des membres du conseil exécutif), la nomination du Directeur général et l'adoption de divers règlements administratifs et financiers.

Mais, la tâche de beaucoup la plus importante de la Conférence, fut de doter l'UNESCO d'un programme conforme aux buts généraux définis par la Convention, et d'un budget permettant à l'Organisation de donner à son action l'ampleur voulue.

Sur ce dernier point, une décision fut prise aux termes de laquelle l'UNESCO se voyait attribuer, pour sa première année d'existence, un budget sensiblement inférieur à celui qu'avait proposé la Commission préparatoire. Le budget finalement adopté par les représentants des trente Etats Membres s'élève à 6 millions 950 mille dollars, y compris les 950.000 dollars destinés à couvrir les frais de la Commission préparatoire.

En outre, il fut décidé de créer un fonds de roulement de 3 millions de dollars. En vertu d'une décision ultérieure du conseil exécutif, il a été convenu qu'une somme d'un million de dollars seulement serait perçue, à ce titre, en 1947.

En ce qui concerne le programme de l'Organisation, la Conférence générale a ratifié dans leur ensemble, avec quelques modifications de détail, les propositions présentées par la Commission préparatoire, dont les travaux préliminaires avaient duré de novembre 1945 à novembre 1946.

Faute de temps, toutefois, et en raison de l'étendue du sujet, la Conférence générale s'est trouvée dans l'impossibilité de formuler le détail des projets à entreprendre en 1947, et d'adopter les plans qui lui étaient soumis aux ressources financières accordées par elle à l'Organisation.

En conséquence, le conseil exécutif a dû reprendre dans le détail toutes les décisions de la Conférence générale, et assumer la responsabilité de dresser le plan d'action définitif décrit au 1er chapitre du présent rapport.

B. Mesures administratives et financières (1)

En même temps qu'il adoptait le programme définitif pour 1947,

(1) En ce qui concerne le budget de l'UNESCO pour 1947, voir l'annexe III ci-jointe.

le conseil exécutif approuvait le budget détaillé pour cette même année. Par la suite, les services administratifs et financiers ont dû traduire ce budget en un système de contrôle financier en prévoyant des affectations de crédits trimestrielles, en vue de permettre aux sections d'exécuter leur programme tel qu'il avait été approuvé. Le financement initial du programme a été assuré, en partie, grâce aux prêts consentis par le fonds de roulement des Nations Unies et autorisés par l'Assemblée générale, ce qui a permis à l'UNESCO de commencer à fonctionner, avant même d'avoir recueilli les contributions de ses Etats membres.

Les services administratifs et financiers n'ont pas seulement traduit le programme en termes de finances. Ils se sont attaqués aux problèmes d'organisation et d'administration, tels que l'élaboration de règlements et de méthodes, l'organisation des sections, le recrutement du personnel, l'organisation des services techniques et des conférences, l'établissement de règles pour le contrôle du personnel, de barèmes et de règlements pour les traitements et salaires, etc...

Conformément aux articles XIII (dispositions concernant le personnel), XV (services administratifs et techniques) et XVI (dispositions budgétaires et financières) de l'Accord entre les Nations Unies et l'UNESCO, tout ce travail a été accompli en collaboration étroite avec les Nations Unies. Dans la mesure du possible, les règlements de l'UNESCO, ainsi que son organisation administrative et financière, ont été calqués sur les modèles établis par les Nations Unies.

Cette coordination a été réalisée non seulement grâce aux échanges de vues auxquels ont donné lieu les réunions entre les représentants des deux Secrétariats, mais encore en s'inspirant largement des règlements administratifs de l'Organisation des Nations Unies, tels qu'ils ressortent des documents où se trouve défini l'usage des Nations Unies.

CHAPITRE II - LE PROGRAMME DE L'UNESCO POUR 1947

Sous la forme définitive qu'a adoptée le conseil exécutif au cours de sa deuxième session, le programme de l'UNESCO comporte deux groupes principaux d'activité :

1. Quatre grands projets aux aspects multiples.
2. Des activités spécialisées concernant l'éducation, la science et la culture.

1. PROJETS QUI INTERESSENT L'UNESCO DANS SON ENSEMBLE

L'UNESCO met en oeuvre en 1947 quatre grands projets aux aspects multiples :

A. Reconstruction et relèvement de l'éducation, de la science et de la culture dans les pays dévastés par la guerre.

L'UNESCO collabore avec diverses autres institutions et organisations qui s'intéressent à ces problèmes, à l'organisation d'une campagne mondiale en faveur de la reconstruction dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. Cette campagne vise à susciter des offres de fonds, de fournitures et de services, à utiliser dans les régions dévastées. En même temps, l'UNESCO procède à une enquête sur les besoins qui se font sentir dans le monde entier.

L'UNESCO a prié seize pays dévastés de lui fournir des informations sur leurs besoins, et elle a envoyé aux pays qui pourraient jouer le rôle de donateurs des circulaires leur demandant de préciser quelle aide ils pourraient éventuellement fournir. Elle a ainsi obtenu, à ce titre, d'importantes contributions financières de la part d'organismes de coordination tels que la Commission américaine pour la reconstruction internationale de l'éducation (CARIE). On espère qu'à la fin de l'année en cours ces contributions se monteront approximativement à 48 millions de dollars et on estime qu'à la fin de juin 1948 on aura atteint l'objectif fixé par l'UNESCO, soit 100 millions de dollars.

Le Directeur du projet de la reconstruction et du relèvement a fait aux Etats-Unis et au Canada une tournée de propagande en faveur de cette campagne, ce voyage a déjà suscité des offres d'argent, de bourses d'études, d'assistance aux artistes des pays dévastés, et des propositions d'écoles techniques américaines désireuses d'aider, par l'envoi de secours et l'organisation d'échanges, des écoles techniques des pays dévastés.

L'UNESCO a créé un conseil international temporaire pour la reconstruction de l'éducation (CITRE), constitué de représentants d'organisations non gouvernementales s'intéressant activement à la reconstruction de l'éducation.

Des contacts ont été établis avec le Directeur du Fonds international de secours à l'enfance afin d'assurer une complète harmonie entre l'action du FISE et celle de l'UNESCO, d'éviter que leurs efforts ne fassent double emploi et de leur donner toute l'efficacité possible.

En plus du "Bulletin de la reconstruction", publié mensuellement en anglais, français et espagnol, une brochure intitulée "L'instituteur et l'enfant d'après-guerre" a déjà été imprimée, grâce aux fonds généreusement offerts à cet effet par le Gouvernement grec. Plusieurs autres brochures et fascicules sont en préparation, et l'on espère qu'ils seront terminés en septembre, pour la rentrée prochaine.

La radio et la télévision sont également utilisées en vue de diffuser des informations relatives à la reconstruction de l'éducation.

Des enquêtes ont été entreprises dans différents pays; nous avons déjà reçu des rapports concernant la Grèce, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie ainsi que l'Italie et l'Autriche.

La fourniture d'équipement scientifique et technique a fait l'objet des délibérations d'un comité spécial chargé de conseiller l'UNESCO au sujet de leur répartition. Ce comité comprend deux représentants des pays donateurs, deux représentants des pays bénéficiaires et un Président indépendant. Il s'occupe de répartir les dons reçus, et d'attribuer les bourses d'études.

En vertu du mandat que lui avait donné la Conférence générale, l'UNESCO a pu acheter, pour une valeur de 70.000 dollars, des stocks de guerre en surplus et du matériel neuf, comprenant notamment des appareils scientifiques qu'on a groupés en séries pour les distribuer aux écoles techniques des pays dévastés. On se prépare à consacrer encore 45.000 dollars à l'achat d'équipement technique supplémentaire.

L'UNESCO collabore également à une action en faveur de la compréhension internationale, menée dans les camps d'entr'aide pour la jeunesse qui doivent se tenir cet été en France, Belgique, Pologne et Tchécoslovaquie.

B. Education de base

Ce projet, l'un des plus importants, qui figure au programme de l'UNESCO, comporte une action dans deux directions distinctes : il s'agit d'une part d'apprendre à lire et à écrire aux illettrés du monde entier, dont le nombre atteint la moitié de la population du globe et, d'autre part, de lutter pour qu'un niveau minimum d'éducation soit assuré à tous les peuples. Etant donné le grand intérêt que rencontre partout ce projet, aussi bien parmi les gouvernements que de la part de groupements privés, une des premières tâches de l'UNESCO est de coordonner et de stimuler les campagnes en cours, et de jouer le rôle de centre de clearing international pour l'échange des informations relatives aux techniques, fournitures et experts, qu'on peut employer dans ce domaine.

Le programme de l'éducation de base pour 1947 prévoit trois expériences-témoins d'application pratique des techniques de l'éducation de base. Ces expériences ont été entreprises avec l'accord et à la demande des gouvernements intéressés; leur mise en oeuvre sera réalisée conformément aux avis et sous la direction d'un expert de l'UNESCO. Les discussions en cours permettent d'envisager pour un avenir proche le commencement des opérations à Haïti, en Chine ainsi que dans le Tanganyika et le Nyassaland, en Afrique orientale britannique. En outre, le projet de l'Amazonie hyléenne dont il est traité plus loin, comporte également une étude des problèmes d'éducation de base dans cette région.

Un groupe de spécialistes de l'éducation de base, réuni par l'UNESCO en avril 1947, a formulé une série de recommandations destinées à guider la mise en oeuvre de la partie du programme qui concerne ce domaine. Des spécialistes des problèmes linguistiques de l'éducation de base ont discuté pendant quatre jours, à la fin de juin, cet aspect de la question.

Une Conférence d'études régionales réunira à Nankin, du 1er au 12 septembre, des représentants des pays d'Extrême-Orient et des territoires non autonomes.

C. Education pour le développement de la compréhension internationale

Ce projet, qui appartient aux activités de caractère continu, comportera en 1947, huit réalisations d'ordre différent mais étroitement liées les unes aux autres :

- (1) - l'étude des méthodes utilisées pour le développement de la compréhension internationale dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur;
- (2) - un stage d'études pratiques pour éducateurs, ayant pour thème de discussion, l'éducation pour la compréhension internationale, qui se tiendra à Paris en juillet et août 1947. Les Etats membres de l'UNESCO et les pays qui ont signé mais n'ont pas encore ratifié la Convention créant l'UNESCO, ainsi que ceux qui ont sollicité leur admission, ont choisi parmi leurs éducateurs, de premier plan, ceux qui iront participer à ce stage et échanger des idées sur les techniques que devra adopter l'enseignement pour la compréhension internationale;
- (3) - l'étude des moyens matériels et des procédés utilisés par l'éducation des adultes, en vue de développer la bonne volonté internationale;
- (4) - l'octroi d'une aide aux clubs de relations internationales qui se consacrent à l'étude des affaires mondiales;
- (5) - l'élaboration d'une méthode-type pour l'examen des manuels scolaires en vue d'inciter les gouvernements, les dirigeants de l'enseignement, et les établissements scolaires, à améliorer les manuels et le matériel d'enseignement, pour qu'ils puissent contribuer au développement de la compréhension entre les peuples;
- (6) - la recherche des conditions qui doivent être réalisées pour que les échanges de personnes tendent à développer la tolérance et la compréhension entre les nations;
- (7) - l'organisation d'un programme d'échanges de personnel de grande envergure, visant à faire bénéficier les pays jadis occupés, des progrès récemment réalisés dans d'autres parties du monde. Ce point figure dans le programme de bourses de l'UNESCO;
- (8) - l'étude de la possibilité de créer des centres d'études internationales, éventuellement sous les auspices de l'UNESCO.

D. Projet de l'Amazonie hyléenne

Ce projet comporte un vaste programme d'études approfondies sur les besoins et les possibilités de l'immense région des forêts amazoniennes, qui s'étend sur un espace de 4 millions de kilomètres carrés, au coeur du continent sud-américain.

En avril 1947, une mission scientifique de l'UNESCO est partie pour Rio-de-Janeiro afin d'entreprendre des études préliminaires avant la réunion d'une commission internationale qui doit se tenir à Belem de Para du 10 au 18 août; cette commission aura à se prononcer sur la création d'un institut international de recherches à l'embouchure de l'Amazone. Des représentants du Brésil, de la Bolivie, de la Colombie, de l'Equateur, du Pérou et du Venezuela, ainsi que de la Grande-Bretagne, de la France, des Pays-Bas et des Etats-Unis participeront aux travaux de cette Commission.

La mission scientifique chargée des études préliminaires, comprend : un botaniste, spécialiste de la flore tropicale, un expert en matière de maladies tropicales, un ethnologue (détaché par les Nations Unies) et un ethnologue spécialiste de l'éducation de base.

Si l'on décide de fonder cet institut international de l'Amazonie hyléenne, on se propose de lui attribuer le rôle de centre de clearing des informations scientifiques provenant de cette région et de le charger d'assurer la coordination des activités des différentes expéditions scientifiques qui explorent cette zone. Plus tard, des groupes internationaux de chercheurs pourraient s'attaquer aux innombrables problèmes scientifiques et sociologiques de l'Amazonie. Les résultats obtenus seront communiqués au monde entier, si bien que la région de l'Amazone et le reste du monde en tireront des avantages réciproques.

2. ACTIVITES SPECIALISEES CONCERNANT L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Education

En sus de son programme relatif à l'éducation de base et à l'éducation pour le développement de la compréhension internationale, l'UNESCO encourage et favorise l'élaboration de programmes d'éducation des adultes, en centralisant et en diffusant les informations sur les méthodes nouvelles, et en étudiant les procédés techniques et les conditions sociologiques de l'éducation des adultes et ses rapports avec l'enseignement scolaire. Elle examine la possibilité de créer une association internationale en faveur de l'éducation des adultes, et s'occupe de préparer la réunion en 1948, d'une conférence internationale de spécialistes de l'éducation des adultes.

En collaboration avec la Commission des statistiques des Nations Unies, et les spécialistes en matière de statistiques du Secrétariat des Nations Unies, l'UNESCO entreprend la coordination, la normalisation et l'amélioration des statistiques se rapportant à l'éducation. Outre cette normalisation des statistiques, elle a entrepris celle de la terminologie pédagogique. Elle étudie la possibilité de publier éventuellement un annuaire de l'éducation, où figureraient à côté des données statistiques, des informations relatives aux projets et tendances existants dans ce domaine. Un comité de spécialistes des statistiques de l'éducation s'est réuni à la fin du mois de mars et l'on a publié un document rédigé à la suite de ces débats.

Les Etats membres de l'UNESCO et les organisations intergouvernementales peuvent maintenant prendre conseil de l'UNESCO au sujet de toutes questions générales relatives à la centralisation, l'interprétation et la diffusion des données statistiques en matière d'éducation.

Les personnes et organisations intéressées seront invitées à soumettre des propositions pour l'élaboration d'une "Charte internationale du corps enseignant", projet dont la réalisation semble particulièrement urgente, étant donné les difficultés que rencontrent à l'heure actuelle les membres du corps enseignant dans le monde entier. C'est là un des aspects de l'effort de l'UNESCO en vue d'améliorer la condition du personnel en question.

On a entrepris une étude spéciale des effets produits par la guerre sur les enfants, et des traitements qui ont été appliqués avec le plus de succès à ceux d'entre eux dont le développement avait été compromis par la guerre.

Le programme d'éducation est étroitement lié aux programmes relatifs aux sciences sociales, à la philosophie et aux humanités, aux bibliothèques et aux musées, aux arts et aux lettres.

Sciences exactes et naturelles

Les sciences exactes et naturelles jouent un rôle de premier plan dans le projet de reconstruction et de relèvement, particulièrement en ce qui concerne les établissements d'enseignement scientifique et technique d'enseignement secondaire, et d'enseignement supérieur et les instituts de recherches des pays dévastés. Le programme de distribution d'équipement scientifique et technique a été intégré à ce programme qui intéresse l'ensemble de l'UNESCO.

Cependant, la principale activité spécialisée entreprise dans ce domaine consiste à créer des missions de coopération scientifique dans des régions éloignées des centres scientifiques et technologiques mondiaux. Ces missions auront pour charge de faciliter les contacts personnels entre savants et technologues des différentes parties du monde, d'aplanir les difficultés en matière de publications scientifiques, de traductions et de nouveaux tirages, et de favoriser les échanges de personnel scientifique, dans les régions qu'elles desservent. Les missions de coopération scientifique assureront la centralisation et la diffusion des informations scientifiques, en particulier de celles qui concernent les problèmes locaux. Outre la mission déjà établie en Amazonie hyléenne, on se propose d'en créer deux autres, l'une en Extrême-Orient et la seconde au Moyen Orient. Une quatrième mission sera fondée en Asie méridionale au cours de l'année 1948.

On a également entrepris, en coopération avec les organisations scientifiques internationales rassemblées au sein du Conseil international des unions scientifiques, l'étude de la documentation scientifique, des travaux scientifiques de portée internationale, des informations relatives au matériel scientifique, des films illustrant des questions scientifiques et des moyens de faciliter les voyages des savants dans le monde entier.

A la demande des Nations Unies, l'UNESCO a préparé un rapport détaillé sur les possibilités d'établir des laboratoires et observatoires scientifiques internationaux. Cette question est traitée en détail dans une autre partie de ce rapport.

Sciences sociales

Un des principaux projets que l'UNESCO a commencé à mettre en oeuvre consiste en une étude des états de tension ayant un effet sur la compréhension internationale. On a rédigé sur ce sujet un document fondamental, qui expose l'importance de ce projet, et recommande l'entreprise de recherches et d'actions, dans certaines zones; ce mémoire a été adressé pour commentaires à 450 spécialistes des sciences sociales originaires du monde entier, ainsi qu'aux Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux gouvernements des Etats membres.

On étudie également la possibilité de publier un annuaire des sciences sociales, et la nécessité d'organiser la publication de comptes rendus analytiques portant sur les sciences sociales.

En coopération avec les Nations Unies, l'UNESCO étudie le problème de l'oecologie et de l'urbanisme et les travaux qu'il serait bon d'entreprendre pour l'étude du droit international. On trouvera plus loin un exposé plus détaillé de ces questions.

Philosophie et humanités

On a entrepris une étude préliminaire des aspects internationaux de la philosophie et des humanités dans leur rapport avec les fins que se propose l'UNESCO.

Une autre étude préliminaire en cours concerne la possibilité de conduire une vaste enquête sur les "emprunts" réciproques que les diverses civilisations auraient avantage à se faire, et la façon dont l'action de l'UNESCO dans ce domaine peut contribuer au maintien de la paix.

En collaboration avec les Nations Unies, l'UNESCO a entrepris l'élaboration d'un projet de Déclaration des droits de l'homme, et étudie un projet de traduction des classiques, conformément aux résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et le Conseil économique et social. On trouvera plus loin un exposé plus détaillé de ces deux questions.

Arts et lettres

Le programme de la section des arts et des lettres comprend des projets relatifs à la littérature, au théâtre, ainsi qu'à la musique et aux arts plastiques.

Dans le domaine de la littérature, on a nommé un expert qui sera chargé de conduire une enquête sur les périodiques littéraires du monde entier, en vue de la création d'un centre d'échanges de publications littéraires de tous genres; un tel organisme pourrait contribuer au développement de la compréhension internationale en favorisant l'échange des productions littéraires entre tous les pays du monde. Une anthologie des oeuvres, des écrivaines qui ont souffert de l'occupation de l'Axe sera préparée par l'intermédiaire des associations internationales intéressées et des commissions nationales de l'UNESCO.

En sus de l'enquête qui sera conduite sur les techniques de reproduction utilisées dans le domaine de la musique et des arts plastiques on compte rechercher dans quelle mesure et comment peuvent s'effectuer entre les diverses nations, des échanges culturels en vue de diffuser l'expérience, les connaissances et les réalisations de chaque nation en ce domaine, de façon à ce que toutes puissent en avoir leur part et en bénéficier. L'intensification des échanges culturels actuellement pratiqués qui résulterait de cet échange de connaissances et d'expériences, pourra avoir une

influence considérable sur la compréhension internationale.

En ce qui concerne l'art dramatique, des spécialistes du théâtre viendront de différents pays se réunir à Paris, au cours du mois de juillet 1947, afin de discuter de l'organisation éventuelle d'un institut international du théâtre; cet institut qui aurait pour tâche de développer largement les échanges de productions théâtrales et d'oeuvres dramatiques, serait un organisme indépendant, financé grâce à des donations privées ou nationales.

L'UNESCO soumettra également à la Conférence générale de 1947 les grandes lignes d'un projet destiné à faire connaître les méthodes et les réalisations des pays qui utilisent pleinement les arts en tant qu'instruments de culture générale, aux pays qui n'en tirent pas un parti aussi considérable.

Bibliothèques et musées

Au cours de l'année 1947, on a surtout travaillé à la reconstitution des bibliothèques, en se préoccupant particulièrement des besoins des bibliothèques publiques et de leur création dans les pays où de tels services sont insuffisamment développés. On a réalisé de grands progrès en ce qui concerne la détermination précise des besoins existants et des ressources disponibles, et l'aide apportée aux échanges et aux contacts entre bibliothèques. En liaison avec le projet de reconstruction, deux questionnaires ont été diffusés depuis le mois d'avril et on a publié un "Bulletin mensuel des bibliothèques" de l'UNESCO dont 5.000 exemplaires ont été distribués dans 61 pays différents.

Depuis février 1947, l'UNESCO a pris la succession du Centre interallié du livre, on procède à la liquidation de ses avoirs, qui sera terminée à la fin d'août.

L'important projet des "Bons de livres de l'UNESCO" a été brièvement exposé dans un document distribué aux Etats membres, qui fut discuté au cours d'une réunion de la Fédération des associations de bibliothécaires, en mai dernier. On envisage de le mettre en oeuvre à titre expérimental dans une zone-témoin, de façon à ce que des données précises sur les résultats pratiques obtenus puissent être soumises à la Conférence générale de l'UNESCO. Le programme de la section des bibliothèques comprend également l'étude des échanges, distributions et prêts de livres, des améliorations à apporter aux services de bibliographie et des techniques de reproduction.

Une "bibliothèque de travail" à l'usage des spécialistes qui travaillent à l'UNESCO est en cours d'établissement; ses fonds comprendront notamment une partie des collections de la bibliothèque de l'Institut international de coopération intellectuelle, dont les avoirs ont été transférés à l'UNESCO à la suite d'une résolution de l'Assemblée générale.

On prépare pour la Conférence de 1947, une exposition des bibliothèques publiques conçue de façon à pouvoir ensuite devenir ambulante; elle constitue l'un des principaux efforts qui seront tentés en 1948 pour favoriser le développement des bibliothèques publiques. L'élaboration d'un programme relatif aux archives est en bonne voie; on a reçu à ce sujet un rapport de grande valeur rédigé par un conseiller technique.

Le programme envisagé en matière de musées porte sur les musées scientifiques, artistiques et historiques, ainsi que sur les parcs

zoologiques et les parcs nationaux. L'étude des dommages subis par les musées et les monuments et des besoins de l'Europe dans ce domaine, constitue son objectif principal pour cette année. En outre, des enquêteurs ont déjà entrepris l'étude des conditions existantes, allant de Grèce, en Pologne, et de Pologne en Italie. Dans l'accomplissement de cette tâche, l'UNESCO se tient en contact étroit avec le Conseil international des musées formé depuis peu, qui s'occupe de réunir une documentation détaillée et moderne sur les musées du monde entier.

L'UNESCO a hérité des collections de l'Office international des musées; on est en train de les incorporer à la bibliothèque de l'UNESCO. On étudie la possibilité de reprendre la publication de "Mouséion", périodique technique qu'il faisait paraître cet Office.

Information des masses

Ce programme se divise en trois parties se rapportant respectivement au cinéma, à la radio et à la presse. Il se propose essentiellement :

1. La libre diffusion de l'information et la suppression de tout ce qui y fait obstacle.
2. L'étude des besoins techniques.
3. L'échange de personnes et d'informations.

Dans le premier domaine, l'UNESCO a été représentée et a pu exprimer son point de vue à plusieurs conférences et réunions internationales à la Sous-commission des Nations Unies pour la liberté de l'information et de la presse (dont il est traité plus en détail par la suite), à la Conférence internationale de l'Union des télécommunications et à la Conférence de l'Union postale universelle. L'UNESCO continuera de prendre une part active à toutes les conférences organisées sur cette question, en particulier à la Conférence internationale des Nations Unies prévue pour 1948.

Une commission des besoins techniques a été créée pour étudier les besoins des pays dévastés dans les domaines de la presse, de la radiodiffusion et du cinéma. Des enquêtes sont en cours en France, en Belgique, au Luxembourg, en Hollande, en Norvège, au Danemark, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Grèce, en Pologne, en Chine et aux Iles Philippines. Elles seront toutes terminées pour le 15 juillet et le rapport d'ensemble sera prêt au début du mois d'août. Quinze experts de différents pays, ont été invités à se réunir en commission afin d'en étudier les conclusions. Cette réunion aura lieu à Paris du 25 au 30 août et le rapport final qui en résultera sera soumis à la Conférence générale de l'UNESCO en 1947 et également, sur sa demande, à la Sous-commission des Nations Unies pour la liberté de l'information et de la presse.

Ce programme est inséparable de l'échange de personnes et d'informations et, par suite, du programme des bourses d'études de l'UNESCO, dont il est traité plus loin. Sa réalisation dépend essentiellement des résultats de la Conférence projetée sur les passeports et les formalités au passage des frontières, qui doit exercer une action en faveur de la libre circulation du personnel, de l'information des masses, et du matériel (tél que films, informations, périodiques, etc.).

Dans le domaine de la radio, l'UNESCO, en collaboration avec les Nations Unies, étudie les conditions de réalisation d'un réseau radiophonique mondial. Dix-neuf gouvernements ont été invités à envoyer des experts à deux réunions prévues pour le mois d'août, au cours desquelles cette question doit être examinée. Les Nations Unies et l'Organisation de radiodiffusion internationale ont également été invitées à envoyer des observateurs à ces réunions. On espère pouvoir tracer à cette occasion les grandes lignes d'une coopération internationale dans la production et la transmission de programmes radiophoniques conformes aux objectifs de l'UNESCO. On travaille à des programmes radiophoniques de l'UNESCO et à un centre de clearing d'informations radiophoniques.

Dans le domaine du cinéma, l'UNESCO s'occupe d'encourager la production et une large distribution internationale des films, et de dresser des catalogues internationaux de films dans les domaines de sa compétence. Des catalogues internationaux sont en cours de préparation sur les sujets suivants :

- Education de base
- Compréhension internationale
- Peinture et sculpture
- Bibliothèques et musées
- Agriculture
- Alimentation
- Urbanisme et aménagement des campagnes
- Santé, médecine et chirurgie

Quatre de ces catalogues, établis en collaboration avec les Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, seront publiés au cours de 1947, par l'intermédiaire du Conseil du cinéma des Nations Unies.

Le projet de convention en vue de faciliter la diffusion sur le plan international du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel, est en bonne voie de réalisation.

Dans le domaine de la presse, l'UNESCO attache un intérêt particulier à la prochaine Conférence des Nations Unies sur la liberté de l'information et de la presse. En outre, un service d'échange d'articles est en voie d'organisation et fonctionnera à brève échéance. L'UNESCO se tient en contact étroit avec l'Organisation internationale des journalistes et était représentée à Prague au deuxième Congrès de ce groupement.

Des dispositions spéciales permettront bientôt aux périodiques des différents pays de reproduire les articles parus dans des publications étrangères sur les projets prioritaires du programme de l'UNESCO pour 1947.

3. PROJETS ENTREPRIS A LA REQUETE DES NATIONS UNIES ET PROJETS ETROITEMENT APPARENTES AUX PROJETS DES NATIONS UNIES

Outre le programme général esquissé dans la section précédente, l'UNESCO a entrepris directement la réalisation de divers projets à la requête des Nations Unies; elle s'intéresse également à d'autres projets des Nations Unies qui sont, en partie, de sa compétence.

Le premier groupe de projets se rapporte à :

1. La traduction des classiques.
2. La liberté de l'information.
3. La Déclaration des droits de l'homme.
4. L'éducation des femmes, en particulier dans les régions où elles ne jouissent pas de l'égalité des droits.
5. Les laboratoires et observatoires scientifiques internationaux.
6. Les bourses d'études.
7. L'utilisation de l'actif de l'Institut international de coopération intellectuelle.

Le second groupe de projets présentant un intérêt, à la fois pour l'UNESCO et pour les Nations Unies, se rapporte à :

1. L'écologie et l'urbanisme
2. La Conférence internationale pour la conservation et l'utilisation des ressources
3. La codification du droit international
4. Le programme de sécurité sociale mondiale
5. La Conférence internationale sur les passeports et les formalités de frontière

1. Traduction des classiques

L'Assemblée générale a décidé, lors de la seconde partie de sa première session, de référer à l'UNESCO, "à toutes fins utiles", la proposition de traduction des classiques universels dans les langues des Etats Membres des Nations Unies. Le Conseil économique et social a approuvé et appuyé cette décision de l'Assemblée générale. Comme suite à cette série de résolutions, l'UNESCO a entrepris l'étude préliminaire du sujet. Un Comité a été constitué pour étudier cette vaste question, et des enquêtes préliminaires sur les plans et les méthodes sont en cours. Une lettre a été adressée à tous les Etats Membres des Nations Unies sollicitant leurs avis et les invitant à participer au projet. En 1948, l'UNESCO fournira un rapport détaillé à ce sujet aux Nations Unies, conformément à la demande qui en a été formulée.

2. Liberté d'information

En 1946, la Conférence générale de l'UNESCO avait résolu que celle-ci collaborerait, dans toute la mesure du possible, avec les Nations Unies à l'organisation et aux travaux de la Conférence mondiale qui doit se tenir en 1948 sur la liberté de l'information et de la presse. Un représentant de l'UNESCO a participé à la première session de la Sous-commission de la liberté de l'information, qui s'est tenue à Lake Success en mai 1947, afin d'établir le programme des travaux de la Conférence mondiale. L'UNESCO s'est engagée à collaborer avec le Secrétariat des Nations Unies à la préparation de la documentation de cette Conférence; elle désignera un expert permanent pour s'occuper de cette question, à Lake Success, avec le Secrétariat des Nations Unies.

3. Déclaration des droits de l'homme

En accord avec le Président de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, une enquête sur les aspects philosophiques d'une déclaration des droits de l'homme a été entreprise. A cet effet, un questionnaire a été adressé à des personnalités du monde entier représentant les intérêts les plus variés. Un Comité se réunit à Paris à la fin du mois de juillet 1947 pour rédiger un rapport sur cette question.

Un représentant de l'UNESCO assistait à la session du Comité de la Commission des droits de l'homme chargé de rédiger le projet de déclaration des droits.

Les résultats de cette enquête et les conclusions qu'en aura tirées l'UNESCO seront transmis pour information et à toutes fins utiles à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

4. Education des femmes

La Commission de la condition de la femme a prié l'UNESCO d'apporter une attention particulière, dans son programme d'éducation, aux régions où les femmes ne jouissent pas actuellement de l'égalité des droits. Cette question présente pour l'UNESCO un intérêt essentiel et des recommandations à ce sujet seront proposées à la Conférence générale de 1947 de l'UNESCO.

Un rapport détaillé sur les conclusions de l'UNESCO et ses projets dans ce domaine sera soumis à la Commission de la condition de la femme, lors de sa session de 1948.

5. Laboratoires et observatoires scientifiques internationaux

Conformément à une décision du Conseil économique et social, le Secrétariat des Nations Unies poursuit l'étude des conditions dans lesquelles pourraient être créés des laboratoires scientifiques et des observatoires internationaux. A la requête du Secrétariat des Nations Unies, l'UNESCO a composé un mémoire détaillé exprimant son opinion quant aux conditions d'organisation de ces laboratoires et aux principes sur lesquels devrait se fonder cette entreprise. L'UNESCO continuera de participer avec les Nations Unies à l'étude de cette question et elle espère pouvoir jouer un rôle important dans la réalisation éventuelle de ce projet.

6. Bourses d'études

La question de l'échange des personnes, des bourses et des subventions présente, pour l'UNESCO, un intérêt essentiel. C'est en effet l'un des meilleurs moyens de favoriser la compréhension internationale.

Conjointement avec les autres institutions spécialisées, et en participant peut-être à un comité de coordination éventuelle, l'UNESCO coopérera ardemment avec les Nations Unies à cette tâche. L'UNESCO considère que son rôle actuel doit être principalement un rôle de stimulation et de coordination. Des sondages ont été effectués à titre non officiel en vue d'une enquête éventuelle sur les échanges de personnes dans le monde.

L'UNESCO se prépare déjà à attribuer un nombre considérable de bourses d'études offertes par les organisations suivantes :

- 2 bourses offertes par la "Rotary International"
- 5 bourses offertes par la Belgique
- 20 bourses offertes par le Ministère de l'éducation nationale français
- 10 bourses de films et 5 de presse offertes par le Ministère de l'éducation britannique.

Des pourparlers sont en cours avec des donateurs éventuels dans divers autres pays, y compris les États-Unis et le Canada, en vue d'obtenir des bourses ou des subventions.

Il est possible qu'à une date ultérieure, l'UNESCO attribue des bourses d'études sur ses propres fonds. Actuellement, toutefois, le rôle de l'UNESCO dans ce domaine est celui d'un organisme de coordination, et elle souhaiterait pouvoir continuer de jouer ce rôle dans le cadre de tout programme permanent que les Nations Unies pourraient établir. Un conseiller chargé des questions de bourses d'études administratives et politiques a été récemment nommé à l'UNESCO.

7. Utilisation par l'UNESCO des avoirs de l'Institut international de coopération intellectuelle

Conformément à une résolution adoptée par l'Assemblée générale le 19 novembre 1946, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture a reçu des Nations Unies l'autorisation de disposer des avoirs de l'Institut international de coopération intellectuelle après sa dissolution à laquelle il a été procédé le 31 décembre 1946.

Ces avoirs comprennent essentiellement le mobilier de cet institut, déjà inventorié, ses fonds de publications, ses archives et sa bibliothèque. A l'heure actuelle, l'UNESCO est en train d'inventorier, de classer, de trier et de cataloguer les articles figurant sous les trois dernières rubriques.

D'autre part, la résolution de l'Assemblée générale prescrivait à l'UNESCO de faire de ces avoirs un usage tel qu'il assurât la continuité de l'oeuvre entreprise par l'Institut international de coopération intellectuelle. On se rappelle que l'article 2 de l'accord intervenu entre l'Institut et l'UNESCO prévoit que :

"Dans le cadre du programme qui sera adopté par la Conférence générale dans sa première session, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture s'efforcera d'assurer la continuité de l'oeuvre menée depuis 1924 par l'Institut international de coopération intellectuelle, et de mener à bien, en particulier, certains travaux entrepris par l'Institut, ceci dans la mesure où la Conférence générale l'estimera opportun."

Conformément aux termes de cet accord, l'UNESCO a déjà repris à son compte certains des travaux entrepris par l'Institut international de coopération intellectuelle et elle se propose d'en reprendre d'autres dès que ses propres services compétents auront atteint un degré de développement qui leur permette de le faire. Il est impossible pour l'instant de fournir un aperçu détaillé de ces diverses activités. Qu'il suffise de donner quelques exemples : l'enquête sur la révision des livres de classe, les recherches du Bureau international des statistiques universitaires, l'ensemble de l'activité des centres d'information scolaire et universitaire et notamment la publication périodique de listes de cours de vacances, l'enquête générale sur les bourses d'études à l'étranger, toutes les questions d'enseignement aux adultes, etc., pour ne prendre nos exemples que dans le domaine de l'éducation. Il en va de même pour les autres domaines (sciences exactes et naturelles, sciences sociales, bibliothèques et archives, musées, arts et lettres, philosophie et humanités, etc...) où la plus grande partie de l'activité de l'Institut international de coopération intellectuelle a été reprise par l'UNESCO, sous une forme ou sous une autre, la plupart du temps avec des ressources plus importantes et sur une plus grande échelle.

Si l'on considère les projets des Nations Unies auxquels s'intéresse l'UNESCO, voici ce que celle-ci a entrepris dans ces domaines :

1. Habitation et urbanisme

La Conférence générale de l'UNESCO de 1946 a prescrit à l'UNESCO d'aborder cette question en accord étroit avec le Conseil économique et social et elle a proposé que l'UNESCO étudie la possibilité de créer un Centre international d'information sur les questions d'habitation.

Au cours du mois de mai, un expert de l'UNESCO s'est entretenu à Lake Success avec les membres du Secrétariat des Nations Unies qui s'occupent de la création d'une section de l'habitation et de l'urbanisme dans le cadre du Département des questions sociales. De part et d'autre, il a été convenu que la fonction primordiale de l'UNESCO dans ce domaine devrait être de développer, chez les peuples du monde, la connaissance et le souci des questions d'habitation et d'urbanisme, de sorte qu'il se pourrait bien que l'UNESCO devînt un centre de documentation en cette matière. La Fédération internationale de l'habitation et de l'urbanisme, qui a tenu ses assises à la Maison de l'UNESCO en juin dernier, a émis et souligné l'idée que l'UNESCO pourrait participer à la formation théorique et pratique des urbanistes du

monde entier, en insistant sur l'importance des locaux et installations destinés à l'éducation, à la science et à la culture.

Pour autant que la question soit de la compétence de l'UNESCO, on pense que celle-ci pourra continuer à collaborer avec les Nations Unies dans l'accomplissement de son programme.

2. Conférence internationale sur la conservation et l'utilisation des ressources

Le représentant de l'UNESCO auprès des Nations Unies a pris part à des discussions préliminaires avec les représentants du Secrétariat des Nations Unies et d'autres institutions spécialisées pour préparer le programme de cette conférence qui doit se tenir en 1948.

Il va sans dire que l'intérêt que l'UNESCO prend à cette conférence porte surtout sur les questions de ressources scientifiques et de réserves naturelles qui pourront y être évoquées.

Lorsque le Secrétaire général des Nations Unies jugera bon d'instituer un Comité consultatif pour préparer l'ordre du jour de cette conférence, l'UNESCO espère pouvoir prendre une part active aux travaux de ce comité, de même qu'elle espère pouvoir participer finalement à la conférence proprement dite de la manière qui paraîtra la plus souhaitable.

3. Codification du droit international

L'UNESCO est entrée en rapports, par correspondance et par contacts personnels, avec des organisations et des institutions s'occupant de droit, pour déterminer ce qu'elle pourrait entreprendre dans le domaine du droit comparé, sans gêner les travaux du Comité des Nations Unies pour la codification du droit international.

Compte tenu de toutes recommandations que présenterait à ce propos ledit Comité des Nations Unies pour la codification du droit international, l'UNESCO espère pouvoir apporter sa collaboration aux recherches ou autres travaux nécessaires.

4. Amélioration des conditions sociales

L'UNESCO s'intéresse à de nombreux points du programme d'amélioration des conditions sociales qu'étudie la Commission des questions sociales du Conseil économique et social, particulièrement compétent en la matière.

Ainsi qu'il a déjà été dit, l'intérêt particulier de l'UNESCO porte sur les questions de bourses et d'échanges de personnel. Néanmoins, l'UNESCO s'intéresse aussi et de façon active à l'orientation morale des jeunes, à la protection de l'enfance, aux problèmes des jeunes délinquants et de leur redressement, à la formation des enfants déficients et à l'orientation professionnelle. De fait, et en raison même des buts proclamés par son acte constitutif, l'UNESCO s'intéresse à l'ensemble du problème social, dans la mesure où il touche à l'amélioration du niveau de vie mondial par l'aide apportée à des groupes particuliers d'individus et dans la mesure où l'on veut faire régner la compréhension et instaurer une collaboration féconde entre les peuples.

On peut espérer que l'activité particulière de l'UNESCO dans ce domaine pourra trouver sa place dans l'ensemble du programme des Nations Unies.

5. Formalités de passeports et de franchissement des frontières

Il est évident que la simplification des formalités de passeports et de franchissement des frontières facilitera les échanges de boursiers aussi bien que les échanges de savants, d'artistes, d'éducateurs et d'autres personnes qui peuvent faire connaître les buts et l'idéal de l'UNESCO dans le monde entier. L'UNESCO ne désire pas seulement faciliter les déplacements individuels, elle tient particulièrement à rendre plus libre la circulation des documents d'ordre éducatif, scientifique et culturel, en diminuant les droits de douane et les tarifs postaux, en améliorant les moyens de transport, etc... C'est là un problème qui touche à l'aspect "Information des masses" de l'activité de l'UNESCO, étant donné que, pour atteindre ses objectifs dans ce domaine, l'UNESCO devra s'attacher à réduire les obstacles actuels au libre échange des renseignements, des informations, des films, des émissions radiophoniques et des autres moyens d'information des masses.

De ces divers points de vue, l'UNESCO espère pouvoir participer de façon active à la prochaine Conférence des Nations Unies sur les formalités de passeports et de franchissement des frontières, ainsi qu'à toute action menée par une éventuelle Organisation internationale du commerce qui s'occuperait des droits de douane, des barrières douanières, etc... et ce, dans la mesure où ils font obstacle à l'échange des documents d'ordre éducatif, scientifique et culturel.

CHAPITRE III - L'UNESCO ET LES NATIONS UNIES

L'accord entre l'UNESCO et les Nations Unies est entré en vigueur en décembre 1946, après avoir été approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO et par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Depuis lors, rien n'a été négligé pour faire passer les stipulations de cet accord sur le plan pratique. L'UNESCO a institué une représentation permanente au siège des Nations Unies et elle a tout mis en oeuvre pour maintenir une liaison étroite avec les Nations Unies à chaque stade de son évolution. Cette liaison s'est affirmée sur deux plans distincts :

1. Participation aux sessions des conseils, commissions et comités des Nations Unies.

Au cours de l'année écoulée, l'UNESCO s'est trouvée représentée à toutes les sessions du Conseil économique et social, à chacune des sessions de ses neuf commissions, à la première session du Conseil de tutelle, à la Sous-commission de la liberté d'information, et au Comité de rédaction de la Déclaration des droits de l'homme, ainsi qu'aux groupes de travail et aux sessions de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

Outre le personnel de son Bureau de New-York, l'UNESCO a désigné des représentants pour assister à certaines sessions particulières; c'est ainsi que M. Jean Thomas, Sous-directeur général, a assisté à la Quatrième Session du Conseil économique et social; M. William Farr, Chef de la section du cinéma de l'UNESCO, aux séances de la Sous-commission de la liberté d'information; M. Jacques Havet, de la section Philosophie et Humanités, à celles du Comité de rédaction de la Déclaration des droits de l'homme.

Le Bureau de New-York constitue une installation permanente, au siège des Nations Unies, et ses représentants assurent la liaison quotidienne entre l'UNESCO et les Nations Unies, tout en représentant l'UNESCO aux sessions ci-dessus énumérées ou en secondant les représentants spéciaux que l'UNESCO y envoie. Le Bureau comprend également un fonctionnaire permanent dont le seul rôle est d'assurer la liaison avec le Département de l'information des Nations Unies.

Tous les documents de l'UNESCO y sont à la disposition des chercheurs et des gens qui désirent s'informer.

Le Bureau de Lake Success se trouve actuellement salle A-1-201 (poste 2848) et le Bureau de Manhattan est au Museum d'Histoire naturelle, 15 West 77th Street (téléphone Endicott 28500, poste 317).

Voici la composition actuelle du Bureau de New-York dont les membres sont en résidence permanente à New-York:

| | |
|---|-----------------------|
| Directeur provisoire du Bureau de New-York | M. Solomon V. Arnaldo |
| Adjoint au Directeur du Bureau | Mlle Joan Maass |
| Assistante chargée des documents de l'UNESCO | Mlle Paulette Belime |
| Assistante chargée des questions administratives | Mlle Elise Salade |
| Représentant chargé de la liaison avec le Département de l'information | M. Gerald Carnes |

2. Coopération des Secrétariats

Comité de coordination

L'UNESCO participe de façon active aux travaux du Comité de coordination créé par le Secrétaire général et comprenant des représentants de la haute direction de chacune des institutions spécialisées. Ce Comité a pour mission de coordonner l'action des Nations Unies et des diverses institutions spécialisées, notamment pour ce qui est des questions d'ordre administratif et technique. Le Dr. Julian Huxley, Directeur général de l'UNESCO, a pris part aux réunions du Comité de coordination qui se sont tenues jusqu'à ce jour et le Directeur du Bureau de l'UNESCO à New-York a pris part aux séances du groupe d'étude du Comité. L'UNESCO est également représentée aux comités consultatifs ci-dessous, qui entrent tous dans le cadre général de la coordination au niveau des secrétariats:

Département de l'information

L'UNESCO joue un rôle actif au Conseil du cinéma des Nations Unies ainsi qu'au Comité consultatif de l'information. Ces deux aspects des travaux du Département de l'information étant bien de la compétence de l'UNESCO, on espère que l'UNESCO pourra apporter aux travaux de ces deux organes une contribution égale à celle des Nations Unies. La liaison avec le Département de l'information est assurée par un représentant du secrétariat de l'UNESCO, qui se trouve en permanence dans un bureau de ce Département à Lake Success.

Services administratifs et techniques

Des représentants de l'UNESCO, au nombre desquels figurent des membres du Bureau de New-York et des personnalités spécialement désignées pour assister à telle ou telle réunion, ont pris part aux réunions des secrétariats, tenues avec les Nations Unies et les représentants des autres institutions spécialisées pour étudier les questions de coordination des services techniques et des méthodes d'administration : personnel, salaires et traitements, questions d'ordre administratif et budgétaire, aussi bien que les questions de coordination des statistiques.

Ces comités se réunissent à intervalles réguliers, d'un bout de l'année à l'autre, sur invitation des Nations Unies; ils font œuvre utile, car ils permettent de coordonner les méthodes appliquées par les diverses institutions et d'éviter le désordre, les conflits et les doubles emplois. Ils permettent également à l'UNESCO de régler autant que possible ses méthodes et son organisation sur celles des Nations Unies.

CHAPITRE IV - L'UNESCO ET LES AUTRES INSTITUTIONS SPECIALISEES

Depuis les débuts de la Commission préparatoire de l'UNESCO, on s'est maintenu en contact étroit avec d'autres organisations internationales qui étaient alors en passe de devenir des institutions spécialisées des Nations Unies.

Grâce à la représentation mutuelle aux conférences, à un échange régulier de documents et à de fréquents contacts entre les secrétariats, on a cherché à éviter les doubles emplois dans l'activité de ces diverses organisations, et à assurer une délimitation convenable des domaines dont doit s'occuper chacune d'elles, conformément aux buts généraux définis par son acte constitutif.

La Conférence générale de l'UNESCO a pleinement reconnu l'intérêt qu'il y a à entretenir des relations étroites et à collaborer avec les autres institutions spécialisées dans le cadre de la coopération générale organisée par les Nations Unies et par le Conseil économique et social; et elle a, lors de sa première session, approuvé la résolution suivante :

"La Conférence générale charge le Directeur général d'entreprendre des négociations avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies afin de préparer la coopération avec ces institutions au moyen d'accords en due forme à conclure sous l'autorité du Conseil exécutif..."

Pour donner effet à cette résolution, et régler les relations de l'UNESCO avec les autres institutions spécialisées, on a pris les mesures suivantes :

1. Relations avec la Commission préparatoire de l'Organisation mondiale de la santé

La question des relations de l'UNESCO avec L'OMS a été discutée à fond par le Conseil exécutif lors de sa seconde session. Pour rechercher quels étaient, pour les deux organisations, les points d'intérêt commun et pour délimiter les domaines où elles auraient intérêt à entreprendre une action commune, le Conseil exécutif, sur l'initiative de la Commission préparatoire de l'Organisation mondiale de la santé, a décidé de créer un comité de négociation composé de quatre de ses membres, et devant se rencontrer avec un comité de négociation analogue nommé par l'Organisation mondiale de la santé.

Le Comité mixte de négociation s'est réuni à Paris, pendant les deux journées du 15 et du 16 avril, et il a, en attendant la conclusion d'un accord officiel, créé les rouages nécessaires à l'harmonisation des programmes des deux organisations et à l'élimination de tout point de friction et de tout double emploi.

Au cours de ses discussions, le Comité de négociation s'est laissé guider par les dispositions de l'acte constitutif de chacune des deux organisations et par les considérations suivantes :

"1. Les comités de négociation reconnaissent que la recherche scientifique, l'éducation et l'organisation sont à la base d'une bonne partie du travail des institutions spécialisées, notamment de l'Organisation mondiale de la santé, et qu'il appartient donc, au premier chef, à de telles institutions, d'encourager la recherche, l'enseignement et l'organisation de la science dans les domaines où elles sont particulièrement compétentes, de par leur acte constitutif. Il est donc admis que l'UNESCO aura l'initiative principale dans les domaines qui sont en dehors de la compétence que possèdent les autres institutions spécialisées de par leur acte constitutif.

2. Il est admis également que les lignes de démarcation, commodes du point de vue administratif, ne sauraient faire échec au développement de la libre enquête ou être cause que les problèmes mitoyens soient négligés; il est également admis que l'UNESCO se préoccupera souvent, de façon générale, des rapports entre les sciences pures et les sciences appliquées, dans tous les domaines. Il existera toujours certains domaines d'intérêt commun où l'UNESCO et l'Organisation mondiale de la santé désireront coopérer en coordonnant leurs efforts : ainsi, les sciences qui sont à la base de la santé".

Il a été finalement convenu que les secrétariats des deux organisations prépareraient un projet d'accord officiel entre l'UNESCO et l'OMS. Ce projet sera examiné à la prochaine réunion du Comité de négociation, qui aura lieu à Genève, les 26 et 27 août, afin qu'il puisse être soumis à l'approbation du Conseil exécutif de l'UNESCO et à celle de la Conférence de l'OMS, une fois que le Conseil économique et social aura été informé de sa nature et de sa portée.

2. Relations avec l'Organisation internationale du Travail

Des entretiens dénués de caractère officiel ont déjà permis de préciser les relations entre l'OIT et l'UNESCO. Les domaines d'intérêt commun sont, en premier lieu, ceux de l'orientation professionnelle, de l'éducation des adultes et de l'éducation de base. En outre, l'UNESCO s'intéresse très vivement à l'expérience que l'OIT a acquise en collaborant avec les territoires non autonomes, ou en travaillant pour eux. On se propose de maintenir des contacts étroits entre les personnes responsables, qui, dans les deux secrétariats, s'occupent de ces différentes questions.

Les deux secrétariats ont rédigé un projet d'accord qui, on l'espère, sera prêt à être soumis à la fin de l'année aux organes de direction de l'OIT et de l'UNESCO. En vue d'introduire le plus d'harmonie possible dans les accords bilatéraux entre institutions spécialisées, on a décidé d'établir ce projet sur le modèle de l'accord déjà conclu entre l'OIT et l'OAA.

Ce projet, auquel le Secrétariat a donné provisoirement son accord, prévoit de manière générale une collaboration et des échanges de vues sur les questions d'intérêt commun, ainsi qu'une représentation mutuelle aux réunions, des échanges d'information et de documents, et aussi la coordination administrative. Il comporte des dispositions en vue de la réunion de comités mixtes chargés de traiter toutes les questions d'intérêt commun demandant une collaboration pratique. Ce projet sera également soumis au Conseil économique et social.

3. Relations avec l'Organisation de l'agriculture et de l'alimentation

Les négociations avec l'OAA ne sont pas tout à fait aussi avancées, mais on a pris soin, en esquissant le programme de l'UNESCO, d'éviter toute immixtion dans le champ d'action assigné à l'OAA par son acte constitutif même. L'OAA a été tenue au courant de tous les aspects du programme de l'UNESCO, particulièrement dans le domaine scientifique, qui pose des problèmes qui ne sauraient manquer de l'intéresser. Ici encore un projet d'accord est à l'étude et l'on espère que cet accord sera conclu avant la fin de l'année.

4. Relations avec les autres institutions spécialisées

Sans conclure d'accords officiels lorsqu'une communauté étroite d'intérêts ne l'exige pas, l'UNESCO restera néanmoins en contact régulier avec les autres institutions spécialisées des Nations Unies comme, par exemple, l'Union postale universelle, l'Organisation internationale pour les réfugiés, la Banque internationale de reconstruction, la Banque internationale de reconstruction et de Mise en valeur et le Fonds monétaire international.

CHAPITRE V- L'UNESCO ET LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES NON GOUVERNEMENTALES

L'Acte constitutif de l'UNESCO reconnaît le rôle important que les organisations internationales non gouvernementales ont joué dans le passé et sont encore appelées à jouer pour favoriser la collaboration internationale dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture.

L'article XI, paragraphe 4, stipule que :

"L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, peut prendre toutes dispositions utiles pour faciliter les consultations et assurer la coopération avec les organisations internationales privées s'occupant de questions qui entrent dans son domaine. Elle peut les inviter à entreprendre certaines tâches déterminées rentrant dans leur compétence. Cette coopération peut également prendre la forme d'une participation appropriée de représentants desdites organisations aux travaux de comités consultatifs créés par la Conférence générale."

En outre, l'article IV (E) stipule que :

"La Conférence générale, votant à la majorité des deux tiers, sur la recommandation du Conseil exécutif, et sous réserve du règlement intérieur, peut inviter comme observateur à des sessions déterminées de la Conférence ou de ses commissions, des représentants d'organisations internationales, notamment de celles qui sont visées à l'article XI, paragraphe 4".

Compte tenu de ces dispositions, et pour maintenir les contacts déjà établis par la Commission préparatoire de l'UNESCO, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté, au cours de sa première session, des directives provisoires concernant les relations entre l'UNESCO et les organisations non gouvernementales.

Ces directives ont déterminé les conditions que doit remplir une organisation pour être admise à collaborer. Cette organisation devra :

- (a) être de structure vraiment internationale et jouir d'une réputation bien établie;
- (b) s'intéresser en premier lieu aux questions qui relèvent de la compétence de l'UNESCO;
- (c) avoir des buts et des objectifs conformes aux principes généraux définis dans la convention créant l'UNESCO;
- (d) posséder un organe de direction de caractère permanent et des représentants autorisés.

Sur la base des directives ci-dessus et suivant le caractère de l'organisation ainsi que la mesure dans laquelle elle s'intéresse à l'UNESCO, la coopération peut être envisagée dans les directions principales ci-après :

- (a) représentation réciproque par des observateurs aux réunions des organes de direction des deux organisations;
- (b) échanges de vues et conseils mutuels;
- (c) participation aux travaux de comités consultatifs ou de commissions créés par l'UNESCO;

- (d) invitation à entreprendre une tâche déterminée au nom de l'UNESCO;
- (e) aide financière de l'UNESCO pour la réalisation, par une organisation, de tâches déterminées, susceptibles de contribuer au but et au programme de l'UNESCO;
- (f) octroi de facilités en matière de bureaux, secrétariat, organisation de réunions, documentation, etc...;
- (g) échange d'information et de matériel.

Il est enfin prévu que, conformément à l'article XI de l'Acte constitutif de l'UNESCO, les rapports entre l'UNESCO et les organisations non gouvernementales peuvent être établis sur la base d'accords officiels ou d'accords de travail. Les accords officiels seront nécessaires chaque fois qu'entreront en jeu des questions d'aide financière et d'octroi de facilités telles que locaux et services de secrétariat. Ces accords seront soumis à l'approbation du Conseil exécutif et, avant qu'ils soient conclus, le Conseil économique et social des Nations Unies devra être informé de leur nature et de leur portée. Les accords de travail seront réglés par le Directeur général.

Au cours de ces derniers mois, l'UNESCO a étendu ses relations avec les organisations non gouvernementales dans le sens indiqué par les directives ci-dessus; elle a pu associer à son action, de la façon la plus étroite, un certain nombre d'organismes dont la contribution peut être précieuse en vue d'atteindre les buts et les objectifs généraux définis dans l'Acte constitutif de l'UNESCO.

Il convient de signaler ici un important fait nouveau, à savoir la création d'un Conseil international temporaire pour le relèvement de l'éducation. Ce Conseil a pour objet principal de conseiller l'UNESCO dans l'exécution de son programme de relèvement de l'éducation ainsi que de fournir le cadre à l'intérieur duquel les efforts de l'UNESCO et des organisations internationales non gouvernementales, exerçant leur activité dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture, puissent se déployer au maximum, grâce à des plans concertés, à une répartition équitable des responsabilités ainsi qu'à une étroite coordination.

Le mandat et les statuts de ce Conseil consultatif ont été débattus au cours des deux réunions préliminaires qui se sont tenues à la Maison de l'UNESCO, à Paris, du 13 au 15 février et du 21 au 22 mai 1947. A ces réunions, ont pris part les représentants de toutes les principales organisations non gouvernementales qui ont exercé une action dans ce domaine depuis la guerre.

En outre, un Comité provisoire d'experts a été formé au sein du Conseil.

Outre la création de ce Conseil consultatif des organisations non gouvernementales, l'UNESCO, qui entretient à l'heure actuelle des rapports de travail avec environ 120 organisations non gouvernementales, a décidé, après un sérieux examen, de conclure des accords officiels avec un certain nombre d'entre elles.

Deux accords de ce genre sont déjà en vigueur. Le premier, qui a été approuvé par la Conférence générale au cours de sa première session, lie l'UNESCO au Conseil international des Unions scientifiques, organisme qui, de nombreuses années durant, a uni par delà les frontières les savants les plus éminents du monde entier. Cet accord a permis à l'UNESCO d'apporter au

Conseil une aide efficace. Des subventions qui, pour 1947, se montent à 245.000 dollars, ont été accordées en vue d'organiser des conférences et des congrès scientifiques, d'imprimer des publications, d'accorder des bourses et de remettre en état certains laboratoires, dont les travaux revêtent un caractère international. Une partie de ces subventions a déjà été attribuée. Il convient de souligner que le programme de l'UNESCO dans le domaine scientifique est actuellement exécuté en partie par l'entremise du Conseil international des Unions scientifiques et les organismes qui le composent.

Le deuxième accord déjà en vigueur a été conclu avec la Conférence des hautes études internationales. Ici l'UNESCO assume, bien que sous une forme modifiée, les fonctions antérieurement exercée par l'Institut international de coopération intellectuelle. Elle a accepté d'assurer le secrétariat technique de la Conférence des hautes études internationales dont le siège a été fixé à la Maison de l'UNESCO.

Si la Conférence des hautes études internationales a reçu l'assurance que l'UNESCO n'interviendrait en aucune façon dans son autonomie et n'attenterait nullement à la pleine liberté de ses travaux, on n'en a pas moins prévu une étroite coordination entre l'étude scientifique des relations internationales, à laquelle se livrera la Conférence, et le programme de l'UNESCO dans ce domaine.

Quatre autres accords officiels seront présentés pour approbation au Conseil exécutif de l'UNESCO lors de sa prochaine session, qui s'ouvrira à Paris, le 24 juillet, après avoir été soumis à l'examen des gouvernements des Etats Membres.

Les organisations dont il s'agit sont les suivantes :

1. La Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies, dont le siège en Europe est maintenant établi à la Maison de l'UNESCO à Paris.
2. Le Conseil international des musées qui a résolu, lui aussi, de fixer son siège à la Maison de l'UNESCO.
3. La Fédération internationale des associations de bibliothécaires
4. La Fédération internationale de documentation.

Outre ces accords officiels, qui ne seront conclus que dans un nombre limité de cas, l'UNESCO réglera ses relations avec la plupart des organisations non gouvernementales sur la base d'accords de travail très souples. Ces accords ne permettent pas seulement aux organisations internationales non gouvernementales de coopérer et de se concerter avec l'UNESCO sur les sujets d'intérêt commun, ils leur permettront aussi de prendre part à certaines activités de l'UNESCO, de manière appropriée, et de se faire représenter aux sessions de la Conférence générale. Toutefois, c'est à la Conférence elle-même, votant à la majorité des deux tiers, sur les recommandations du Conseil exécutif, qu'il appartiendra de statuer en dernier ressort sur l'admission d'un observateur envoyé par une organisation internationale gouvernementale.

On étudie actuellement des plans qui permettront aux principales organisations liées à l'UNESCO par des accords de prendre part à la seconde session de la Conférence générale, qui passera en revue les faits récents survenus dans ce domaine en 1947 et se prononcera sur les lignes de conduite à suivre à l'avenir.

CONCLUSION

Au moment où nous établissons ce rapport, l'UNESCO s'occupe déjà activement de préparer la seconde session de sa Conférence générale et d'élaborer son programme de travail pour 1948.

Les grandes lignes de ce programme seront examinées par le Conseil exécutif de l'UNESCO à la fin de juillet. Aussitôt qu'elles auront été mises au point, les propositions destinées à être soumises à la prochaine Conférence générale seront communiquées aux Nations Unies pour information. Dès à présent, nous pouvons dire toutefois que, dans une large mesure, le programme de 1948 visera à poursuivre sur une plus vaste échelle les tâches entreprises en 1947. Il comprendra en outre un certain nombre de projets nouveaux. Tous nos efforts tendront à en faire un ensemble organique, au service de la paix, objectif fondamental de l'Organisation de par son Acte constitutif.

On escompte que la seconde session de la Conférence générale qui s'ouvrira à Mexico le 6 novembre marquera une étape importante du point de vue de la consolidation de l'Organisation, du développement de ses activités et, en particulier, de l'extension de son programme à de nouvelles régions du monde.

Pendant le séjour du Directeur général dans cette région, en juin dernier, nous avons appris que la plupart des Républiques de l'Amérique latine se proposaient d'apporter leur participation entière à la Conférence elle-même ainsi qu'aux expositions dont elle fournira l'occasion.

Outre les 31 Etats Membres de l'Organisation à l'heure actuelle, le Libéria venant d'accepter la convention créant l'UNESCO, l'on escompte qu'un certain nombre de pays qui n'ont pas encore accepté cette convention auront adhéré à l'Organisation avant novembre et pourront ainsi, pour la première fois, prendre part à la conférence avec plein droit de vote. Seront en outre invités des Etats comme l'Autriche, l'Italie et la Suisse, qui ont demandé à adhérer à l'Organisation, et dont l'admission, acceptée par le Conseil économique et social, reste soumise à un vote de la Conférence à Mexico.

Ainsi, la Conférence de Mexico constituera un jalon important de l'histoire de l'UNESCO.

Après s'être réunis à Paris en 1946 pour poser les fondations de l'Organisation, et frayer la voie à ses programmes futurs, les délégués des Etats Membres se réuniront en 1947 dans une autre partie du monde pour passer en revue le travail accompli au cours de cette première année, juger des résultats obtenus, et dresser des plans pour l'avenir. Ils verront ainsi l'UNESCO, ses responsabilités et sa capacité à travailler au bien des peuples, dans une toute nouvelle perspective.

Et il n'est pas douteux que ce contact avec le Mexique, pays de vieille civilisation au coeur du Nouveau Monde, ne donne à l'UNESCO l'ampleur de vues nécessaire pour exécuter son programme et justifier les espoirs placés en cette institution des Nations Unies qui a pour objet de "contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations".

ANNEXE I

LES MEMBRES DE L'UNESCO (à la date du 30 juin 1947)

I. ETATS MEMBRES

| | |
|-----------------------|------------------------|
| Arabie Saoudite | Libéria |
| Australie | Mexique |
| Belgique | Norvège |
| Bolivie | Nouvelle-Zélande |
| Brésil | Pays-Bas |
| Canada | Pérou |
| Chine | Philippines |
| Danemark | Pologne |
| Equateur | République Dominicaine |
| Egypte | Royaume-Uni |
| Etats-Unis d'Amérique | Syrie |
| France | Tchécoslovaquie |
| Grèce | Turquie |
| Haïti | Union sud-africaine |
| Inde | Venezuela |
| Liban | |

II. ETATS QUI ONT SIGNE LA CONVENTION MAIS N'ONT PAS ENCORE DEPOSE LEURS INSTRUMENTS DE RATIFICATION

| | |
|-----------|-------------|
| Argentine | Luxembourg |
| Chili | Nicaragua |
| Colombie | Panama |
| Cuba | Salvador |
| Guatemala | Uruguay |
| Irak | Yougoslavie |
| Iran | |

III. ETATS QUI ONT DEMANDE LEUR ADMISSION

| | |
|----------|--------|
| Autriche | Italie |
| Hongrie | Suisse |

ANNEXE II

LES MEMBRES DU CONSEIL EXECUTIF DE L'UNESCO

| <u>Nom</u> | <u>Pays</u> | <u>Durée du mandat</u> |
|---------------------------------|-----------------|------------------------|
| Professeur P. AUGER | France | 3 ans |
| Professeur P. CARNEIRO | Brésil | 3 ans |
| Professeur CHEN YUAN | Chine | 1 an |
| S. Exc. M. Victor DORE | Canada | 2 ans |
| Professeur M. FALSKI | Pologne | 1 an |
| M. R.N. GUNTEKIN | Turquie | 3 ans |
| Professeur H.R. KRUYT | Pays-Bas | 1 an |
| M. Milton S. EISENHOWER | Etats-Unis | -- |
| S. Exc. le Dr. M. MARTINEZ BAEZ | Mexique | 1 an |
| Sir John P.R. MAUD | Royaume-Uni | 1 an |
| S. Exc. le Dr. J. OPOCENSKY | Tchécoslovaquie | 2 ans |
| S. Exc. le Dr. C. PARRA PEREZ | Venezuela | 3 ans |
| Professeur A. PHOTIADES | Grèce | 2 ans |
| Sir Sarvapalli RADHAKRISHNAN | Inde | 2 ans |
| S. Exc. Shafik CHORBAL BEY | Egypte | 2 ans |
| Professeur S. SOMMERFELT | Norvège | 3 ans |
| Professeur L. VERNIERS | Belgique | 2 ans |
| Dr. E. Ronald WALKER | Australie | 1 an |

■ M. EISENHOWER remplace l'Hon. A. Mac LEISH (élu pour 3 ans) qui a démissionné du Conseil à la date du 1er mai 1947.

M. Eisenhower remplit les fonctions de suppléant en attendant la seconde Conférence générale qui examinera la question du remplacement de l'Hon. A. Mac Leish.

ANNEXE III

ORGANISATION DES NATIONS UNIES

POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

CONSEIL EXECUTIF

Deuxième session

PROJET DE BUDGET POUR 1947

La Conférence générale de 1946 a voté une somme de 6.000.000 de dollars pour l'exercice 1947. On a voté, en outre, une somme de 950.000 dollars pour couvrir les dépenses afférentes à la Commission préparatoire, ainsi que les frais résultant de la réunion de la première Conférence générale.

Dans le budget ci-inclus, la répartition des crédits diffère sur certains points de celle qui avait été proposée à titre préliminaire, à la section permanente, lors de sa réunion du 21 février 1947 (Unesco/Org.Int./8/1947). Les chiffres présentés aujourd'hui représentent une évaluation des dépenses qu'entraînera la mise à exécution du programme de 1947, qui a subi des modifications considérables, à la lumière d'un nouvel examen. Ce programme est exposé dans le document Unesco/Prog.1/1947.

Etant donné que les indications fournies par l'expérience manquent absolument, ces chiffres correspondent, pour la plupart, à de simples évaluations approximatives. L'étude des dépenses de la Commission préparatoire n'a guère été utile, pour de nombreuses raisons. De plus, les travaux du Secrétariat en sont encore à un stade intermédiaire et portent autant sur l'élaboration des projets que sur leur mise à exécution; on peut donc prévoir qu'à l'avenir, le personnel, l'organisation et le genre d'action entreprise devront être profondément modifiés.

De plus, il faut reconnaître que l'on n'a pas encore pris les décisions fondamentales qui détermineront les dépenses de fonctionnement; notamment, on n'a pas encore mis au point le plan de classification du personnel dont dépend la détermination des salaires définitifs, des allocations, des indemnités de cherté de vie ou d'expatriation, etc... De plus, certains postes essentiels, comme ceux de chefs de section et de directeurs de projets ne sont pas encore pourvus, ce qui contribue à faire peser l'incertitude et sur les besoins en personnel, et sur les plans de mise en oeuvre du programme.

Etant donné ces diverses limitations, on ne pourra considérer le budget ci-joint comme définitif. Il représente une évaluation qu'il faudra modifier et mettre au point au fur et à mesure que le programme d'action se développera et se précisera. C'est en prévision de cette situation que le règlement financier adopté par la Conférence générale donne au Directeur général toute autorité pour effectuer des virements à l'intérieur du budget pendant l'année financière 1947. (Voir règlement financier, n°28).

Une somme, aussi élevée que possible, a été laissée sans affectation précise et le Directeur général y puisera des crédits pour financer de nouveaux travaux, pour faire face à de nouvelles évaluations ou à des augmentations de dépenses.

REGLEMENTATION DES DEPENSES

Le Directeur général procédera immédiatement, dans le cadre de la répartition des crédits prévus par le budget, aux attributions de priorités et à l'établissement de contrôles financiers nécessaires à une coordination efficace et à une mise en oeuvre rapide des diverses parties du programme. Des règles financières seront mises en vigueur en vue de fournir au Directeur général le moyen d'exercer une action réelle en ce domaine.

PRESENTATION DU BUDGET

L'annexe A (Récapitulation d'après les principaux chapitres du budget) résume le budget d'après les montants d'ensemble de crédits accordés à chaque section. Vient ensuite une explication générale du contenu de chaque section. Les détails de ces montants sont fournis par les tableaux annexes.

CHAPITRE I - Conférences et réunions

Ce chapitre embrasse toutes les dépenses qu'entraîneront les conférences et les réunions d'experts, ainsi que les séances du Conseil exécutif et de la section permanente. Ces évaluations comprennent seulement les indemnités de déplacement et les indemnités journalières.

La liste détaillée des réunions et conférences dont traite ce chapitre I figure dans l'annexe F; la répartition des dépenses afférentes à la Conférence générale est indiquée dans l'annexe B.

CHAPITRE II - Dépenses afférentes au personnel

Ce chapitre comprend les rubriques suivantes: traitements, salaires, honoraires, fonds de prévoyance et assurance-maladie, frais de réception et de représentation, frais de déplacement des membres du secrétariat en mission et indemnités pour enfants à charge.

Pour 1947 il est impossible de diviser le montant prévu pour les traitements en deux catégories, selon qu'il s'agit de postes permanents ou temporaires. Jusqu'ici tout le personnel du secrétariat est engagé à titre temporaire, en attendant que soit organisé le système de classification permanente et que soit déterminé de façon précise le personnel nécessaire à la mise en oeuvre du programme. De plus, la section permanente ayant décidé, lors de sa réunion de février, qu'on ne devrait de façon générale offrir aucun contrat permanent tant qu'une vaste campagne de recrutement n'aurait pas été organisée par les soins des gouvernements et des commissions nationales, cette résolution a renforcé la nécessité de procéder, en 1947, à des nominations à titre temporaire. C'est pourquoi il serait chimérique, en ce moment, de dresser un tableau indiquant, dans chaque catégorie, le nombre des postes permanents. Il faudra attendre, pour donner à ce sujet des indications valables, de pouvoir utiliser le plan de classification, et l'expérience acquise pendant l'emploi de personnel temporaire.

Dans ce budget, on appelle "honoraires" une somme globale payée à une personne ne faisant pas partie du secrétariat, et à qui on a confié une tâche précise.

Le chapitre "Fonds de prévoyance et assurance-maladie" contient une évaluation des obligations de l'UNESCO envers le fonds de prévoyance et les primes d'assurance-maladie au bénéfice des membres du Secrétariat.

Le chapitre "Frais de déplacement du personnel en mission" comprend les frais encourus par les fonctionnaires envoyés en mission officielles; il comprend les frais de transport et les frais d'entretien. Ces derniers sont calculés sur la base des règlements de l'UNESCO relatifs aux indemnités, règlements qui précisent aussi le montant des indemnités pour enfants à charge.

CHAPITRE III - Dépenses afférentes aux services communs

Voici les rubriques que comprend ce chapitre : communications, loyers, nettoyage et entretien, services d'impression et de reliure, fournitures, assurances, mobilier, accessoires de bureau et livres et matériel divers, frais de transport, de camionnage et d'envois par messageries, services contractuels, voitures automobiles. Il ne semble pas nécessaire de commenter ces diverses rubriques.

La discussion de l'annexe D contient une explication de la répartition des dépenses afférentes à ce chapitre.

CHAPITRE IV - Subventions et subsides

Ce chapitre comprend les subventions pour déplacements, les bourses d'étudiants et bourses universitaires et les secours.

Les subventions pour déplacements comprennent les frais de voyage et d'entretien des étudiants, instituteurs, professeurs qui participeront aux cours d'essai, en rapport avec les futurs centres d'études internationales. Cette partie du plan de "Compréhension internationale" est encore en discussion.

Les crédits alloués pour bourses universitaires et bourses d'étudiants seront consacrés à la fondation d'un service central d'échange individuels. Il semble plus indiqué en ce moment d'employer les fonds limités de l'UNESCO à organiser un service de ce genre plutôt qu'à fonder un nombre limité de bourses. De concert avec les Nations Unies et certaines de leurs institutions spécialisées on élabore actuellement des plans détaillés qui assureront la coordination de ce programme.

Les sommes destinées aux subventions sont allouées sur demande aux organisations autorisées du monde entier. Ces demandes ont été soigneusement examinées mais on n'a accordé de subventions qu'à titre d'essai et celles-ci dépendront de la détermination ultérieure de la ligne de conduite de l'UNESCO, en ce qui concerne la coopération avec les organisations internationales.

Le principe de ces subventions est de favoriser les travaux internationaux dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture. On espère que ce système, entre autres, permettra à l'UNESCO de faire beaucoup plus que si elle devait concentrer à son siège tous les travaux.

On peut classer dans les catégories suivantes les buts principaux pour lesquels on envisage d'accorder une aide financière.

1. Préparation et impression de publications.
2. Travaux de recherche et de bibliographie; travail expérimental.
3. Echange de personnes et d'idées.
4. Fondation ou reconstitution d'organisations internationales.
5. Etablissement ou rétablissement des moyens de recherche.

CHAPITRE V - Dépenses afférentes au recrutement initial

Ce chapitre comprend les frais de voyage du personnel lors du recrutement initial, les indemnités d'installation et de résidence et les frais de transport des membres du secrétariat, des personnes à leur charge et de leurs biens.

Ces stipulations sont propres aux organisations internationales qui sont tenues d'assurer une répartition géographique équitable. Les frais afférents au recrutement initial ne sont pas compris parmi les dépenses ordinaires concernant le personnel indiquées au chapitre II, parce qu'ils intéressent, en premier lieu, l'établissement initial de l'Organisation. Si on les rangeait parmi les frais de personnel ordinaires, le budget actuel ne pourrait pas être comparé avec les prochains, où ces frais ne figureront pratiquement pas.

Cette pratique des nominations temporaires accroît considérablement le total du chapitre V. Parmi les dépenses afférentes aux frais de voyage, sont compris les frais de retour des membres du personnel temporaire ainsi que les frais de voyage de leurs remplaçants. De plus, si les contrats étaient permanents, les indemnités de résidence cesseraient six mois après la date de la signature du contrat, alors que ces indemnités de résidence doivent être payées pendant toute la durée des contrats temporaires.

CHAPITRE VI - Dépenses de la Commission préparatoire

Ce chapitre comprend le total des dépenses de la Commission préparatoire de l'UNESCO et les dépenses afférentes à la réunion de la première Conférence générale. Un rapport financier portant sur les frais résultant de la Commission préparatoire doit être soumis au Conseil exécutif à cette réunion.

CHAPITRE VII - Dépenses afférentes à la rééducation des anciens pays ennemis.

En ce qui concerne les anciens pays ennemis, le programme de l'UNESCO voté par la Conférence générale est encore en préparation et des négociations avec les autorités alliées de contrôle sont nécessaires, avant que les plans définitifs puissent être rédigés. Le chapitre VII montre qu'une somme de 50.000 dollars a été mise en réserve pour couvrir les dépenses afférentes à ce projet en 1947.

A N N E X E A

RECAPITULATION SUIVANT LES PRINCIPALES RUBRIQUES
D'AFFECTATIONS DE CREDITS

| | | |
|---|----|-----------|
| I - Conférences et réunions | \$ | 107.862 |
| II - Services du personnel | \$ | 2.479.506 |
| III - Services communs | \$ | 965.935 |
| IV - Aide pécuniaire et allocations | \$ | 731.399 |
| V - Frais de recrutement initial | \$ | 858.047 |
| VI - Commission préparatoire | \$ | 1.074.641 |
| VII - Rééducation des pays ex-ennemis | \$ | 50.000 |
| Crédits attribués | \$ | 6.267.390 |
| Crédits non attribués | \$ | 682.610 |
| | | <hr/> |
| Total des crédits | \$ | 6.950.000 |
| | | <hr/> |

A N N E X E B

DECOMPOSITION DU BUDGET

SELON LES PRINCIPAUX DOMAINES DE L'ACTIVITE DE L'UNESCO

L'activité de l'UNESCO s'exerce par :

1. Les services exécutifs,
2. Les services administratifs et généraux,
3. Les services du programme,
4. La Conférence générale.

Les budgets des trois premiers services sont décomposés dans les tableaux ci-après (Annexes C, D et E).

En ce qui concerne la Conférence générale, il faut noter que le choix de Mexico comme siège a lourdement grevé le budget de 1947. Il est impossible de tenir cette Conférence sans la participation d'un certain nombre des membres du secrétariat. Bien que l'on s'efforce par tous les moyens de réduire ces frais en recrutant du personnel dans l'hémisphère occidental, spécialement pour les services techniques, il faudra encore consacrer une somme importante aux frais de voyage. Le chiffre proposé pour les dépenses de la Conférence générale sera soumis à révision lorsque les plans de la Conférence auront été précisés.

SELON LES PRINCIPAUX SERVICES

ANNEXE B

| SERVICES ADMINISTRATIF ET GENERAL | SERVICES DES PROGRAMMES | CONFERENCE GENERALE | COMMISSION PREPARATOIRE |
|---|----------------------------|------------------------|----------------------------|
| - | 25.562 | - | |
| - | 45.720 | - | |
| - | - | 28.460 | |
| - | 71.282 | 28.460 | |
| 621.158 | 703.710 | 119.050 | |
| 11.336 | 70.025 | - | |
| 49.131 | 47.870 | - | |
| 3.000 | 20.700 | 5.000 | |
| 17.648 | 190.755 | 258.610 | |
| 4.568 | 7.548 | - | |
| 706.841 | 1.040.608 | 382.660 | |
| 21.670 | 6.850 | - | |
| 194.735 | 8.460 | - | |
| 30.917 | 88.600 | 11.700 | |
| 8.334 | - | 4.000 | |
| 117.851 | 23.900 | - | |
| 239.000 | 1.300 | 11.500 | |
| 5.000 | 30.200 | - | |
| 87.500 | 4.148 | 2.000 | |
| 36.250 | - | - | |
| 741.257 | 163.478 | 29.200 | |
| - | 56.480 | - | |
| - | 235.684 | - | |
| - | 439.235 | - | |
| - | 731.399 | - | |
| 39.105 | 91.375 | - | |
| - | - | - | |
| 252.269 | 335.916 | - | |
| - | - | - | |
| 291.374 | 427.291 | - | |
| - | - | - | 1.074.641 |
| - | 50.000 | - | |
| 1.739.472 | 2.484.058 | 440.320 | 1.074.641 |

A N N E X E C

DEPENSES AFFERENTES AUX SERVICES EXECUTIFS

Les rubriques de cette catégorie sont les suivantes :

1. Cabinet du Directeur général
2. Cabinet du Directeur général adjoint.
3. Relations extérieures.
4. Conseiller juridique.
5. Section d'information.
6. Coordination des programmes.
7. Bureau de New-York.
8. Bureau de Londres.

Ces rubriques ne demandent aucune explication spéciale à l'exception de celle de la Coordination des Programmes. Les fonctions de cette section seront décrites dans une annexe au tableau futur de l'organisation du secrétariat.

Le Bureau de Londres de l'UNESCO est actuellement en cours de liquidation. Il sera dissous à la date du 7 avril 1947.

S E R V I C E S

| | TOTAL | DIRECTEUR GENERAL | DIRECTEUR GENERAL ADJOINT |
|--|---------|----------------------|---------------------------------|
| CHAPITRE I - Sessions des: | \$ | \$ | \$ |
| 1. Conférences internationales | - | - | - |
| 2. Réunions d'experts | 8.120 | - | - |
| TOTAL | 8.120 | - | - |
| CHAPITRE II - Dépenses afférentes au personnel | | | |
| 1. Traitements et salaires | 266.403 | 48.503 | 25.208 |
| 2. Honoraires | 7.000 | - | - |
| 3. Pensions et assurance-maladie | 19.290 | 3.500 | 1.854 |
| 4. Frais de réception et de représentation | 24.400 | 11.000 | 5.000 |
| 5. Frais de déplacement du personnel | 30.072 | 11.000 | 3.000 |
| 6. Allocations pour enfants à charge | 2.232 | 288 | 144 |
| TOTAL | 349.397 | 74.291 | 35.206 |
| CHAPITRE III - Dépenses afférentes aux Services communs | | | |
| 1. Communications | 3.000 | - | - |
| 2. Loyers, nettoyage et entretien | 1.000 | - | - |
| 3. Imprimerie et reliure | 16.000 | - | - |
| 4. Assurance | - | - | - |
| 5. Mobilier, fourniture de bureau et livres | 3.000 | - | - |
| 6. Matériel | 2.000 | - | - |
| 7. Frais de port, d'expédition et de télégrammes | - | - | - |
| 8. Autres services assurés par contrats | 7.000 | - | - |
| 9. Automobiles | - | - | - |
| TOTAL | 32.000 | - | - |
| CHAPITRE IV - Subventions et subsides | | | |
| 1. Subventions pour voyages | - | - | - |
| 2. Bourses d'étudiants et bourses universitaires | - | - | - |
| 3. Secours | - | - | - |
| TOTAL | - | - | - |
| CHAPITRE V - | | | |
| 1. Frais de voyage du personnel lors du recrutement initial | 12.220 | 600 | 1.500 |
| 2. Indemnités d'installation | 400 | 200 | 200 |
| 3. Indemnités journalières de résidence | 120.762 | 9.287 | 8.125 |
| 4. Frais de déménagement | 6.000 | 3.000 | 3.000 |
| TOTAL | 139.382 | 13.087 | 12.825 |
| TOTAL GENERAL | 528.899 | 87.378 | 48.031 |

EXECUTIFS

| RELATIONS EXTERIEURES | CONSEILLER JURIDIQUE | SECTION DE L'INFORMATION | COORDINATION DU PROGRAMME | BUREAU DE NEW-YORK | BUREAU DE LONDRES |
|--------------------------|-------------------------|-----------------------------|------------------------------|-----------------------|----------------------|
| ¢ | ¢ | ¢ | ¢ | ¢ | ¢ |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | - | 8.120 | - | - |
| - | - | - | 8.120 | - | - |
| 33.712 | 14.848 | 71.387 | 27.618 | 42.967 | 2.160 |
| - | - | 4.000 | 3.000 | - | - |
| 2.460 | 1.049 | 5.312 | 1.962 | 3.153 | - |
| 500 | 500 | 3.800 | 2.000 | 1.500 | 100 |
| 2.000 | 1.000 | 5.822 | 2.000 | 5.000 | 250 |
| 288 | 144 | 864 | 216 | 288 | - |
| 38.960 | 17.541 | 91.185 | 36.796 | 52.908 | 2.510 |
| - | - | - | - | 3.000 | - |
| - | - | 1.000 | - | - | - |
| - | - | 16.000 | - | - | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | 1.000 | - | 2.000 | - |
| - | - | - | - | 2.000 | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | 7.000 | - | - | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | 25.000 | - | 7.000 | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - | - |
| - | 900 | 5.920 | 2.400 | 900 | - |
| 18.235 | 6.780 | 39.880 | 14.640 | 23.615 | 200 |
| - | - | - | - | - | - |
| 18.235 | 7.680 | 45.800 | 17.040 | 24.515 | 200 |
| 57.195 | 25.221 | 161.985 | 61.956 | 84.423 | 2.710 |

A N N E X E D

SERVICES ADMINISTRATIFS ET GÉNÉRAUX

Les services administratifs et généraux comprennent :

1. Le Bureau du budget et de l'organisation administrative.
2. Le Bureau du personnel
3. Le Bureau du contrôleur financier.
4. La bibliothèque de l'UNESCO
5. Les conférences et services généraux
6. Les services généraux.

Les dépenses portées au budget, au titre des rubriques 1, 2, 3 et 4 correspondent à des travaux bien définis par le titre de la section ou du service intéressé. Elles portent presque entièrement sur des frais de personnel et sur des frais y afférents.

Les services techniques et des conférences comprennent :

1. L'organisation des conférences,
2. Les documents, à savoir :
 - a) Impression et vente des publications,
 - b) Services linguistiques,
 - c) Services de dactylographie et de sténographie
 - d) Services de ronéotypie,
 - e) Services de distribution.
3. Le courrier.

Les services généraux comprennent :

1. Achats et approvisionnements,
2. Voyages et logement,
3. Gestion de l'immeuble.

Les dépenses des services techniques et des conférences et celles des services généraux sont fonction de l'activité de l'UNESCO dans son ensemble. Il est courant de répartir les dépenses afférentes à ces services entre les sections dont la mission est de mettre en oeuvre le programme de l'Organisation; cette pratique est particulièrement justifiée pour les dépenses portées au chapitre III - Services communs. Au budget des services généraux se trouvent les frais de loyer, de besoins généraux, de mobilier et de fournitures, de papeterie et d'approvisionnement, etc....pour l'ensemble des sections de l'UNESCO. N'ayant pas encore l'expérience de l'emploi qu'elle fera des services généraux, la division du programme ne peut répartir ces dépenses en se fondant sur des données précises. Pour les prochains budgets, on a l'intention de faire partager par tous les éléments constitutifs du secrétariat, le poids des dépenses des services communs, en s'appuyant sur les écritures actuellement passées.

A noter que, dans certains cas, on a affecté des crédits aux services communs dans le cadre des budgets des services du programme; ces sommes correspondent à des demandes de fournitures, de matériel et de services spéciaux à l'usage d'un élément donné et il est maintenant possible de les identifier. Les services du programme ne se sont vu attribuer aucune des dépenses afférentes aux services techniques et des conférences.

SERVICE ADMINISTRATIF

| | TOTAL | BUDGET |
|--|-----------|--------|
| | \$ | \$ |
| CHAPITRE I - Sessions des : | | |
| 1. Conférences internationales | - | - |
| 2. Réunions d'experts | - | - |
| TOTAL | - | - |
| CHAPITRE II - Dépenses afférentes au personnel | | |
| 1. Traitements et salaires | 621.158 | 45.500 |
| 2. Honoraires | 11.336 | - |
| 3. Pensions et assurance-maladie | 49.131 | 3.163 |
| 4. Frais de réception et de représentation | 3.000 | - |
| 5. Frais de déplacement du personnel | 17.648 | 1.000 |
| 6. Allocations pour enfants à charge | 4.568 | 432 |
| TOTAL | 706.841 | 50.095 |
| CHAPITRE III - Dépenses afférentes aux services communs | | |
| 1. Communications | 21.670 | - |
| 2. Loyers, nettoyage et entretien | 194.735 | - |
| 3. Imprimerie et reliure | 30.917 | - |
| 4. Assurance | 8.334 | - |
| 5. Mobilier, fournitures de bureau et livres | 117.851 | - |
| 6. Matériel | 239.000 | - |
| 7. Frais de port, d'expédition et de télégrammes | 5.000 | - |
| 8. Autres services assurés par contrats | 87.500 | - |
| 9. Automobiles | 36.250 | - |
| TOTAL | 741.257 | - |
| CHAPITRE IV - Subventions et subsides | | |
| 1. Subventions pour voyages | - | - |
| 2. Bourses d'étudiants et bourses universitaires | - | - |
| 3. Secours | - | - |
| TOTAL | - | - |
| CHAPITRE V - | | |
| 1. Frais de voyage du personnel lors du recrutement initial | 39.105 | 8.700 |
| 2. Indemnités d'installation | - | - |
| 3. Indemnités journalières | 252.269 | 26.840 |
| 4. Frais de déménagement | - | - |
| TOTAL | 291.374 | 35.540 |
| TOTAL GENERAL | 1.739.472 | 85.635 |

ANNEXE D

ET SERVICE GENERAL

| CONTROLE FINANCIER | SERVICE DU PERSONNEL | CONFERENCES ET SERVICES TECHNIQUES | SERVICES GENERAUX | BIBLIOTHEQUE DE L'UNESCO |
|-----------------------|-------------------------|--|----------------------|-----------------------------|
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| 51.411 | 53.048 | 302.036 | 134.475 | 34.688 |
| 10.000 | - | - | - | 1.336 |
| 3.778 | 3.886 | 24.745 | 10.963 | 2.596 |
| - | - | 3.000 | - | - |
| 2.000 | 13.648 | - | 1.000 | - |
| 432 | 120 | 2.684 | 576 | 324 |
| 67.621 | 70.702 | 332.465 | 147.014 | 38.944 |
| - | - | - | 21.670 | - |
| - | - | - | 194.735 | - |
| 417 | 500 | 30.000 | - | - |
| - | - | - | 8.334 | - |
| 800 | - | - | 86.431 | 30.620 |
| - | 2.000 | - | 237.000 | - |
| - | - | - | 5.000 | - |
| - | - | - | 87.500 | - |
| - | - | - | 36.250 | - |
| 1.217 | 2.500 | 30.000 | 676.920 | 30.620 |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - |
| 4.800 | 16.005 | - | 6.300 | 3.300 |
| - | - | - | - | - |
| 33.750 | 45.960 | 89.090 | 36.033 | 20.596 |
| - | - | - | - | - |
| 38.550 | 61.965 | 89.090 | 42.333 | 23.896 |
| 107.388 | 135.167 | 451.555 | 866.267 | 93.460 |

ANNEXE E

SERVICES DU PROGRAMME

Les Services du programme sont les suivants :

1. Reconstitution
2. Education de base
3. Education
4. Bibliothèques
5. Sciences exactes et naturelles
6. Sciences sociales
7. Philosophie et Humanités
8. Arts et Lettres
9. Musées
10. Information des masses

La tâche des Services du programme est indiquée par l'exposé des projets qui figure au document UNESCO/Prog/1/1947. Les crédits alloués aux différentes parties du programme varient suivant l'état d'avancement des projets et leur caractère d'urgence. Dans certains domaines, le rôle de l'UNESCO apparaissait clairement à la fin de la Conférence générale et les plans concrets ont été assez rapidement mis en oeuvre.

Dans certains autres domaines, la réalisation du programme se poursuit plus lentement, alors que dans d'autres encore on en est demeuré au stade initial de l'établissement des plans.

SERVICE S'OCCUPANT DE LA MISE

| | TOTAL RECONSTITUTION ET RELEVEMENT | EDUCATION DE BASE |
|--|---------------------------------------|----------------------|
| | \$ | \$ |
| CHAPITRE I - Sessions des : | | |
| 1. Conférences internationales | 25.562 | 1.728 |
| 2. Réunions d'experts | 45.720 | - |
| TOTAL | 71.282 | 1.728 |
| CHAPITRE II - Dépenses afférentes au personnel | | |
| 1. Traitements et salaires | 703.701 | 48.861 |
| 2. Honoraires | 70.025 | 5.800 |
| 3. Pensions et assurance-maladie | 47.870 | 3.667 |
| 4. Frais de réception et de représentation | 20.700 | 3.000 |
| 5. Frais de déplacement du personnel | 190.755 | 56.280 |
| 6. Allocations pour enfants à charge | 7.548 | 324 |
| TOTAL | 1.040.608 | 117.932 |
| CHAPITRE III - Dépenses afférentes aux services communs | | |
| 1. Communications | 6.850 | - |
| 2. Loyers, nettoyage et entretien | 8.480 | - |
| 3. Imprimerie et reliure | 88.600 | 40.000 |
| 4. Assurance | - | - |
| 5. Mobilier, fournitures de bureau et livres | 23.900 | - |
| 6. Matériel | 1.300 | - |
| 7. Frais de port, d'expédition et de télégrammes | 30.200 | 20.000 |
| 8. Autres services assurés par contrats | 4.148 | - |
| 9. Automobiles | - | - |
| TOTAL | 163.478 | 60.000 |
| CHAPITRE IV - Subventions et subsides | | |
| 1. Subventions pour voyages | 56.480 | - |
| 2. Bourses d'étudiants et bourses universitaires | 235.684 | 153.804 |
| 3. Secours | 439.235 | 25.000 |
| TOTAL | 731.399 | 178.804 |
| CHAPITRE V - | | |
| 1. Frais de voyage du personnel lors du recrutement initial | 91.375 | 5.400 |
| 2. Indemnités d'installation | - | - |
| 3. Indemnités journalières | 335.916 | 26.744 |
| 4. Frais de déménagement | - | - |
| TOTAL | 427.291 | 32.144 |
| CHAPITRE VII - | | |
| Rééducation des anciens pays ennemis | 50.000 | - |
| TOTAL | 50.000 | - |
| TOTAL GENERAL | 2.484.058 | 390.608 |
| | | 102.856 |

ANNEXE E

EN OEUVRE DES PROGRAMMES

| EDUCATION | BIBLIO- THEQUES | SCIENCES EXACTES ET NATURELLES | SCIENCES SOCIALES | PHILOSOPHIE ET HUMANITES | ARTS ET MUSEES LETTRES | INFORMA- TION DES MASSES |
|-----------|--------------------|--------------------------------------|----------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------------------------|
| \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| 7.140 | 2.680 | - | - | - | 5.990 | 5.000 |
| 700 | 500 | 5.000 | 20.000 | 12.380 | 900 | - |
| 7.840 | 3.180 | 5.000 | 20.000 | 12.380 | 6.890 | 5.000 |
| 84.900 | 100.364 | 118.075 | 57.433 | 36.986 | 74.358 | 15.915 |
| 9.000 | 9.300 | 25.000 | 2.000 | 2.400 | 6.200 | 3.500 |
| 3.913 | 7.509 | 8.630 | 4.055 | 2.313 | 4.668 | 870 |
| 3.000 | - | 4.000 | 750 | 1.000 | 3.000 | 250 |
| 22.874 | 6.404 | 53.440 | 3.320 | 2.142 | 588 | 2.000 |
| 720 | 1.176 | 2.016 | 432 | 144 | 720 | - |
| 124.407 | 124.753 | 211.161 | 68.000 | 44.985 | 89.534 | 22.535 |
| - | 2.600 | 2.250 | 1.000 | - | - | - |
| - | 1.080 | 6.900 | - | - | - | 500 |
| 3.500 | 6.150 | 24.000 | 2.500 | - | 250 | - |
| - | - | - | - | - | - | - |
| - | 11.400 | 7.500 | - | - | - | 5.000 |
| - | 500 | 800 | - | - | - | - |
| - | 10.200 | - | - | - | - | - |
| 4.148 | - | - | - | - | - | - |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 7.648 | 31.930 | 41.450 | 3.500 | - | 250 | - |
| - | - | - | 56.480 | - | - | - |
| 41.880 | 10.000 | 20.000 | - | - | - | 10.000 |
| 10.000 | 26.000 | 275.000 | 75.000 | 21.635 | 5.600 | - |
| 51.880 | 36.000 | 295.000 | 131.480 | 21.635 | 5.600 | 10.000 |
| 37.300 | 4.305 | 9.600 | 6.600 | 2.700 | 8.380 | 2.400 |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 17.000 | 42.834 | 73.135 | 35.460 | 22.030 | 26.353 | 8.340 |
| - | - | - | - | - | - | - |
| 54.300 | 47.139 | 82.735 | 42.060 | 24.730 | 34.733 | 10.740 |
| 50.000 | - | - | - | - | - | - |
| 50.000 | - | - | - | - | - | - |
| 296.075 | 243.002 | 635.346 | 265.040 | 103.730 | 137.007 | 48.275 |
| | | | | | | 262.119 |

CONFERENCES ET REUNIONS PREVUES POUR 1947

ANNEXE F

| DEPARTEMENT | LIEU | SUJET | DUREE | NOMBRE DE PAR- TICIPANTS | DEPENSE APPROXIM |
|------------------------------------|--------|---|----------|--------------------------------|-----------------------|
| 1. Coordination des programmes | Paris | Convention sur le droit d'auteur | 10 jours | 14 | 8120 |
| 2. Education | Paris | Réunion d'experts devant étudier la "Compréhension internationale" parmi les adultes | 3 jours | 7 | 1380 |
| 3. " | " | Réunions de groupes d'étude (2) | 8 jours | 8 | 3024 |
| 4. " | " | Réunions d'experts sur la recherche de renseignements et de données statistiques concernant l'éducation | 3 jours | 6 | 710 |
| 5. " | " | - d° - | 6 jours | 10 | 4350 |
| 6. " | " | Réunion d'experts devant étudier la Charte du corps enseignant | 5 jours | 15 | 700 |
| 7. " | Genève | Conférence en collaboration avec le BIE | - | - | 700 |
| 8. Bibliothèques | Paris | Commission consultative sur l'utilisation et la répartition des livres trouvés dans les bibliothèques allemandes (Les frais seront payés par les gouvernements nationaux) | 7 jours | - | 500 (pour imprévu) |
| 9. " | " | Réunion d'experts en matière de reproduction de documents | 2 jours | 10 | 2680 |
| 10. Sciences exactes et naturelles | " | Conférence en relation avec le Conseil consultatif mondial des sciences médicales | - | - | 5000 |
| 11. Philosophie et Humanités | " | Conférence sur les droits de l'homme | 5 jours | 10) | 3400 |
| 12. " | " | - d° - | 5 jours | 10) | |
| 13. " | " | Conférence d'étude sur la paix, la philosophie et les humanités | 3 jours | 20) | 8980 |
| 14. " | " | - d° - | 3 jours | 20) | |

CONFERENCES ET REUNIONS PREVUES POUR 1947

| DEPARTEMENT | LIEU | SUJET | DUREE | NOMBRE DE PAR- TICIPANTS | DEPENSES APPROXIM. |
|-------------------------------|--------|--|---------|--------------------------------|-----------------------|
| 15. Arts & Lettres | Paris | Réunion d'experts à propos de l'Institut international du théâtre | 6 jours | 12 | 6890 |
| 16. Musées | Mexico | Conférence en collaboration avec le Conseil international des musées | - | - | 5000 |
| 17. Information des masses | Paris | Réunion d'experts devant étudier les besoins techniques | 5 jours | 30 | 6240 |
| 18. Reconstruction | Paris | Conseil du secours d'urgence | 3 jours | 60) | 1080 |
| 19. " | " | - d° - | 3 jours | 60) | |
| 20. " | " | Conférence consultative | 2 jours | 7) | |
| 21. " | " | - d° - | 2 jours | 7) | 168 |
| 22. " | " | - d° - | 2 jours | 7) | |
| 23. " | " | - d° - | 2 jours | 7) | |
| 24. " | " | Conférence de spécialistes | 2 jours | 20) | |
| 25. " | " | - d° - | 2 jours | 20) | 480 |
| 26. " | " | - d° - | 2 jours | 20) | |
| 27. " | " | - d° - | 2 jours | 20) | |
| 28. Sciences sociales | - | Conférences sur l'urbanisme et l'oecologie sur les états de tension d'importance cruciale quant au maintien de la paix, etc. | - | - | 20000 |
| | | | | | <u>79.402</u> |

Supplément

PARIS, le 8 mai 1947.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE
ORGANISATION DU SECRETARIAT

Le secrétariat se compose de plusieurs éléments interdépendants organisés pour servir la Conférence générale et le Conseil exécutif dans la poursuite des fins et des objectifs énumérés dans l'Acte constitutif de l'UNESCO. Pour l'instant, ce qui importe avant tout, c'est la souplesse de l'organisation intérieure. En attendant que le programme soit au point et en pleine réalisation, le Directeur général devra, bien entendu, introduire les modifications qu'il jugera essentielles au parfait accomplissement du programme.

1 - Services d'exécution

Outre les éléments figurant à l'exposé budgétaire, le tableau indique, au nombre des services d'exécution, le Bureau du budget et de l'organisation administrative, le Bureau du personnel et le Bureau du contrôle financier, afin de bien montrer les liens qui unissent ces derniers, dans leur travail, au Directeur général dans l'exercice de ses attributions générales et administratives.

Les fonctions qui échoient aux bureaux d'exécution sont généralement indiquées par leur titre, y compris le Bureau de coordination du programme qui est chargé de la synthèse des projets d'ensemble et des activités du programme, ainsi que de l'étude permanente et de l'estimation de l'état d'avancement des travaux.

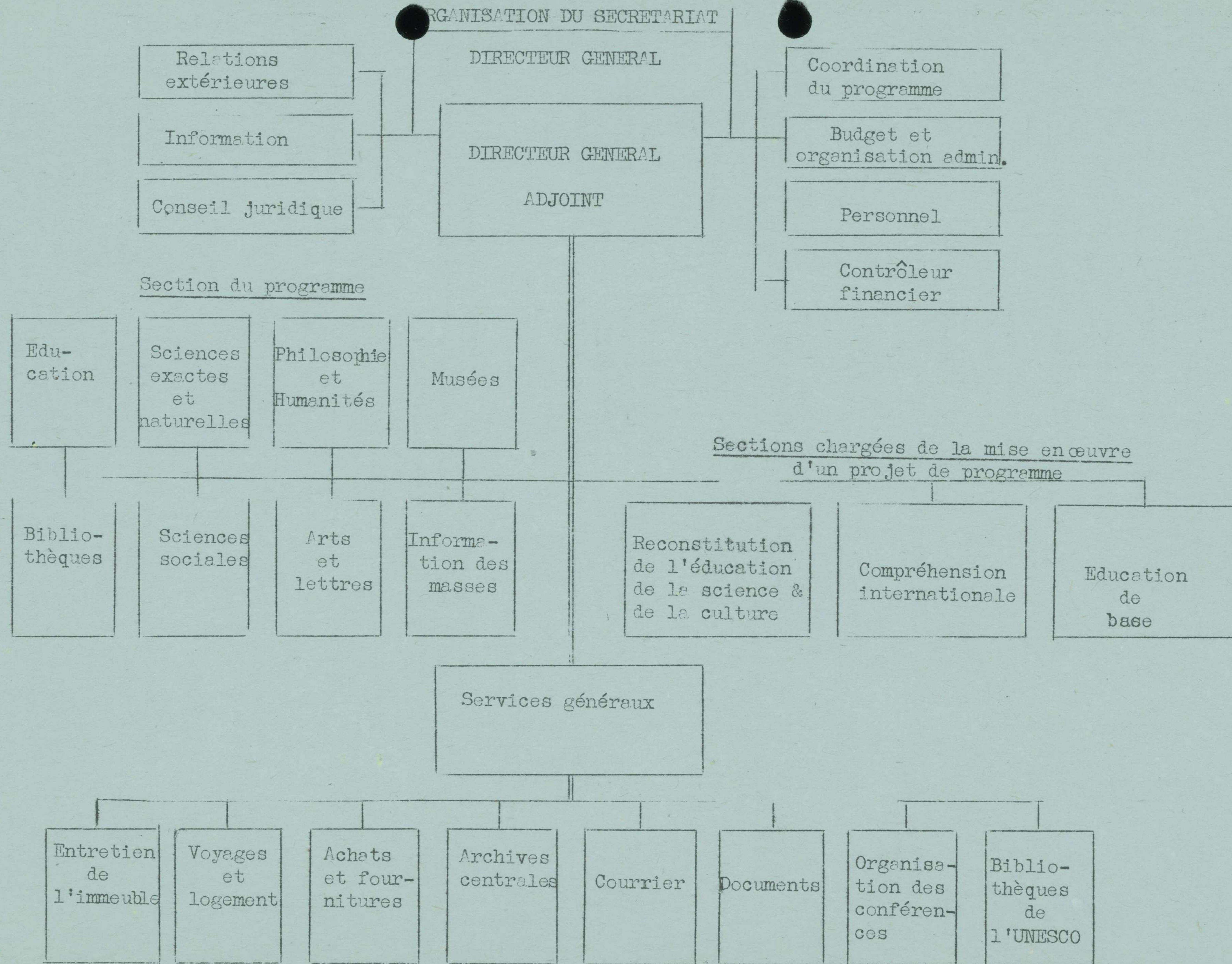
2 - Services du programme

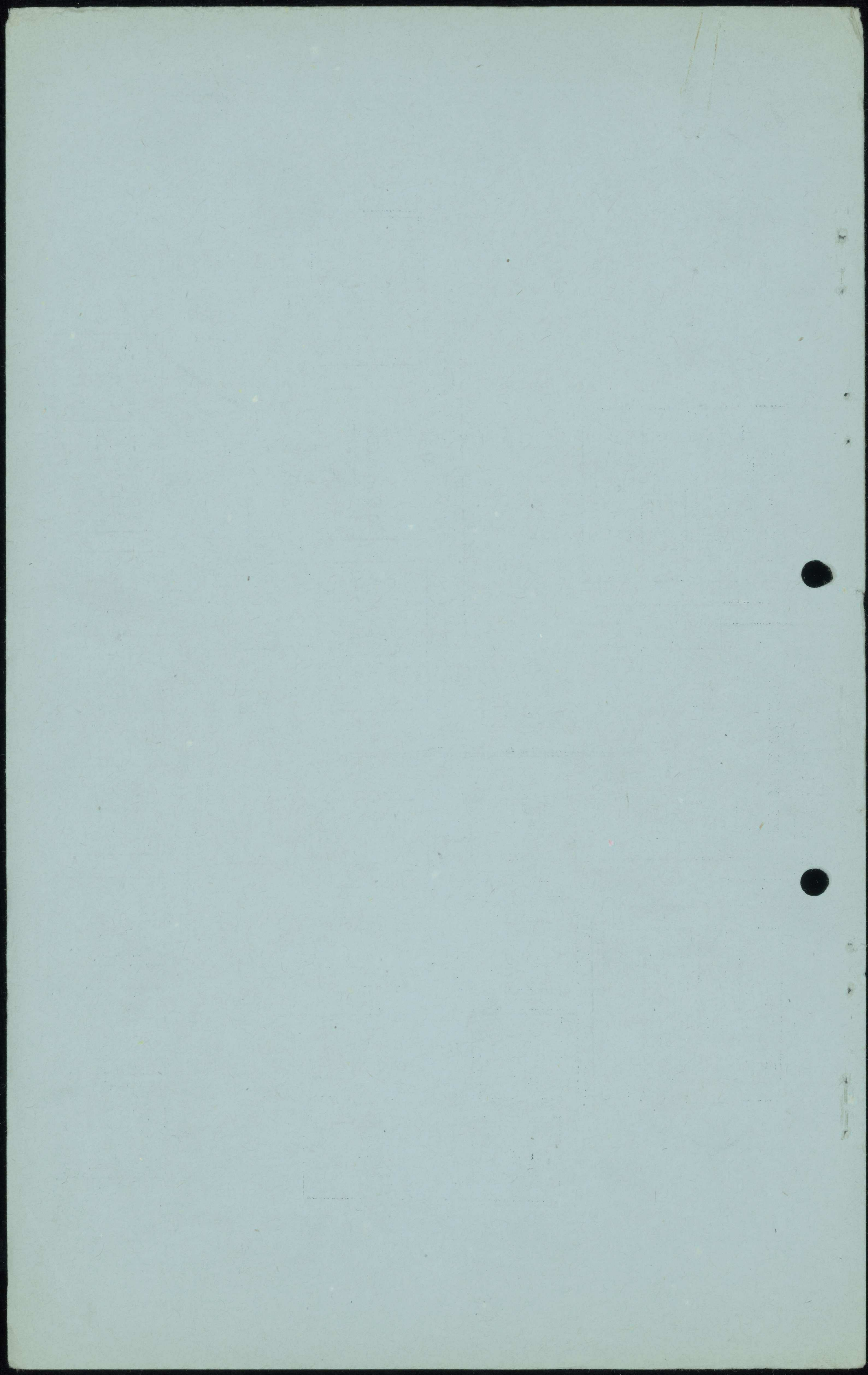
Les éléments chargés de la réalisation des principaux objectifs du programme sont répartis en sections du programme et en sections chargées de la réalisation d'un projet spécial du programme.

Lors de la rédaction de l'exposé budgétaire, l'organisation du "Projet de reconstitution" et celle du "Projet d'éducation de base" étaient suffisamment définies pour permettre de donner des prévisions séparées pour chacun de ces projets. Bien que le projet de la "Compréhension internationale" figure ici comme élément organique, les prévisions qui s'y rapportent sont inscrites au budget au titre de la section de l'éducation et de la section des sciences sociales.

3 - Services généraux

Par suite du transfert au cabinet du Directeur général des services administratifs qui relevaient des Bureaux du budget et de l'organisation administrative, du personnel et du contrôle financier, les Services généraux figurant au tableau d'organisation comprennent les éléments groupés au budget sous les titres de "Services généraux, Services techniques et des conférences, Bibliothèque de l'UNESCO." Pour stimuler le classement, l'étude et la conservation méthodique des archives et des statistiques, on procède actuellement à la mise sur pied d'archives centrales figurant, au point de vue budgétaire, avec les Services techniques et des conférences, sans faire l'objet d'un titre à part.





Délégation Française

Projet de Résolution concernant le transfert à l'UNESCO des droits de propriété de la S.D.N. sur l'Institut international de coopération intellectuelle (Paris).

(Article 10 de l'ordre du jour du Conseil économique et social,
3ème session, 1946)

1. Considérant que l'Assemblée générale, le 12 février 1946, a invité le Conseil économique et social "à procéder à un examen d'ensemble des fonctions et activités de caractère non politique précédemment exercées par la Société des Nations, en vue de déterminer celles qui devraient, sous réserve des modifications désirables, être assumées par des organes des Nations Unies ou confiées à des institutions spécialisées reliées à l'Organisation" (1);
2. Considérant que l'Assemblée de la Société des Nations a décidé, le 12 avril 1946, de transférer aux Nations Unies les droits de propriété de la Société des Nations sur l'Institut international de coopération intellectuelle (2);
3. Considérant que l'Assemblée générale n'a pas compris l'activité de l'Institut international de coopération intellectuelle parmi celles de la Société des Nations devant être provisoirement poursuivies par le Conseil économique et social (1);
4. Considérant d'une part que le Conseil économique et social, après avoir examiné le projet d'accord entre les Nations Unies et l'UNESCO a recommandé à l'Assemblée générale des Nations Unies, par une résolution du 21 juin 1946 (3), d'approuver ce projet d'accord, et, d'autre part, que la Commission préparatoire de l'UNESCO, le 5 juillet 1946, a approuvé ce projet d'accord et recommandé son adoption à la Conférence générale de l'UNESCO;
5. Considérant qu'aux termes de l'article 1 dudit projet d'accord l'UNESCO est reconnue par les Nations Unies en tant qu'institution spécialisée chargée de prendre toutes les mesures conformes aux termes de son acte constitutif, en vue d'atteindre les buts (5) visés par cet acte
6. Considérant que la première Conférence générale de l'UNESCO examinera et, eu égard aux recommandations et travaux de la Commission préparatoire de l'UNESCO, adoptera vraisemblablement un important programme d'activités dans le domaine jusqu'ici couvert par l'Institut international de coopération intellectuelle;

Le Conseil économique et social recommande:

1. Que l'Assemblée générale autorise le transfert à l'UNESCO des droits de propriété de la Société des Nations sur l'Institut international de coopération intellectuelle, ce transfert étant conditionné par l'entrée en vigueur de l'accord entre les Nations Unies et l'UNESCO;
2. Que la Commission préparatoire de l'UNESCO et l'Institut internationale de coopération intellectuelle soient priés d'entreprendre dès maintenant toutes négociations en vue d'opérer, aussitôt que possible après l'établissement de l'UNESCO, le transfert à cette dernière Organisation des ressources et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle aux termes de l'Article XI, paragraphe 2, de l'acte constitutif de l'UNESCO (6).

Suite

NOTES.

(1) Résolution du 12 février 1946 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Fonctions et activités non politiques de la Société des Nations autres que celles visées à la section 1.

1. L'Assemblée générale invite le Conseil économique et social à procéder à un examen d'ensemble des fonctions et activités de caractère non politique précédemment exercées par la Société des Nations, en vue de déterminer celles qui devraient, sous réserve des modifications désirables, être assumées par des organes des Nations Unies ou confiées à des institutions spécialisées reliées à l'organisation. En attendant l'adoption des mesures qui seraient décidées à la suite de cet examen, le Conseil devrait, dès la dissolution, ou avant la dissolution de la Société, assumer et poursuivre, à titre provisoire, la tâche accomplie précédemment par les sections suivantes de la Société des Nations : les sections économique, financière et du transit, particulièrement en ce qui concerne les travaux de recherche et de statistique; la section d'hygiène particulièrement en ce qui concerne le service épidémiologique; la section de l'opium, et le secrétariat du Comité central permanent de l'opium et de l'organe de contrôle.

2. L'Assemblée Générale invite le Secrétaire général à procéder aux arrangements nécessaires pour reprendre et maintenir en activité les services de la bibliothèque et des archives ainsi que pour compléter le recueil des traités de la Société des Nations.

(2) L'Assemblée de la Société des Nations a adopté la résolution suivante : (texte français non disponible)

1. "The Assembly thanks the International Institute of Intellectual Cooperation (Paris) for the valuable collaboration which, since 1925, it has given to the League of Nations as the organ for the execution of the decisions and recommendations of the International Committee on Intellectual Co-operation.

2. The Assembly,

Being desirous of facilitating by all the means in its power the continuity of the work of intellectual cooperation;

Considering that paragraph 7 of the Letter of December 8th, 1924, from the French Government to the President of the Council of the League of Nations provides that, in the event of the abolition of the Institute, any articles and, in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Governing Body, as well as any property which has been acquired by the Institute during its period of operation, shall remain the property of the League of Nations;

Resolves to transfer the right of property mentioned above to the United Nations; and

Instructs the Secretary-General of the League of Nations to take in due time, in conjunction with the Directorate of the Institute, the necessary measures for the execution of the present resolution".

(3) E/PV/15 : "Le Conseil économique et social ayant examiné les projets d'accords conclus entre le Comité de Négociation, d'une part, et l'Organisation pour l'Alimentation et la Culture, le Bureau International du Travail et l'UNESCO, d'autre part, recommande à l'Assemblée générale d'approuver ces accords. (adopté à l'unanimité).

(4) P.V. de la 2e séance de la 5e Session de la Commission Préparatoire de l'UNESCO, 5 juillet 1946:

"La Commission Préparatoire approuve le projet d'accord entre les N. U. et l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture et recommande son adoption à la Conférence Générale qui doit se réunir en novembre prochain". (adopté à l'unanimité)

(5) Article I de la Constitution de l'UNESCO.

"1. L'Organisation se propose de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion, que la Charte des Nations Unies reconnaît à tous les peuples".

(6) Article XI, paragraphe 2, de l'acte constitutif de l'UNESCO :

"Toutes les fois que la Conférence générale et les autorités compétentes de toute autre organisation ou institution intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires."

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCIL

CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL

E/177/Rev.1

11 October 1946

ORIGINAL: ENGLISH

REPORT OF THE SECRETARY-GENERAL ON THE TRANSFER TO THE UNITED NATIONS OF NON-POLITICAL FUNCTIONS AND ACTIVITIES OF THE LEAGUE OF NATIONS, OTHER THAN THOSE BELONGING TO THE LEAGUE UNDER INTERNATIONAL AGREEMENTS

The Economic and Social Council Took Note of the Following Report of the Secretary-General on 2 October 1946

The General Assembly adopted on 12 February 1946, a resolution on the "transfer of certain functions, activities and assets of the League of Nations".* This resolution was divided into four sections entitled respectively:

- I. Functions and Powers Belonging to the League of Nations Under International Agreements;
- II. Non-political Functions and Activities of the League of Nations Other Than Those Mentioned in Section I;
- III. Transfer of the Assets of the League of Nations to the United Nations;
- IV. Appointment of a Negotiating Committee.

Section II of that resolution which refers to the non-political functions and activities of the League other than those belonging to it under international agreements, reads as follows:

.....

The General Assembly requests the Economic and Social Council to survey the functions and activities of a non-political character which have hitherto been performed by the League of Nations in order to determine which of them should, with such modifications as are desirable, be assumed by organs of the United Nations or be entrusted to specialized agencies which have been brought into relationship with the United Nations. Pending the adoption of the measures decided upon as the result of this examination, the Council should, on or before the dissolution of the League, assume and continue provisionally

* "Resolutions Adopted by the General Assembly During the First Part of Its First Session from 10 January to 14 February 1946," p.35.

the work hitherto done by the following League departments: The Economic, Financial and Transit Department, particularly the research and statistical work; the Health Section, particularly the epidemiological service; the Opium Section and the secretariats of the Permanent Central Opium Board and Supervisory Body.

.....

On 16 February 1946, after quoting the text reproduced above, the Economic and Social Council adopted the following resolution:*

.....

The Economic and Social Council accordingly:

(a) Requests the Secretary-General to undertake the survey called for by the General Assembly and to report at an early date to the Economic and Social Council.

(b) Directs the Secretary-General acting in accordance with the resolution of the General Assembly to take the steps necessary to the provisional assumption and continuance of the work hitherto done by the League Departments named above.

.....

The functions of the League of Nations to which the foregoing resolutions refer, were carried out under the control of the Council and the Assembly of the League of Nations by various commissions and committees and various branches of the Secretariat. The permanent committees and commissions concerned were the following:

Economic Committee; Financial Committee; Fiscal Committee; Committee of Statistical Experts; Co-ordination Committee on Economic and Financial Questions; Committee of Experts for the Study of Demographic Problems; Committee for Communications and Transit; Health Committee; Advisory Committee of the Eastern Bureau of the Health Organization; Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs; Advisory Committee on Social Questions; Advisory Committee of Experts On Slavery and the International Committee on Intellectual Co-operation.

* "Journal of the Economic and Social Council", No. 12, 10 April 1946, p. 133.

These committees were assisted by the following branches of the Secretariat:

Financial Section; Economic Intelligence Service; Economic Relations Section; Transit and Communication Section; Health Section; Opium Section;* Social Section; International Bureaus and International Co-operation Section.

Apart from the reports which the commissions and committees submitted to the Council of the League on the work of each of their sessions, the chief periodical publications and documents prepared by the League of Nations in connection with the activities under reference were the following:

"World Economic Survey"; "Statistical Yearbook"; "Monthly Bulletin of Statistics"; "World Production and Prices"; "Review of World Trade"; "Balances of Payments"; "Money and Banking"; "Public Finance"; "Collection of International Agreements and Internal Legal Provisions for the Prevention of Double Taxation and Fiscal Evasion"; "Review of Fiscal Legislation"; "Monthly Summary of Important Events in the Field of Transport"; "Multilateral Conventions, Agreements, etc., Relating to Transport and Communications Questions"; "Survey of National Nutrition Policies"; "Epidemiological Report"; "Weekly Epidemiological Record"; "Bulletin of the Health Organization"; "Chronicle of the Health Organization"; "Summary of Annual Reports on Traffic in Drugs"; "Quarterly Summary of Drug Seizure Reports"; "Summary of Annual Reports on Circulation of, and Traffic in Obscene Publications"; "Summary of Annual Reports on Traffic in Women and Children"; "Annual Report on Child Welfare".

* The secretariat of the Permanent Central Opium Board and the Supervisory Body mentioned in the General Assembly Resolution quoted above were organized under special conventions (1925, 1931) and are dealt with in Document E/116 of 10 September 1946.

In addition, the Secretariat published numerous special studies in economic and social matters of current international interest.*

Once the Commissions and Secretariat of the United Nations and the Specialized Agencies are fully organized, it is probable that the economic and social activities of the League will have been absorbed, in so far as appropriate, by the various commissions of the Economic and Social Council, (Economic and Employment Commission, Statistical Commission, proposed Fiscal Commission, Transport and Communications Commission, Human Rights Commission, Status of Women Commission, Social Commission, Commission on Narcotic Drugs, proposed Demographic Commission), the Economic and Social Departments of the Secretariat and Specialized Agencies already in existence or in formation such as the International Monetary Fund, the International Bank for Reconstruction and Development, the Food and Agriculture Organization, the World Health Organization, the United Nations Educational Social and Cultural Organization, the International Refugee Organization, the International Trade Organization.

This process of transfer and assumption of activities can, however, take place but gradually and will not be completed for some time. In the meanwhile, the conveyance on 1 August 1946 of the assets of the League of Nations including premises, archives, working documents and library to the United Nations has made it possible for the Secretariat of the United Nations to assume provisionally, and to the extent it is called for, the work previously performed by the various branches of the League Secretariat dealing with non-political activities. At the same time, use has been made of the expert services of a number of individuals who had acquired in the League Secretariat special competence in the tasks assumed by the

* A description of the various activities of the League of Nations in the social and economic fields may be found in the following League of Nations Documents: "The Committees of the League of Nations", Geneva, 1945; "Report on the Work of the League During the War", Geneva 1945, which contains, in addition, a list of the publications issued by the League from January 1940 to October 1945.

United Nations. This measure, together with the use of the facilities existing in Geneva for research and other purposes, has contributed to smooth transfer of activities in the social and economic fields. It is, to an appreciable extent, for these reasons that the appearance of the "Monthly Bulletin of Statistics" was not delayed when the United Nations took it over from the League. Further, the Economic and Social Departments have taken steps to assure continuity of work as regards other periodical and special publications. The plan of action which is now being followed does not, however, conform exactly with the programme or procedures of the League since these are being adapted to meet the specific needs of the United Nations and the distribution of competence among its various organs.

For their part, the Statistical Commission, the Temporary Social Commission and the Temporary Transport and Communications Commission (Docs. E/39 of 16 May, E/42 of 20 May and E/41 of 22 May 1946) have already made proposals to the Council concerning the assumption of the functions formerly fulfilled by the League organs in their respective fields and the Council has adopted resolutions on these proposals.* Insofar as the League activities in health are concerned, the action taken is described in the Report of the Secretary-General on the International Health Conference (Doc. E/100 of 30 August 1946) and the Council has passed on 17 September 1946, a resolution on the matter (E/130). The Commission on Narcotic Drugs established on 16 and 19 February 1946 (Journal of the Economic and Social Council, No. 12, 10 April 1946) is empowered to carry on the functions hitherto exercised by the League of Nations Advisory Committee on Opium and other Dangerous Drugs. The text of the relevant proposals and resolutions mentioned in this paragraph are reproduced in annex.

* "Journal of the Economic and Social Council", No. 29, 13 July 1946.

In conclusion, it is suggested that in such cases where this has not yet been done, the Commissions and Specialized Agencies should study and, if required, report on conditions under which the functions of the League of Nations formerly exercised within their field of competence, might be assumed, insofar as it is desirable and does not involve any overlapping of activities.

ANNEX

EXTRACTS FROM COMMISSION REPORTS AND COUNCIL RESOLUTIONS
CONCERNING THE ASSUMPTION BY THE UNITED NATIONS OF NON-POLITICAL
FUNCTIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS OTHER THAN
THOSE BELONGING TO IT UNDER INTERNATIONAL AGREEMENTS.-

I. SOCIAL QUESTIONS

A/ Report of the Temporary Social Commission.--(Document E/41
May 21, 1946)

Work of the
League of Nations

14. In this section of the report it is proposed to consider in what way the work of the League of Nations in the social field should be continued by the United Nations. A short review of this work is given as Appendix B from which it will be seen that the League started with a limited objective concerned with traffic in women and children. Later it assumed responsibility for considering child welfare. Later still, other social questions, including the treatment of offenders, came under review. It was decided to replace the Advisory Committees which had been set up to consider the first two subjects by an Advisory Committee on Social Questions which began to work on broader lines and shortly before the war contemplated the periodical publication of a journal to review the development of social work in different countries. This project was not realized owing to the outbreak of war.

Traffic in Women
and Children

After reviewing the valuable work done by the League of Nations, the Temporary Social Commission is satisfied that the functions undertaken by the League should be assumed by the United Nations and that all measures designed to prevent the traffic in women and children should be actively pursued. It recommends, therefore, that the subject be referred to the permanent Social Commission which should be invited to consider the best way of achieving this object. As it is very desirable that the system of annual reports from Governments should be continued the Secretariat should be authorized to communicate with Governments which have hitherto made reports and collect information as to the present position for the consideration of the permanent Social Commission. The Secretariat should also be authorized to collect any available information from national or international agencies which are concerned in this matter and are in a position to supply material. The permanent Social Commission should be asked to give special attention to the Draft Convention referred to in Appendix B with a view to the completion of the stages necessary to convert it without delay into an operating Convention.

It may be added that in 1937 a Conference of Central Authorities concerned with the traffic in women and children in Eastern Countries was held at Bandoeng, as a result of which it was proposed that the League should set up a Bureau in the East to facilitate the taking of

measures to suppress the traffic. Developments in the Far East made it impracticable to proceed with this proposal. Whether at a future date such a proposal should be renewed would be also a matter for the consideration of the permanent Social Commission.

Child Welfare

It is to be seen from the summary in Appendix B that the League of Nations succeeded in developing a good deal of international interest in child welfare, though on somewhat limited lines. The Temporary Social Commission is strongly of the opinion that the United Nations not only should concern itself with this important matter but should also make a bolder approach to it as part of a general social policy. This subject is of vital interest to every country. The welfare of children physically, mentally, spiritually, must be the first concern of every nation, particularly having regard to the ravages of two world wars. The terms of the Declaration of Geneva should be as binding on the peoples of the world today as they were in 1924. The subject of child welfare involves many aspects, some of which are already the interest of existing international organizations. For instance the International Labour Office is concerned with the employment of young persons and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization with their education. The Health Organization will be concerned with their health. There were other aspects which fall outside the scope of other organizations and which were mainly those studied by the League's Advisory Committee, as for instance, the relation of the child to the family and to the community, the care of children deprived of normal family life, protection of children against neglect or cruelty, and the welfare (other than the medical aspect) of children who are physically or mentally handicapped (including the blind, the deaf, cripples and epileptics).

The Temporary Social Commission is convinced that the subject of child welfare can be treated internationally with success only if it is dealt with by a body which views the subject as a whole in co-operation with those international organizations which are concerned with particular aspects. It, therefore, recommends that the permanent Social Commission should be assisted in this part of the social field by a Sub-Commission especially appointed for the purpose. Such a Sub-Commission should be composed of a small number of recognized experts in the subject, both governmental and non-governmental, and should include representatives of the other international organizations referred to above. It would be desirable that the actual composition and functions of this body should be considered by the permanent Social Commission so as to bring it into proper relationship with the general policy to be followed in other related fields.

Many of the methods followed by the League's Advisory Committee might be pursued with advantage but there is room for a more practical and constructive approach to the whole subject. As it is thought desirable

that the membership of the Sub-Commission should not be too large it is all the more important that it should arrange from time to time international or regional conferences so as to keep as many countries as possible aware of its work and to stimulate interest in the development of progressive measures in relation to child welfare. The question of staff to implement the plans of the permanent Social Commission and its related bodies has been already mentioned. It need only be added here that the effectiveness of the work of a Sub-Commission concerned with child welfare will depend largely on the quality of its staff and that this staff should include persons trained in social work who are qualified to undertake field inquiries and can be employed on the request of any country to assist in the development of measures for the welfare of children.

Treatment
of
Offenders

The problem of crime and its cure or reduction is a subject of vital concern to all countries. It is an integral part of the general social picture and experience has shown beyond doubt that it cannot be dealt with successfully by repressive measures alone, but that it calls for the elaboration of various forms of treatment and for various social measures, including in particular a wise and constructive handling of the problem of the young delinquent as well as of the neglected child who is likely to develop criminal tendencies unless properly dealt with at an early stage. For the older offender the development and application of reformatory methods must always be kept in view though for a minority detention may prove to be an unavoidable alternative.

It would hardly be practicable and certainly not desirable, to exclude this subject from the field of social work to be studied by the United Nations, and the experience of Geneva suggests that it must take its place among other social questions as it concerns children and young persons as well as adults.

It is important that there should be effective machinery for studying on a wide international basis the means for the prevention of crime and the treatment of offenders. Any such machinery should provide, inter alia, for the consideration of such subjects as these; the collection and analysis of statistical information; the treatment of juvenile delinquency (in collaboration with any body established to deal with child welfare); the study of different reformatory methods of dealing with older offenders, including the suspended sentence and probation system; Borstal institutions and various developments of prison treatment designed to secure useful work in association and the minimum amount of cellular detention; the provision of educational and cultural facilities in prison; the classification of prisoners and rules required to secure their fair and humane treatment and to prevent abuse of authority; the training of staff; the treatment of offenders on remand; the functions of observation homes and the provision of psychological and psychiatric examinations and treatment; the treatment of women offenders and the after-care and rehabilitation of offenders of both sexes.

Valuable work has been done on many of these questions by the International Penal and Penitentiary Commission but there is plenty of scope for further investigation. Above all there is need for bringing more countries within the scope of international co-operation so as to secure a general raising of standards on progressive lives.

To provide for the exchange of experience and to stimulate interest and progress the holding of periodical international or regional conferences would be a most desirable feature. As in the case of the study of child welfare it would be necessary to have an adequate and trained staff both for administrative work and field work. It would be a great advantage to study the methods of different countries on the spot and to give expert assistance when desired to countries seeking such assistance.

If as the Temporary Social Commission believes, the responsibility for action in this field must be assumed by the United Nations, the question arises whether the International Penal and Penitentiary Commission should continue its work on existing lines in collaboration with the appropriate organ of the United Nations, or whether the object in view would not be more effectively pursued with greater resources and with the support of more countries if the International Penal and Penitentiary Commission would agree that its functions should be taken over by a body especially constituted by the United Nations for the purpose and brought into immediate relationship with the permanent Social Commission. As this question cannot be decided without consultation with the International Penal and Penitentiary Commission, the Temporary Social Commission thinks that the permanent Social Commission, if and when established, should be invited to undertake such consultation and to recommend a scheme by which this whole subject can be fruitfully undertaken on a broad international basis in close association with other social problems.

.....
Appendix to the Report of the Temporary Social Commission
(Document E/41 21 May 1946).
.....

(a) Traffic
in women and
children

The progress made by the League of Nations in developing measures for the suppression of the traffic in women and children was substantial. Before the League was established international action had been limited to the making of two international instruments - the Agreement of 1904, which provided for the setting up of Central Authorities in each of the Contracting States and other minor administrative measures and the Convention of 1910 under which the Contracting States undertook to punish the procurement of women under twenty, even with consent. But only a small number of States were parties to these instruments and there was no machinery for ascertaining the extent to which these limited obligations were being carried out. The Covenant of the League by article 23 (c) entrusted the League "with the general supervision over the execution of agreements with regard to the traffic in women and children".

One of the first steps taken by the League was to convene an International Conference in 1921 which led to the making of

a new Convention raising the age of protection to twenty-one for persons of either sex and which secured support for international action from practically all the Members of the League. At the same time an Advisory Committee was set up by the Council of the League. By a system of annual reports from Governments the Advisory Committee was able to obtain information as to the extent of the traffic and the measures being taken to deal with it. In 1923 a comprehensive Convention on the subject of indecent publications was negotiated by the League and the duty of collecting information on this subject was assumed by the Advisory Committee. In 1933 by a new Convention protection was extended to women of full age. But the most effective action taken by the Advisory Committee of the League was a world-wide investigation made with financial assistance from American resources. The report on enquiries in Europe and America was published in 1927 and a later report which dealt with Eastern countries was published in 1932. The result of the enquiries which attracted a good deal of public attention was to confirm views previously expressed that traffic in women was greatly encouraged by the system of tolerated houses which was pursued in many countries as a protection against the spread of venereal diseases. The efforts of the Advisory Committee were then directed to securing a change in this system which appeared to be in conflict with progressive medical opinion. Finally in 1937 the Committee drew up a Draft Convention designed to secure the prosecution and punishment of any person keeping or managing a brothel or exploiting the prostitution of another person. Such a Convention would have greatly strengthened the international measures hitherto undertaken but unfortunately further progress was brought to an end by the war.

The Advisory Committee recognized that the subject of traffic in women could not be successfully dealt with merely by police measures and that the real remedy was bound up with general social measures, especially those affecting the welfare of minors. Accordingly it made a series of studies relating to the circumstances in which women were led into prostitution and methods of rehabilitation.

(b) Child
Welfare.

At an early stage the League of Nations recognized the importance of child welfare as an essential subject of international study. In 1924 at the instance of the Save the Children Fund a declaration known as the Declaration of Geneva was adopted by the Assembly. It reads as follows:

"By the present Declaration of the Rights of the Child, commonly known as the 'Declaration of Geneva', men and women of all nations, recognizing that mankind owes to the child the best that it has to give, declare and accept it as their duty that, beyond and above all considerations of race, nationality, or creed:

1. THE CHILD should be given the means needed for its normal development, both materially and spiritually;
2. THE CHILD that is hungry should be fed; the child that is sick should be helped; the erring child should be reclaimed; and the orphan and the homeless child should be sheltered and succoured;
3. THE CHILD should be first to receive relief in times of distress.

4. THE CHILD should be put in a position to earn a livelihood and should be protected against every form of exploitation.

5. THE CHILD should be brought up in the consciousness that its best qualities are to be used in the service of its fellow men.

Soon afterwards with the concurrence of the Belgian Government it was decided that the League should take over the work of the International Association for the promotion of Child Welfare which had been established at Brussels and which had received the support of certain countries. The Council of the League accordingly decided to appoint an Advisory Committee on Child Welfare which was at first associated with the Advisory Committee on Traffic in Women and Children though it sat separately. Later on, as already mentioned, the two Committees were replaced by an Advisory Committee on Social Questions.

When the Advisory Committee on Child Welfare was set up the Assembly of the League expressed the view that in connection with the question of child welfare "The League must usefully concern itself with the study of those problems on which the comparison of the methods and experiences of different countries, consultation and exchange of views between the officials or experts of different countries or international co-operation, may be likely to assist the Governments in dealing with such problems". Adopting this formula the Advisory Committee of the League divided its duties into three main categories (a) documentation, (b) research and (c) discussion. As regards documentation the Advisory Committee decided to set up a Child Welfare Information Centre with a view to the League becoming a repository of all relevant information in matters of child welfare pertaining to the law and administration of all Members of the League and other countries co-operating in this branch of the work. Governments readily complied with the request for information by the channel of annual reports and by this means a great deal of valuable material was collected at Geneva. Periodical reports were published summarizing the information so received. As regards research, the Advisory Committee dealt with a number of different subjects and published reports. Among their reports may be mentioned age of marriage and age of consent (1927), protection of blind children (1928), position of the illegitimate child (1929), auxiliary services of juvenile courts (1931), institutions for erring and delinquent minors (1934), organization of juvenile courts (1931, revised 1935), age of original responsibility (1935), recreational cinema and the young (1938), and placing of children in families (1938). In all its work the Advisory Committee established and maintained liaison with the International Labour Office and the Health Organization of the League.

These studies led the Advisory Committee in 1937 to draw up a "General Survey of Questions Connected with the Welfare of the Young," the object of which was to aid the Committee in selecting subjects for study, and giving priority to those of greatest value.

(c) Treatment of Offenders

The interest of the League of Nations in the prevention of crime and the treatment of offenders was at first limited to those aspects which affected the young. In its work on

child welfare the Advisory Committee studied among other matters, the problem of the juvenile delinquent, and when it was making an enquiry into the organization of juvenile courts it received the collaboration of the International Penal and Penitentiary Commission through its Secretary. Later the Assembly of the League turned its attention to the problem of the adult offender and drew up, also with the collaboration of the Secretary of the Commission referred to, a code of rules which it recommended for consideration and adoption by the Members of the League. Immediately before the war the League was beginning to take a prominent interest in the whole question of the prevention and treatment of crime.

The International Penal and Penitentiary Commission (which was originally called the International Prison Commission) was established as a result of a Congress held in London in 1872. Periodical congresses were held in different countries in subsequent years and the Commission gradually obtained the official recognition and financial support of a number of governments. After a Congress held in Paris in 1895, the United Kingdom and the United States of America gave it official recognition. In 1926 a permanent bureau was established at Berne, and immediately before the war the Commission had a membership representative of thirty countries which paid a small subvention based on the size of their population. At first the Commission concerned itself with prison questions but in later years it turned its attention to wider questions connected with the treatment of offenders, including children dealt with by juvenile courts which involved overlapping with the work of the Social Questions Advisory Committee of the League of Nations.

.....
B/ Council Resolution on the Report of the Temporary Social Commission. - (adopted on 21 June 1946, Documents E/78/Rev.1 and E/84, paragraph 5, Journal of the Economic and Social Council, n° 29, 13 July 1946, page 524).
.....

(b) The observations and recommendations concerning the activities of the League of Nations in the social field included in section XIV of the report of the Temporary Social Commission are referred to the Social Commission with the request that, in the light of conditions prevailing in the post-war world:

(i) it consider the best way of carrying on the functions undertaken by the League with reference to traffic in women and children and all measures designed to prevent such traffic;

(ii) it consider how work in the child welfare field can be effectively carried out, in co-operation with those international organizations which are concerned with particular aspects of these problems, and take steps to create a sub-commission especially constituted for work in the child welfare field;

(iii) it consider how effective machinery can be developed for studying on a wide international basis the means for the prevention of crime and the treatment of offenders,

undertake consultation with the International Penal and Penitentiary Commission, and recommend a scheme by which work on this whole subject can be fruitfully dealt with on a broad international basis in close association with other social problems.

II. NARCOTIC DRUGS

Council Resolution establishing a Commission on Narcotic Drugs.-
(adopted on 16 February 1946, Journal of the Economic and Social Council, No. 12, 10 April 1946, page 129).

1. THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL, in order to provide machinery whereby full effect may be given to the international conventions relating to narcotic drugs, and to provide for continuous review of and progress in the international control of such drugs,
ESTABLISHES A COMMISSION ON NARCOTIC DRUGS.

2. The Commission shall:

- (a) assist the Council in exercising such powers of supervision over the application of international conventions and agreements dealing with narcotic drugs as may be assumed by or conferred on the Council;
- (b) carry out such functions entrusted to the League of Nations Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs by the international conventions in narcotic drugs as the Council may find necessary to assume and continue;
- (c) advise the Council on all matters pertaining to the control of narcotic drugs, and prepare such draft international conventions as may be necessary;
- (d) consider what changes may be required in the existing machinery for the international control of narcotic drugs and submit proposals thereon to the Council;
- (e) perform such other functions relating to narcotic drugs as the Council may direct.

III. STATISTICS

A. Report of the Committee of the Statistical Commission.-
(Document E/39, 16 May 1946).

43. The Statistical Commission considers it of the utmost importance to make immediate arrangements to maintain without interruption the valuable statistical work of the Economic, Financial and Transit Department of the League of Nations and other statistical activities carried on under the sponsorship of the League

44. In order to insure continuity in this work the Statistical Commission recommends that the Secretary-General make arrangements to carry on this work and other statistical activities of the League in their present form for the time being, to examine them in detail and to formulate plans and make proposals of a definitive character concerning their future disposition for consideration by the Statistical Commission.

45. The principal concern of the Commission in its study of this question was the statistical work of the League Secretariat. Consideration was also given, however, to the organization and functions of the League's Committee of Statistical Experts and the several sub-committees established under its auspices, as well as to the provisions and status of the International Convention Relating to Economic Statistics and the Final Act of the International Conference Relating to Economic Statistics.

46. The Commission is of the opinion that the functions of the Committee of Statistical Experts should be taken over as rapidly as possible by the United Nations Statistical Commission. The terms of reference recommended to the Council for the Statistical Commission have been so formulated as to embrace these functions.

47. The Commission has not formulated recommendations as to precise administrative or financial arrangements necessary to implement its general recommendation on this matter, because it is aware that these questions are not peculiar to those activities of the League of Nations which come within its competence.

48. The Commission's study of the statistical work of the League of Nations disclosed a number of questions to which definitive answers cannot or should not be formulated immediately. These questions concern the status of studies and reports in process, proposals for establishment of sub-commissions to assume responsibility for specific functions, possible modification or re-negotiation of the International Convention Relating to Economic Statistics, and the like.

49. In leaving these questions for later consideration, the Commission assumes that acceptance by the Council of its recommendation looking to the establishment of a fully constituted Statistical Commission will permit action to be taken in the near future. The Commission hopes that meanwhile suitable interim measures can be devised by the Secretary-General to prevent interruption or loss of momentum in the economic research and other activities sponsored by the League's Committee of Statistical Experts.

.....
B/ Council resolution of the Report of the Statistical Commission.-
(adopted on 21 June 1946, Documents E/76/Rev.1 and E/84/Rev.1, paragraph 3, Journal of the Economic and Social Council No. 29, 13 July 1946, page 520).

.....
The Secretary-General is requested to make arrangements whereby the Secretariat of the United Nations will maintain without interruption the valuable statistical activities of the League of Nations, and to submit plans to the statistical Commission for the future disposition of these activities.
.....
.....

IV - TRANSPORT AND COMMUNICATIONS

A/ Report of the Temporary Transport and Communications Commission.-
(Document E/42, 20 May 1946).
.....

In passing in review the functions of the League's Communications and Transit Organization, the Commission did not examine only the present situation, which, as a result of the war, concerns mostly information and research work done by the Secretariat, but considered at the same time the normal activities of this Organization, as they were before their interruption by the outbreak of war - activities which were performed through the medium of governmental conferences, the Communications and Transit Commission and its permanent committees, and the Secretariat.

Some of the questions dealt with at that time by the Organization were ready from a technical point of view, their examination by the competent organs of the Organization being terminated, and the conclusions, in form of recommendations to governments, waiting only for the League Council's formal approval, to be forwarded to governments. However, as the Council, was not in a position, due to the situation, to deal with these items, the texts of the recommendations in question were sent by the Secretary-General of the League to the governments "for such purposes as may be desirable".

The problems in question are:

Maritime Tonnage Measurement

Signals at Level-Crossings

Facilities to be Granted to Broadcasting Reporters

The Commission draws attention to the situation with respect to these questions, so as to avoid the loss of the valuable technical work performed in respect to them. (They are a result of long studies of competent experts from most of the interested countries). The governments, might, in fact, wish to use these texts as a basis for the regulation of the matters in question, or else as a starting point for their possible reconsideration.

Another problem, that of the Unification of Statistics Relating to Road Traffic Accidents, was already settled before the war, and the recommendations, adopted by the Transit Organization were sent to governments, which were asked to inform the Secretary-General of the League of Nations, by the end of 1940, of their experiences and present any observations which they might wish to make. This was not done, however, owing to the war, a fact to which attention is drawn here, as such information from governments would make it possible to conclude whether the regulation proposed was adequate or whether it was desirable to modify it.

Certain other problems, which were in the course of examination by the Transit Organization, might usefully be allocated to some inter-governmental agencies for further consideration. They are:

Co-ordination of Transport, which covered the three means of inland transport, namely railways, roads, and inland waterways. The study of this important problem might best be continued by ECITO, at least for the time being as no world-wide agencies for inland transport have been set up.

Identify Papers for the Flying Staff of Air Transport Undertakings, which is now a matter for examination by PICAQ.

New Facilities to be Granted to Air Navigation, which is also a matter for examination by PICA0.

Some other problems under consideration before the war are not urgent for the moment, or do not seem to be, as yet, easy to handle, and consequently, could be left in suspense, waiting either for an initiative by government or by an international organization aiming to resume their examination, or for a general revision of the existing international regulations in the fields in question. These problems are:

Codification of Road Law
Civil Liability of Motorists and Compulsory Insurance
Commercial Motor Transport
Transmission in Transit of Electrical Power and the Regime of the International Exchange of Electrical Power in Europe

The following two problems also fall into this category, although in their case the technical examination had been furnished sometime before the war and draft conventions had been prepared, and submitted to governments for consideration, but had not found enough support at that time to secure their completion. They are:

Pollution of the Sea by Oil
Unification of Transport Statistics

The last named problem might be examined by the Temporary Transport and Communication Commission in collaboration with the Statistical Commission.

Finally, one important problem of rather broad concern, whose examination was just started by the Transit Organization - in collaboration with other interested League organs, is that of Transport Improvements and Reduction of Transport Charges with a View to Raising the Standards of Living. In this particular case it would seem that, pending a possible resumption by the United Nations of a general study of the whole problem of standards of living, the consideration of the particular aspect bearing on transport should be left in suspense until the next session of the Commission.

On the other hand, there is a problem which was not dealt with actively by the League's Transit Organization during the last few years before the war, but which was, nevertheless, of permanent concern to it - the problem of passports. In fact, the very first action to be taken by the newly created Transit Organization after the first World War was to call a passport conference, which had a satisfactory and lasting result. The problem is now again very urgent, owing to the many difficulties in this respect still existing in the present post-war period, and the attention of the Commission has already been focused on it by some international organizations. The Commission, therefore, reminds the Economic and Social Council of the importance of this problem which is dealt with in their final recommendations.

As to the particular function of the League's Commission for Communications and Transit of acting as conciliator in disputes concerning international transport and communications, the Commission considers it desirable to allocate this to the proposed permanent Transport and Communications Commission, having particularly in mind the provisions of numerous conventions in this field which gave these conciliation functions to the Communications and Transit Commission. Accordingly, a suggestion to this effect is included in the Draft Terms of Reference of the permanent Commission. In case this suggestion is approved by the Economic and Social Council, the permanent Commission should, as from the outset, establish its procedure for the conciliation of disputes so as to be able to initiate action in this field when requested to do so.

As concerns more particularly the present activities of the Secretariat of the League's Transit Organization, two of them which seems to the Commission to be of lasting interest, should be carried on, possibly by the Secretariat of the United Nations Transport and Communications Commission. They are:

(a) The regular publication of The Monthly Summary of Important Events in the Field of Transport.

(b) The following of the current developments in the situation with respect to international conventions in the transport and communications field, in order to continue to issue periodically Lists of Multilateral Conventions, Agreements, etc. Relating to Transport and Communications Questions.

It could still be mentioned here that the League's Transit Organization was in regular contact with most of the existing international agencies, governmental and non-governmental, which are particularly numerous in this field. As to the desirability and to the forms of future contacts in this respect, suggestions are given in the part of this report concerning relations with specialized agencies and other international organizations.

In this connection it ought to be remembered that two of the international organizations in the field of transport were placed under the auspices of the League of Nations, in accordance with Article 24 of the Covenant. These are:

International Commission for Air Navigation

International Hydrographic Bureau

As to the first of these organizations, it will be liquidated on the coming into being of the definitive International Civil Aviation Organization, which is expected in the near future.

As to the International Hydrographic Bureau, this institution might perhaps be brought into relationship with the new specialized agency for maritime navigation, if this is created as suggested in the present report.

.....
B/ Council resolution of the Report of the Temporary Transport and Communications Commission.- (adopted on 21 June 1946, documents E/53/Rev.1 and E/84, Journal of the Economic and Social Council, No. 29, 13 July 1946, pages 517 and 518.)
.....

13. In accordance with the resolution of the General Assembly charging the Economic and Social Council to assume and continue provisionally the work hitherto done by the Economic, Financial and Transit Department of the League of Nations and having regard to the recommendations of the Temporary Transport and Communications Commission in this behalf, the Economic and Social Council directs the Secretary-General to take the following steps in order to put into effect these proposals.

(a) That it be suggested to the European Central Inland Transport Organization that it may continue, for the time being, to study of the co-ordination of inland transport

- (b) That it be suggested to the Provisional International Civil Aviation Organization that it may continue, for the time being, the examination of (i) the question of identity papers for the flying staff of air transport undertakings, and (ii) the question of new facilities to be granted to air navigation.
- (c) That the Statistical Commission of the Economic and Social Council be asked to consider in collaboration with the Transport and Communications Commission, and with such specialized agencies as it may be considered necessary, the problem of the unification of transport statistics.
- (d) That the Transport and Communications Division of the United Nations Secretariat take over (i) the publication of the monthly summary of important events in the field of transport, and (ii) the periodical publication of lists of multilateral conventions, agreements, etc., relating to transport and communications questions.

V. H E A L T H

- A. Resolution adopted by the Technical Preparatory Committee for the International Health Conference. (5 April 1946, Journal of the Economic and Social Council, no. 13, 22 May 1946, page 150).

The Technical Preparatory Committee resolves:

V.

to draw the attention of the Secretary-General of the United Nations to the necessity of providing immediately temporary machinery to carry on the present activities of the League of Nations Health Organization and to deal with any other urgent problems in the health field which do not fall within the scope of any existing inter-governmental organization; and, in order to avoid duplication of functions, to the necessity of transferring such temporary machinery to the World Health Organization or its Interim Commission upon the formation of either;

- B. International Health Conference Arrangements Concluded by the Governments Represented at the International Health Conference. (Document E/100/H/13, 19 July 1946, pages 1,2,3)

2. The functions of the Interim Commission shall be :

.....

- (d) to take all necessary steps to effect the transfer from the United Nations to the Interim Commission of the functions, activities, and assets of the League of Nations Health Organization which have been assigned to the United Nations;

.....

.....

.....

C/ Council resolution on the report of the Secretary-General concerning the World Health Organization adopted on 17 September 1946.- (Document E/130).

.....

The Economic and Social Council requests the General Assembly

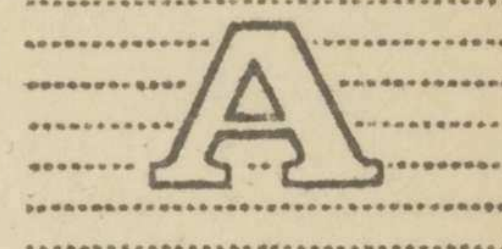
- (1) to recommend to all members of the United Nations the acceptance by them of the Constitution of the World Health Organization at the earliest possible date;
- (2) to instruct the Secretary-General to take the necessary steps as contemplated by the Final Act of the International Health Conference to effect the transfer of the functions and activities of the League of Nations Health Organization which have been assumed by the United Nations to the Interim Commission of the World Health Organization;

.....

.....

UNITED NATIONS

GENERAL
ASSEMBLY



GENERAL

A/C.5/494
25 January 1952
ENGLISH
ORIGINAL: FRENCH

Dual distribution

Sixth session
FIFTH COMMITTEE
Agenda item 61

QUESTIONS CONCERNING THE LIQUIDATION OF THE INTERNATIONAL
INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

France: draft resolution

The General Assembly

Recalling its resolutions 24 (I) and 79 (I) whereby it accepted the transfer to the United Nations of certain assets belonging to the League of Nations and its dependent organizations or institutes;

Considering that the Assembly of the League of Nations by its resolution dated 18 April 1946 decided to transfer to the United Nations its right in any articles and, in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises of the International Institute of Intellectual Co-operation by its Governing Body, as well as any property which had been acquired by the Institute during its period of operation;

Considering that pursuant to resolution 71 (I) of the General Assembly the Secretary-General, in order to ensure, under the auspices of UNESCO, the continuity of the work performed by the International Institute of Intellectual Co-operation, has authorized UNESCO to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations;

Considering, however, that the Institute of Intellectual Co-operation has ceased to function though its assets have not been finally liquidated; and

Considering that by the terms of a resolution adopted at its second session at Mexico City, the General Conference of UNESCO stressed the necessity for the final liquidation of the assets of the Institute;

/I. Deems

I. Deems it necessary that the International Institute of Intellectual Co-operation should be finally liquidated;

II. Decides for this purpose that all the property of the Institute which was covered by a decision of transfer to the United Nations in conformity with the resolution of the League of Nations of 18 April 1946, shall be included among the assets in the liquidation of the International Institute of Intellectual Co-operation;

III. Recommends UNESCO to accept responsibility for liquidating the property of the Institute of Intellectual Co-operation;

IV. Authorizes the Secretary-General to transfer full and absolute ownership of all the assets of the Institute to UNESCO, on condition that UNESCO carries out the liquidation as aforesaid; *Inde*

V. Requests the Secretary-General to include in his next annual report to the General Assembly full particulars concerning the measures of liquidation taken.

Examen : hommage à l'Institut

h. K.) Combin

Ind

Fin) laisse une marge

Brazil) - V.N. donne à l'Union suit. rine
de ce que l'on donne
le sentiment à 99 chose à dire

Felles : Sem

: essentiellement du matériel -
V.N. par succession!

Match dans une arête = (à peu près égal) - position

(U.N. pas de resp. à l'égard de l'Union) reçoit 99. avoirs

Danemark : hommage à la Cour

par : pas d'obj. fin

Brazil : c'est la 1^{re} fois qui il a eu pas de rappo

Saba : Romagne -

[15 juillet 1946 -
1946 : droit d'usage à l'Union
proprement matériel à l'Union]



COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA TROIS CENT TRENTE-HUITIEME SEANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
Le jeudi 31 janvier 1952, à 15 heures.

SOMMAIRE

- Adoption de projets de rapports du Rapporteur :
 - a) Statut permanent du personnel des Nations Unies (A/C.5/L.170);
 - b) Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/L.171).
- Questions relatives à la liquidation de l'Institut international de coopération intellectuelle (A/C.5/494).
- Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1952 :
 - a) Institution d'un tribunal des Nations Unies pour l'Erythrée (A/2099, A/C.5/493);
 - b) Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine et Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, (A/C.5/495, A/2102);
 - c) Rapport de la Sous-Commission 8 de la Cinquième Commission, chargée des questions d'information (A/C.5/L.172).

Président : M. STONE Canada

Rapporteur : M. ASHA Syrie

Président du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires : M. AGHNIDES

Les corrections à apporter au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des trois langues de travail de l'Assemblée (anglais, français, espagnol) et adressées en triple exemplaire dans un délai de trois jours ouvrables, à M. H. Roigt, Directeur de la Division des Services linguistiques, bureau P-352, Palais de Chaillot, Paris. Les corrections donneront la cote du compte rendu et seront transmises sous pli portant la mention "URGENT". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur des exemplaires mimeographiés du compte rendu.

EN CONSEQUENCE, CE COMPTE RENDU AYANT ETE DISTRIBUE LE
2 février A 9 h 30 LA DATE LIMITE POUR L'ACCEPTATION DES CORRECTIONS
SERA LE 6 février A 9 h 30

ADOPTION DE PROJETS DE RAPPORTS DU RAPPORTEUR :

a) Statut permanent du personnel des Nations Unies (A/C.5/L.170)

M. STANSFIELD (Canada) propose d'apporter les deux amendements suivants au projet du rapport du rapporteur (A/C.5/L.170); en premier lieu, remplacer l'alinéa f) du paragraphe 5 par le texte suivant : "le Secrétaire général a l'intention d'accorder des contrats permanents à des membres du personnel aussi nombreux que la prudence le permettra et de réduire au minimum le nombre des cas incertains, en réservant les contrats temporaires aux fonctionnaires qui viennent d'assumer leurs fonctions, aux cas inévitables tels que le recrutement du personnel pour l'Assemblée générale et autres emplois de courte durée, et à un petit nombre de membres du personnel auxquels il n'est pas possible d'accorder des contrats permanents en raison de dispositions restrictives formelles" (traduction provisoire). En second lieu, insérer au paragraphe 5 un alinéa g) ainsi conçu : "Le Secrétaire général donne l'assurance qu'en étudiant la situation des membres du personnel titulaires de contrats temporaires, il fera preuve d'une équité scrupuleuse envers les intéressés; ceux qui seront licenciés pourront utiliser la procédure du Comité de recours qui donne des avis au Secrétaire général; dans le cadre général de la règle concernant "l'intérêt des Nations Unies", il invitera en pratique, dans la plupart des cas, le Bureau du personnel à faire connaître aux membres du personnel les motifs de leur licenciement (traduction provisoire). L'alinéa g) actuel deviendra l'alinéa h).

Le représentant du Canada précise que le Rapporteur a accepté ces amendements; il fait observer que leur texte ne fait que reproduire les déclarations qui figurent à l'exposé du Secrétaire général en date du 21 janvier; la délégation du Canada accorde la plus grande importance aux assurances données par le Secrétaire général à cette date; c'est dans une large mesure en raison de ces assurances que le Canada a voté pour le projet de Statut.



COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA TROIS CENT TRENTE-HUITIEME SEANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
Le jeudi 31 janvier 1952, à 15 heures.

SOMMAIRE

- Adoption de projets de rapports du Rapporteur :
 - a) Statut permanent du personnel des Nations Unies (A/C.5/L.170);
 - b) Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/L.171).
- Questions relatives à la liquidation de l'Institut international de coopération intellectuelle (A/C.5/494).
- Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1952 :
 - a) Institution d'un tribunal des Nations Unies pour l'Erythrée (A/2099, A/C.5/493);
 - b) Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine et Organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine, (A/C.5/495, A/2102);
 - c) Rapport de la Sous-Commission 8 de la Cinquième Commission, chargée des questions d'information (A/C.5/L.172).

Président : M. STONE Canada

Rapporteur : M. ASHA Syrie

Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires : M. AGHNIDES

Les corrections à apporter au présent compte rendu doivent être rédigées dans l'une des trois langues de travail de l'Assemblée (anglais, français, espagnol) et adressées en triple exemplaire dans un délai de trois jours ouvrables, à M. H. Roigt, Directeur de la Division des Services linguistiques, bureau P-352, Palais de Chaillot, Paris. Les corrections donneront la cote du compte rendu et seront transmises sous pli portant la mention "URGENT". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur des exemplaires minéographiés du compte rendu.

EN CONSEQUENCE, CE COMPTE RENDU AYANT ETE DISTRIBUE LE
2 février A 9 h 30 LA DATE LIMITE POUR L'ACCEPTATION DES CORRECTIONS
SERA LE 6 février A 9 h 30

M. ASHA (Syrie), Rapporteur, annonce que la délégation des Pays-Bas lui a demandé d'ajouter au paragraphe 5 de son rapport (A/C.5/L.170), avant la phrase qui commence par les mots "elle a ensuite adopté", les mots suivants : "de plus, il a été souligné que la mention qui est faite des augmentations de traitements ne doit pas être interprétée comme signifiant que ces augmentations seront accordées automatiquement" (traduction provisoire). Sur la demande de la délégation des Pays-Bas, le Rapporteur propose également d'intervertir l'ordre des annexes II et IV.

M. MACHADO (Brésil) remercie le Rapporteur de l'interprétation qu'il a donnée de l'article 9.3.

En réponse à une question de M. MACHADO, (Brésil), le PRESIDENT précise que, bien que l'Assemblée générale puisse évidemment apporter au texte proposé par la Cinquième Commission les amendements qu'elle désire, ce texte n'en est pas moins en principe définitif.

M. TCHETCHETKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) désire que le rapport mentionne les raisons pour lesquelles l'URSS n'a pu voter le texte proposé pour l'article 9.1 par le Comité consultatif; ces raisons sont exposées au compte rendu analytique de la 335ème séance (A/C.5/SR.335).

M. VASQUEZ TRESERRA (Mexique) et M. DONOSO (Chili) font remarquer que le texte espagnol du projet de rapport comprend certaines inexactitudes.

Le PRESIDENT précise que les textes français et espagnol du document A/C.5/L.170 seront revus.

Le projet de rapport de la Cinquième Commission sur le statut permanent du personnel des Nations Unies (A/C.5/L.170) modifié conformément aux indications des délégations du Canada, de l'URSS et des Pays-Bas, est adopté.

b) Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/L.171)

Le projet de rapport de la Cinquième Commission concernant le Siège de l'Organisation des Nations Unies (A/C.5/L.171) est adopté.

QUESTIONS RELATIVES A LA LIQUIDATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE (A/C.5/494)

M. GANEM (France) retrace brièvement l'histoire de l'Institut international de coopération intellectuelle. Il rappelle qu'en 1946 les droits que possédait la Société des Nations sur l'Institut ont été transférés à l'Organisation des Nations Unies et que, par la résolution 71 (I), les Nations Unies ont conféré à l'UNESCO des droits d'usage sur certains biens de l'Institut, notamment du mobilier et des documents. Néanmoins, la liquidation de l'actif et du passif de l'Institut n'a jamais été effectuée ; M. Ganem rend hommage à M. Wilgress, ancien membre de la délégation du Canada et ancien Président de la Cinquième Commission, dont les efforts ont permis de clarifier la situation en ce qui concerne les avoirs de la Société des Nations ; la France présente maintenant un projet de résolution (A/C.5/494) qui propose à l'Assemblée générale de transférer à l'UNESCO tous les droits que possèdent les Nations Unies sur certains avoirs de l'Institut, en confiant à l'UNESCO le soin de procéder à l'apurement des comptes de l'Institut.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni), auquel se joint M. ADARKAR (Inde), demande des précisions sur le passif de l'Institut international.

M. GANEM (France) ne peut donner de chiffres précis sur le passif de l'Institut, mais les estimations actuelles semblent indiquer que l'actif dépasse le passif.

M. MACHADO (Brésil) désire connaître l'opinion du Secrétariat sur la question de la liquidation de l'Institut.

M. FELLER (Secrétariat) précise que le Secrétariat étudie depuis longtemps ce problème et s'est tenu en contact étroit à ce sujet avec la délégation française et l'UNESCO. Il précise que les Nations Unies n'ont pas succédé juridiquement à l'Institut en ce qui concerne son passif. En procédant à la liquidation, l'UNESCO pourra régler certains créanciers au moyen des avoirs de l'Institut qui semblent suffire à cette fin, mais, en tout état de cause, l'Organisation des Nations Unies ne peut assumer aucune responsabilité juridique à cet égard.

M. FRIIS (Danemark) rend hommage à l'aide que le Gouvernement français et des Français éminents ont fournie à l'Institut international de coopération intellectuelle. Il votera pour le projet de résolution de la France (A/C.5/494) puisque l'adoption de cette résolution n'entraîne pour les Nations Unies aucune obligation d'ordre financier.

M. MACHADO (Brésil) regrette que le Secrétaire général n'ait pas présenté de rapport à ce sujet, et il demande que cette omission ne se répète pas à l'avenir.

M. SABA (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) rappelle dans quelles conditions l'Assemblée générale a transféré à l'UNESCO l'usage du mobilier, des archives et des publications de l'Institut international de coopération intellectuelle. Dès 1947, quatre anciens fonctionnaires de l'Institut ont fait valoir des créances dont la validité a été reconnue par le Tribunal administratif de la Société des Nations. D'autres créances ont été représentées par des imprimeurs. M. Saba fait observer que le public a cru à tort que l'UNESCO était le successeur juridique de l'Institut.

Du point de vue comptable, l'actif de l'Institut comprend, en dehors des meubles et des documents en possession de l'UNESCO, certains comptes en banque qui s'élèvent à environ un million de francs français et certaines créances dont le montant est d'environ 1.500.000 francs. De plus, l'UNESCO n'entend pas conserver gratuitement l'usage des meubles que les Nations Unies ont mis à sa disposition et elle accepterait de verser à l'actif de l'Institut, en contre-partie de la propriété définitive des meubles et publications, la valeur de ces derniers, compte tenu de leur dépréciation. D'après les informations dont on dispose, l'ensemble de l'actif de l'Institut s'élèverait aujourd'hui à environ 4.500.000 francs. Le passif a été évalué au total à environ 4.000.000 de francs. Il semble donc que la liquidation permettra de faire droit aux revendications légitimes des créanciers de l'Institut. Par ailleurs, un crédit de 18.000 dollars, qui avait été ouvert à l'Institut par la Fondation Rockefeller pour certaines études qui n'ont pas été effectuées et qui se trouve grevé d'un droit de retour à la Fondation Rockefeller, a été affecté à un compte spécial. La Fondation Rockefeller a fait connaître d'ailleurs qu'elle envisage d'affecter ce crédit à

une oeuvre de coopération intellectuelle inscrite au programme de l'UNESCO.

M. Saba croit pouvoir indiquer que, si l'Assemblée générale des Nations Unies vote le projet de résolution de la France, la recommandation que ce projet comporte sera soumise au Conseil exécutif de l'UNESCO à qui il appartiendra d'accepter éventuellement le mandat donné à l'Organisation par l'Assemblée générale. Il est toutefois bien entendu que, conformément aux termes de l'accord conclu entre la Société des Nations et l'Institut, l'UNESCO ne dédommagera les créanciers de l'Institut que dans les limites de l'actif existant, tel qu'il l'a défini plus haut.

En réponse à une question de M. TCHETCHEKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques), le PRESIDENT précise qu'il ressort des explications données par le représentant de la France et le représentant de l'UNESCO que l'adoption du projet de résolution de la France (A/C.5/494) ne fera assumer à l'Organisation aucune responsabilité d'ordre financier.

M. PETREN (Suède) fait état d'un document émanant d'anciens membres du personnel de l'Institut international de coopération intellectuelle, selon lequel la liquidation des comptes de l'Institut ne pourrait être effectuée légalement sans la collaboration de l'ancien conseil d'administration de l'Institut, représenté actuellement par M. Herriot.

M. GANEM (France) précise que ce Conseil d'administration a cessé d'exister avec l'Institut lui-même et que c'est à la demande même de M. Herriot que la France a décidé de soumettre la question à l'Assemblée.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) votera le projet de résolution de la France, mais réserve l'attitude de sa délégation à l'égard de toute mesure qui serait prise par l'UNESCO au sujet de la liquidation de l'Institut.

M. BOZOVIC (Yougoslavie) demande si les créances des anciens fonctionnaires de l'Institut auront la priorité et si elles revêtent bien la forme d'une indemnité, et non d'une retraite. Dans l'affirmative, il votera le projet de résolution de la France.

M. GANEM (France) répond par l'affirmative à ces deux questions.

M. MACHADO (Brésil) demande si les Etats Membres de l'UNESCO seront consultés à ce sujet.

Le PRESIDENT précise que le Conseil exécutif de l'UNESCO sera appelé à se prononcer sur la proposition qui sera faite à l'UNESCO si le projet de résolution de la France est adopté.

M. ADARKAR (Inde) est satisfait de constater que le transfert des avoirs de l'Institut à l'UNESCO dépend, aux termes de la résolution, du fait que l'UNESCO accepterait de procéder à la liquidation de l'Institut. Il s'étonne toutefois que l'Organisation des Nations Unies, qui selon les déclarations du Secrétariat et du représentant de la France, n'ont pas assumé la responsabilité du passif de l'Institut, puisse transmettre ce passif à l'UNESCO. Il craint que l'adoption du projet de résolution soumis à la Commission n'ait pour effet de faire assumer à l'UNESCO certaines obligations financières et pense qu'il serait préférable de transférer uniquement à l'UNESCO la propriété des avoirs dont elle a la jouissance en supprimant, au paragraphe IV du dispositif du projet de résolution (A/C.5/494), le deuxième membre de phrase, depuis les mots "à charge par cette Organisation".

M. SABA (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture) précise que l'UNESCO ne se considère pas tenue de couvrir le déficit de l'Institut si, contrairement aux prévisions, la liquidation révélait que le passif dépasse l'actif. L'UNESCO agit dans un intérêt purement moral.

M. FELLER (Secrétariat) précise, en réponse à une nouvelle question de M. MACHADO (Brésil), que si, contrairement aux évaluations actuelles, l'actif de l'Institut ne suffisait pas à couvrir le passif, les créanciers de l'Institut devront subir une perte, car l'Organisation ne peut assumer aucune obligation à cet égard.

Par 33 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution de la France (A/C.5/494) est adopté.

PREVISIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE FINANCIER 1952 :

a) Institution d'un Tribunal des Nations Unies pour l'Erythrée (A/2099 : A/C.5/493)

Le PRESIDENT présente les prévisions budgétaires relatives à l'établissement d'un Tribunal des Nations Unies pour l'Erythrée (A/C.5/493) et le rapport du Comité consultatif sur cette question (A/2099) et ouvre la discussion sur la proposition du Secrétaire général tendant à ce que des crédits, d'un montant de 28.900 dollars soient ouverts au chapitre 5, avec une réduction correspondante des crédits provisoirement approuvés au chapitre 33.

M. TCHETCHETKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la délégation de l'URSS a déjà exposé son point de vue sur cette question devant la Deuxième Commission, où elle a voté contre la création de ce Tribunal qui, à son avis, ne peut servir les intérêts de la population de l'Erythrée. C'est pourquoi il votera contre l'ouverture des crédits demandés.

Le PRESIDENT met aux voix la proposition tendant à l'ouverture d'un crédit de 28.900 dollars au chapitre 5, avec une réduction correspondante des crédits provisoirement approuvés au chapitre 33.

Par 34 voix contre 5, cette proposition est adoptée.

b) Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine et organisme chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (A/C.5/495, A/2102)

Le PRESIDENT présente les prévisions budgétaires pour la Commission de conciliation des Nations Unies et pour l'Organisme chargé de la surveillance de la trêve (A/C.5/495) et le rapport du Comité consultatif sur cette question (A/2102).

M. TCHETCHETKINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la délégation de l'URSS a déjà eu l'occasion, au cours d'une réunion antérieure d'exposer son point de vue et qu'elle ne répétera pas les raisons pour lesquelles elle votera contre cette proposition. Elle se contentera d'exprimer son point de vue par son vote.

Le PRESIDENT met aux voix la proposition tendant à l'ouverture d'un crédit de 545.000 dollars au chapitre 5 et d'un crédit de 5.000 dollars au chapitre 25; avec une réduction correspondante des crédits déjà approuvés au chapitre 33.

Par 34 voix contre 5, cette proposition est adoptée.

c) Rapport de la Sous-Commission 8 de la Cinquième Commission, chargée des questions d'information (A/C.5/L.172).

Le PRESIDENT déclare qu'en présentant le rapport de la Sous-Commission 8 chargée des questions de l'information, il tient à faire une brève déclaration en tant que Président *ès-qualité* de cet organe.

La Cinquième Commission a une dette de reconnaissance envers les membres de cette Sous-Commission pour l'ardeur qu'ils ont apportée à cette tâche difficile. Malgré les divergences de points de vue, chacun s'est efforcé d'apporter sa contribution à la solution des multiples problèmes auxquels le Département de l'information doit faire face et qui résultent notamment de la nécessité, pour ce Département, d'être prêt à tout moment à adapter ses méthodes et ses moyens d'information aux diverses tâches qui lui incombent.

La Sous-Commission a entendu des témoins représentant les divers moyens d'information, ainsi que le Secrétaire général et son représentant, le Secrétaire général adjoint. Au cours des débats, il a eu l'occasion d'exposer son point de vue, selon lequel il existe deux méthodes permettant de faire des économies. La première consiste à réduire le budget ; l'Assemblée a toujours la possibilité de le faire et elle a d'ailleurs demandé au moment où elle a approuvé la création de la Sous-Commission, que celle-ci examine les moyens qui permettraient de réduire le budget de ce Département pour l'année 1953. L'autre méthode consiste à rechercher constamment les moyens qui permettent d'obtenir le meilleur résultat pour les sommes approuvées au budget de ce Département et le Président a l'impression que c'est la méthode qu'a adoptée le Département. Les membres de la Sous-Commission s'en sont également inspirés.

Pour conclure, le Président fait ressortir les éléments essentiels du problème, qui se sont dégagés au cours de la discussion : a) l'exécution d'un programme mondial d'information soulève des problèmes qui semblent défier toute définition et toute possibilité de solution; b) il sera toujours nécessaire de tenir compte de réductions budgétaires dans la détermination de la politique à suivre, et c) le Département de l'information doit s'attacher tout particulièrement à obtenir le maximum de résultats pour les sommes dépensées. A cet effet, il doit tenir compte de sa propre expérience et constamment rechercher les avis et les conseils du Comité consultatif et des délégations.

Après avoir remercié tous ceux qui ont participé aux travaux de la Sous-Commission, le Président recommande aux membres de la Cinquième Commission d'approuver le rapport dont elle est saisie.

M. CHAUVET (Haïti) déclare que la sous-commission s'est trouvée en présence d'un dilemme. En effet, d'un côté, on réclamait des économies et, de l'autre, des améliorations. Le représentant d'Haïti estime que l'Organisation des Nations Unies ne dépensera jamais trop pour faire connaître au monde sa mission et son œuvre. Il rappelle qu'il a fait ressortir devant la sous-commission que le Plan Marshall, qui aide à sauver le monde libre, est ignoré de 90 pour 100 de la population mondiale faute d'une publicité suffisante. Les explications fournies par le Secrétaire général adjoint ont montré combien la tâche du Département de l'information est vaste et que, malgré toutes les difficultés, il réussit à atteindre son but.

M. Chauvet tient à signaler toutefois un problème auquel il importe d'apporter une solution : il s'agit de la discrimination pratiquée à l'égard de la langue française. En effet, au cours des séances, l'usage de l'anglais est de 80 pour 100 et celui du français de 15 pour 100 seulement. Il importe, parmi les améliorations à apporter, d'inscrire en premier lieu l'usage de la langue française sur le même pied que la langue anglaise, ainsi que le veut la Charte. Un certain nombre de publications ne sont rédigées qu'en anglais

et l'édition française du Bulletin des Nations Unies publié par le Département de l'information n'est qu'une traduction du Bulletin anglais, ce qui explique le peu d'intérêt qu'elle suscite dans le public de langue française. Les programmes des séances au Palais de Chaillot sont affichés uniquement en anglais, alors que la courtoisie la plus élémentaire exigerait l'emploi du français ou, tout au moins, des deux langues. En outre, aucun communiqué de presse n'est rédigé par une personne de langue française.

Cette pratique revêt une gravité particulière, car elle met en cause la base même du caractère international de l'Organisation. La langue française a été et doit rester le trait d'union dans les relations internationales. La délégation d'Haïti serait heureuse que le Secrétariat fasse droit à ses légitimes désirs concernant l'usage de la langue française dans les activités du Département de l'information et elle pense que, s'il faut des crédits à cette fin, il convient de les voter. M. Chauvet fait observer qu'il ne proposera pas de résolution à ce sujet, car il est persuadé que le nécessaire sera fait. Il demande seulement au Rapporteur de signaler brièvement cette question dans son rapport.

Le PRESIDENT signale qu'à la page 7 du texte anglais du document A/C.5/L.172, le dernier alinéa devrait être précédé du numéro 13 et qu'à la page 14 du texte français, les deux premiers alinéas n'en devraient former qu'un seul.

M. FOURIE (Union Sud-Africaine) déclare qu'il comprend les difficultés que la sous-commission a rencontrées dans l'accomplissement de sa tâche et que, s'il regrette de n'avoir reçu le texte du rapport que dans la matinée, il ne songe nullement à en faire grief à qui que ce soit.

Il se demande toutefois combien de représentants ont réellement pu étudier ce document, qui intéresse non seulement les représentants, mais encore les gouvernements. Il paraît impossible de régler cette question dans le peu de temps qui reste. Le représentant de l'Union Sud-Africaine propose donc d'en ajourner l'examen à la prochaine session de l'Assemblée générale. Il pense aussi que le Comité consultatif voudra peut-être, dans l'intervalle, étudier ce document et donner son avis.

M. FAHMY (Egypte) appuie la proposition du représentant de l'Union Sud-Africaine tendant à renvoyer à la prochaine session de l'Assemblée générale l'examen du rapport de la sous-commission 8, chargée des questions de l'information.

M. de MARCHENA (République Dominicaine) déclare que sa délégation a attentivement suivi l'orientation prise par le Département de l'information depuis plusieurs années et qu'elle a constaté que de nombreuses injustices étaient commises en ce qui concerne l'espagnol, langue de travail de l'Assemblée. Il serait facile de prouver, statistiques en mains, la nécessité d'une réorganisation du Département de l'information à cet égard. M. de Marchena tient cependant à rendre hommage au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint qui s'efforcent de remédier à cette situation.

Le représentant de la République Dominicaine a eu l'occasion de se rendre compte, en sa qualité de Président de la mission de visite dans l'Est Africain en 1951, que de nombreuses difficultés sont dues au manque d'information. A cet égard, il se rallie à l'avis exprimé par la sous-commission. Il pense aussi que le Département doit établir lui-même le système des priorités.

En ce qui concerne le Bulletin des Nations Unies, M. de Marchena estime qu'il convient de modifier sa préparation afin d'arriver à une publication autonome dans les trois langues. Il convient aussi de réorganiser la propagande cinématographique et de lui donner une orientation nouvelle.

Si le rapport de la sous-commission était mis aux voix, la délégation de la République Dominicaine serait prête à voter, mais il est sans doute préférable, comme l'ont suggéré les représentants de l'Union Sud-Africaine et de l'Egypte, de ne pas prendre une décision dès maintenant.

M. de Marchena cite le dernier paragraphe du rapport (A/C.5/L.172, page 16) et déclare qu'il serait utile d'obtenir des renseignements supplémentaires. En conséquence, il propose d'ajourner à la prochaine session de l'Assemblée générale l'examen de cette question.

Sir William MATTHEWS (Royaume-Uni) déclare que sa délégation n'a reçu le rapport de la Sous-Commission qu'à la fin de la matinée. Etant donné le montant très élevé des dépenses afférentes au Département de l'information, les conclusions de ce rapport revêtent une importance considérable. Il semble que la Sous-Commission ait accompli un travail mais ne se soit cependant pas acquittée pleinement de son mandat qui l'invitait à rechercher la possibilité de réaliser de nouvelles économies dans le domaine de l'information. Dans ces conditions le représentant du Royaume-Uni appuie la proposition du représentant de l'Union Sud-Africaine visant à remettre à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale l'examen de ce rapport. Il pense également que ce rapport pourrait être renvoyé au Comité consultatif afin que ce dernier puisse présenter ses observations à l'Assemblée générale.

M. BOKHARI (Pakistan) rappelle que, au cours de l'examen des prévisions budgétaires du Secrétaire général, la Cinquième Commission a jugé nécessaire de créer un organe de dimensions réduites chargé de passer au crible les activités du Département de l'Information. La Sous-Commission créée à cet effet était invitée notamment à procéder à un nouvel examen des principes adoptés par l'Assemblée générale le 13 février 1946 (résolution 13 (I)), à formuler des propositions en vue de réaliser des économies et à faire rapport à la Cinquième Commission au cours de la présente session, afin que la Commission puisse elle-même définir les principes qui guideraient le Secrétaire général dans l'établissement des prévisions budgétaires pour l'exercice 1953.

Les membres de la Sous-Commission ont déployé une activité considérable pour suivre les instructions que leur avait données la Cinquième Commission. Il semble maintenant que certains membres de cette dernière soient disposés à accepter un renvoi de l'examen du rapport de la Sous-Commission à la prochaine session de l'Assemblée générale. Le représentant du Pakistan, pour sa part, estime que la Sous-Commission n'a pas failli à sa tâche.

Le représentant du Royaume-Uni a estimé que la Sous-Commission ne s'est pas suffisamment inspirée, pour élaborer les recommandations contenues dans son rapport, des principes d'économie. M. Bokhari s'inscrit en faux contre cette déclaration et il donne lecture, en les commentant brièvement, de passages du rapport de la Sous-Commission qui, à son avis, prouvent que l'opinion du représentant du Royaume-Uni

est dénuée de fondement. Ces passages sont les suivants : la dernière phrase du paragraphe 3, qui indique dans quel esprit a travaillé la Sous-Commission, notamment les mots "après un examen très minutieux et approfondi des problèmes en cause"; les deuxième et troisième phrases du paragraphe 7, où il est fait état du témoignage apporté à la Commission par des personnes compétentes étrangères à l'Organisation des Nations Unies, ainsi que la dernière phrase de ce paragraphe, qui montrent l'une et l'autre que la Sous-Commission n'ignorait pas les préoccupations d'ordre budgétaire qui ont poussé la Cinquième Commission à décider sa création; les quatre premières phrases du paragraphe 10, les deux premières phrases du paragraphe 13, le paragraphe 15 (première phrase de l'alinéa iii, deuxième et troisième phrases de l'alinéa iv et deuxième phrase de l'alinéa v), et la deuxième phrase du paragraphe 16.

Il est donc évident que la Sous-Commission a fait des recommandations précises en vue de réaliser des économies. Rien d'ailleurs n'empêcherait des membres de la Cinquième Commission de soulever à nouveau le problème à la prochaine session ordinaire de l'Assemblée générale, ni le Comité consultatif de formuler d'ici là des observations à ce sujet. Le représentant du Pakistan estime qu'il serait vraiment dommage de reculer pendant un an, sans raison péremptoire, la mise en oeuvre de recommandations qui sont le fruit d'un travail approfondi et honnête. C'est pourquoi il s'opposera énergiquement à la proposition visant à différer l'examen du rapport de la Sous-Commission.

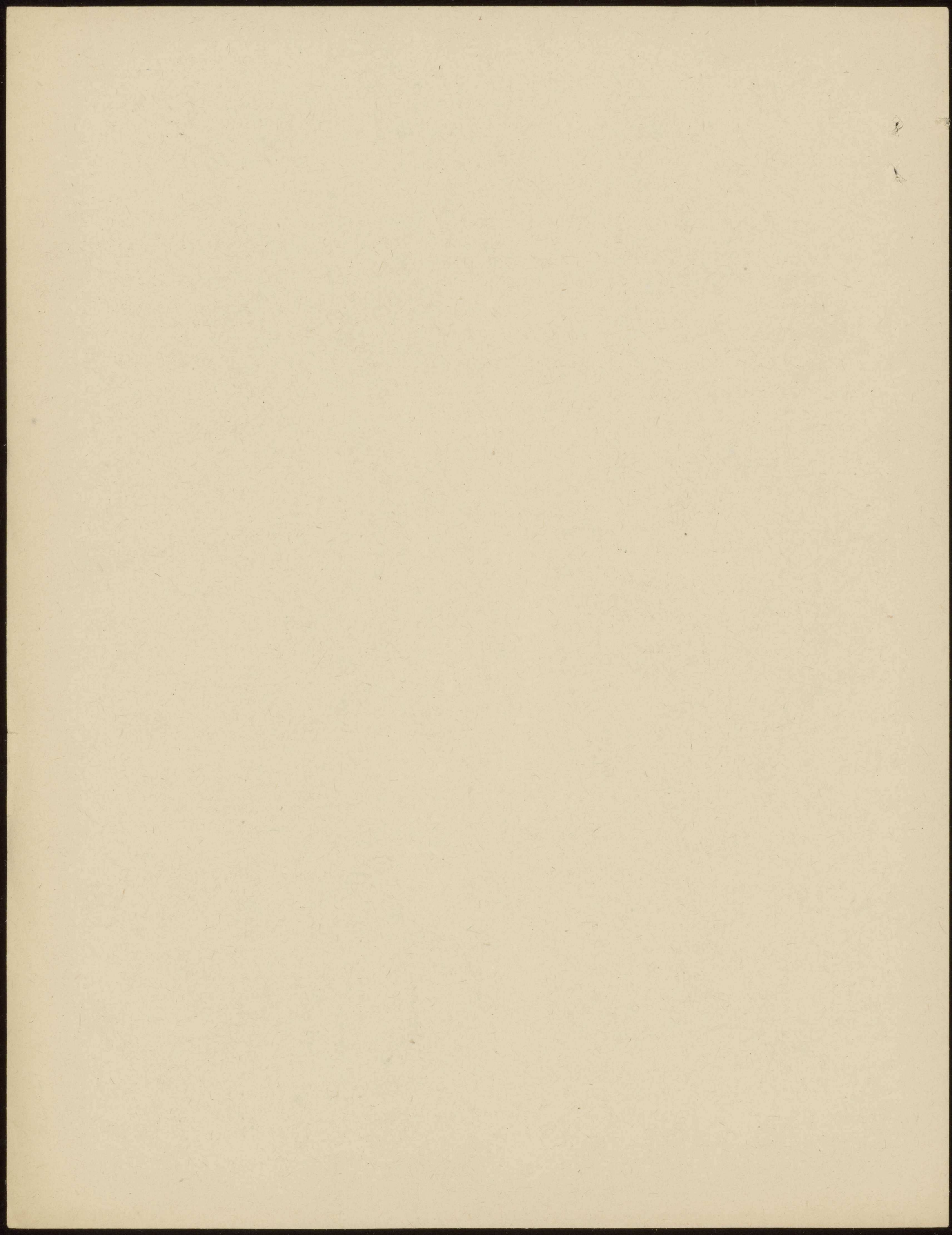
Le représentant du Pakistan n'ignore pas les difficultés auxquelles doivent faire face les délégations qui n'ont reçu ce rapport que depuis peu de temps, mais il fait observer que la question de la politique à suivre par le Département de l'Information a déjà fait l'objet de très longs débats, qu'il ne s'agit pas par conséquent d'une question nouvelle et qu'on ne saurait donc invoquer l'ignorance du sujet. Dans ces conditions, le représentant du Pakistan propose que la Commission adopte le rapport de la Sous-Commission.

M. ALBORNOZ (Equateur) rappelle que sa délégation est opposée à la proposition visant à créer une Sous-Commission, chargée d'étudier, pendant la session en cours, les principes régissant les activités du Département de l'Information. La Cinquième Commission ayant toutefois décidé de créer cette Sous-Commission en lui imposant de terminer ses travaux avant la fin de la session, M. Albornoz estime que la Commission doit maintenant examiner le rapport de sa Sous-Commission.

Après une brève discussion de procédure, M. BOKHARI (Pakistan) propose de lever la séance.

La motion du Pakistan est adoptée.

La séance est levée à 18 heures.



UNITED NATIONS

GENERAL
ASSEMBLY



PROVISIONAL

A/C.5/SR.338

31 January 1952

ENGLISH

ORIGINAL: FRENCH

Sixth Session

FIFTH COMMITTEE

PROVISIONAL SUMMARY RECORD OF THE THREE HUNDRED AND THIRTY-EIGHTH MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Thursday, 31 January 1952, at 3 p.m.

CONTENTS:

Adoption of the Rapporteur's draft reports:

- (a) Permanent staff regulations of the United Nations (A/C.5/L.170);
- (b) Headquarters of the United Nations (A/C.5/L.171).

Questions concerning the liquidation of the International Institute of
Intellectual Co-operation (A/C.5/494).

Budget estimates for the financial year 1952:

- (a) Establishment of a United Nations Tribunal in Eritrea (A/2099;
A/C.5/493);
- (b) United Nations Conciliation Commission for Palestine and Truce
Supervision Organization in Palestine (A/C.5/495, A/2102);
- (c) Report of Sub-Committee 8 of the Fifth Committee on Public
Information (A/C.5/L.172).

Chairman: Mr. STONE Canada

Rapporteur: Mr. ASHA Syria

Chairman of the Advisory Committee
on Administrative and Budgetary Questions:

Mr. AGENIDES

Any corrections to this record should be submitted in triplicate in one of the three working languages (English, French or Spanish), within three working days, to Mr. H. Roigt, Director, Language Services Division, Room P-352, Palais de Chaillot. Corrections should bear the appropriate symbol number and be enclosed in an envelope marked "URGENT". Corrections can be dealt with more speedily if delegations will be good enough to incorporate them in mimeographed copies of the record.

AS THIS RECORD WAS DISTRIBUTED AT 9.30 a.m. ON 4 FEBRUARY
THE TIME-LIMIT FOR CORRECTIONS WILL BE 9.30 a.m. ON 7 FEBRUARY

P52-80555

ADOPTION OF THE RAPPORTEUR'S DRAFT REPORTS:

(a) PERMANENT STAFF REGULATIONS OF THE UNITED NATIONS (A/C.5/L.170)

Mr. STANSFIELD (Canada) proposed two amendments to the Rapporteur's draft report (A/C.5/L.170). The first suggested that paragraph 5 (f) should be replaced by the following: "his intention to place as many of the staff on permanent appointments as could be done with prudence so reducing the number of uncertain cases to a minimum; to reserve temporary appointments for beginning periods of service, for such unavoidable cases as employment for sessions of the General Assembly and other requirements of short duration, and for a small number of staff members who may not be granted permanency because of formal restrictions." The second suggested a new sub-paragraph (g) reading as follows, to be inserted in paragraph 5: "his assurance that the review of status of staff members on temporary appointments would be conducted with scrupulous fairness towards the individuals concerned; that those who received termination notices would be able to utilise the machinery of the Appeals Board which advises the Secretary-General; and that within the broad standards of the 'interest of the United Nations' it would be the practice in most cases to require the Bureau of Personnel to inform staff members of the reasons for termination." The existing sub-paragraph (g) would become sub-paragraph (h).

Mr. Stansfield said that the Rapporteur had accepted those amendments, and remarked that they merely reproduced parts of the Secretary-General's statement of 21 January. The Canadian delegation attached the greatest importance to the assurances given by the Secretary-General on that occasion. It was largely because of those assurances that Canada had voted for the draft regulations.

Mr. ASEB (Syria), Rapporteur, stated that the Netherlands delegation had asked him to include the following words before the sentence beginning "It then adopted" in paragraph 14 of his report (A/C.5/L.170): "Moreover, it was emphasized that the reference to increments should not be interpreted as meaning that increments would be automatically granted". At the Netherlands delegation's request, he also proposed to reverse the order of annexes II and IV.

/Mr. MACHADO

Mr. MACHADO (Brazil) thanked the Rapporteur for the interpretation he had given of regulation 9.3.

In reply to a question by Mr. MACHADO (Brazil), the CHAIRMAN stated that, although the General Assembly could of course make any amendments it wished to the text proposed by the Fifth Committee, that text was nevertheless in principle definitive.

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) asked that the report should mention the reasons why the USSR had been unable to vote for the text proposed by the Advisory Committee for regulation 9.1. Those reasons were explained in the summary record of the 335th meeting (A/C.5/SR.335).

Mr. VASQUEZ TRESERRA (Mexico) and Mr. DONOSO (Chile) observed that the Spanish text of the draft report contained a number of inaccuracies.

The CHAIRMAN stated that the French and Spanish texts of document A/C.5/L.170 would be revised.

The draft report of the Fifth Committee on the permanent staff regulations of the United Nations (A/C.5/L.170), amended in accordance with the suggestions of the Canadian, USSR and Netherlands delegations, was adopted.

(b) HEADQUARTERS OF THE UNITED NATIONS (A/C.5/L.171)

The draft report of the Fifth Committee on the Headquarters of the United Nations (A/C.5/L.171) was adopted.

QUESTIONS CONCERNING THE LIQUIDATION OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION (A/C.5/494)

Mr. GANEM (France) gave a brief account of the International Institute of Intellectual Co-operation. In 1946 the rights of the League of Nations in the Institute had been transferred to the United Nations, and,

pursuant to resolution 71 (I), the United Nations had authorized UNESCO to utilize the Institute's assets, particularly furnishings and documents. The final liquidation of the Institute's assets had however, not yet been effected. Mr. Ganem paid a tribute to Mr. Wilgress, a former member of the Canadian delegation and Chairman of the Fifth Committee, by whose efforts the position as regards the assets of the League of Nations had been cleared up; France was now submitting a draft resolution (A/C.5/494) proposing that the General Assembly should transfer to UNESCO all the rights of the United Nations in respect of certain assets of the Institute, while assigning to UNESCO with the final audit the Institute's accounts.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom), seconded by Mr. ADARKAR (India), asked for details of the International Institute's liabilities.

Mr. GANEM (France) was unable to give exact figures for the Institute's liabilities, but, according to the latest estimates, it seemed that the assets exceeded the liabilities.

Mr. MACHADO (Brazil) wished to know the Secretariat's opinion on the liquidation of the Institute.

Mr. FELLER (Secretariat) said that the Secretariat had been studying the question for a long time past and had maintained close contact with the French delegation and UNESCO. He pointed out that the United Nations had not assumed any legal liability for the Institute's debts. If UNESCO undertook the liquidation, it would probably be able to pay certain creditors out of the Institute's assets, which would appear adequate to the purpose, but in any case the United Nations could assume no legal responsibility in that connexion.

Mr. FRIIS (Denmark) paid a tribute to the assistance given by the French Government and certain prominent Frenchmen to the International Institute of Intellectual Co-operation. He would vote in favour of the French draft resolution (A/C.5/494) because its adoption would not lay the United Nations under any financial obligation.

/Mr. MACHADO

Mr. MACHADO (Brazil) thanked the Rapporteur for the interpretation he had given of regulation 9.3.

In reply to a question by Mr. MACHADO (Brazil), the CHAIRMAN stated that, although the General Assembly could of course make any amendments it wished to the text proposed by the Fifth Committee, that text was nevertheless in principle definitive.

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) asked that the report should mention the reasons why the USSR had been unable to vote for the text proposed by the Advisory Committee for regulation 9.1. Those reasons were explained in the summary record of the 335th meeting (A/C.5/SR.335).

Mr. VASQUEZ TRESERRA (Mexico) and Mr. DONOSO (Chile) observed that the Spanish text of the draft report contained a number of inaccuracies.

The CHAIRMAN stated that the French and Spanish texts of document A/C.5/L.170 would be revised.

The draft report of the Fifth Committee on the permanent staff regulations of the United Nations (A/C.5/L.170), amended in accordance with the suggestions of the Canadian, USSR and Netherlands delegations, was adopted.

(b) HEADQUARTERS OF THE UNITED NATIONS (A/C.5/L.171)

The draft report of the Fifth Committee on the Headquarters of the United Nations (A/C.5/L.171) was adopted.

QUESTIONS CONCERNING THE LIQUIDATION OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION (A/C.5/494)

Mr. GANEM (France) gave a brief account of the International Institute of Intellectual Co-operation. In 1946 the rights of the League of Nations in the Institute had been transferred to the United Nations, and,

pursuant to resolution 71 (I), the United Nations had authorized UNESCO to utilize the Institute's assets, particularly furnishings and documents. The final liquidation of the Institute's assets had however, not yet been effected. Mr. Ganem paid a tribute to Mr. Wilgress, a former member of the Canadian delegation and Chairman of the Fifth Committee, by whose efforts the position as regards the assets of the League of Nations had been cleared up; France was now submitting a draft resolution (A/C.5/494) proposing that the General Assembly should transfer to UNESCO all the rights of the United Nations in respect of certain assets of the Institute, while assigning to UNESCO with the final audit the Institute's accounts.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom), seconded by Mr. ADARKAR (India), asked for details of the International Institute's liabilities.

Mr. GANEM (France) was unable to give exact figures for the Institute's liabilities, but, according to the latest estimates, it seemed that the assets exceeded the liabilities.

Mr. MACHADO (Brazil) wished to know the Secretariat's opinion on the liquidation of the Institute.

Mr. FELLER (Secretariat) said that the Secretariat had been studying the question for a long time past and had maintained close contact with the French delegation and UNESCO. He pointed out that the United Nations had not assumed any legal liability for the Institute's debts. If UNESCO undertook the liquidation, it would probably be able to pay certain creditors out of the Institute's assets, which would appear adequate to the purpose, but in any case the United Nations could assume no legal responsibility in that connexion.

Mr. FRIIS (Denmark) paid a tribute to the assistance given by the French Government and certain prominent Frenchmen to the International Institute of Intellectual Co-operation. He would vote in favour of the French draft resolution (A/C.5/494) because its adoption would not lay the United Nations under any financial obligation.

/Mr. MACHADO

Mr. MACHADO (Brazil) regretted that the Secretary-General had not submitted a report on the subject, and hoped that there would be no omissions of that kind in the future.

Mr. SABA (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) recalled the circumstances in which the General Assembly had transferred to UNESCO the use of the furniture, archives and publications of the International Institute of Intellectual Co-operation. In 1947, four former officials of the Institute had put forward claims which had been recognized as valid by the Administrative Tribunal of the League of Nations. Other claims had been submitted by printers. He pointed out that there was a mistaken belief among the public that UNESCO was the legal heir to the Institute.

From the financial point of view, the assets of the Institute included, over and above the furniture and documents in the possession of UNESCO, certain bank accounts totalling about one million French francs and claims amounting to about 1,500,000 francs. Furthermore, UNESCO did not expect to continue using free of charge the furnishings which the United Nations had placed at its disposal, and it was prepared to credit the assets of the Institute, against final ownership of the furniture and publications, with the value of such property minus depreciation. According to information available, the entire assets of the Institute were probably about 4,500,000 francs. The liabilities had been estimated at about four million francs. It would therefore appear that liquidation would make it possible to meet the legitimate claims of the Institute's creditors. Furthermore, a credit of \$18,000, which had been opened for the Institute by the Rockefeller Foundation for certain studies that had not been carried out, and which was therefore repayable to the Rockefeller Foundation, had been placed in a special account. The Rockefeller Foundation had announced that it was considering using that credit for an intellectual co-operation item on the programme of UNESCO.

He thought he might say that, if the General Assembly approved the French draft resolution, the recommendation in it would be submitted to UNESCO's Executive Board, which would ultimately be responsible for accepting the assignment made to UNESCO by the General Assembly. It was in any event clearly

understood that, under the terms of the agreement between the Institute and the League of Nations, UNESCO would not reimburse the creditors of the Institute beyond the amount of the existing assets as already specified.

In reply to Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics), the CHAIRMAN explained that the statements by the representatives of France and UNESCO made it clear that adoption of the French draft resolution (A/C.5/494) would not involve any financial commitment for the United Nations.

Mr. PETREN (Sweden) drew attention to a document submitted by former staff members of the International Institute of Intellectual Co-operation, stating that the Institute's accounts could not legally be liquidated without the assistance of the Institute's former Governing Body, represented at present by Mr. Herriot.

Mr. GANEM (France) explained that the Governing Body had ceased to exist along with the Institute itself and that it was at Mr. Herriot's own request that the French delegation had decided to submit the question to the General Assembly.

Mr. de MARCHENA (Dominican Republic) said he would vote for the French draft resolution, but reserved his delegation's position on any action that might be taken by UNESCO for the liquidation of the Institute.

Mr. BOZOVIC (Yugoslavia) asked whether the claims of former staff members of the Institute would have priority and whether they represented a cash indemnity and not a pension. If the answer were in the affirmative, he would vote for the French draft resolution.

Mr. GANEM (France) replied to both questions in the affirmative.

Mr. MACHADO (Brazil) asked whether the States members of UNESCO would be consulted.

/The CHAIRMAN

The CHAIRMAN explained that the Executive Board of UNESCO would have to take a decision on the proposal that would be submitted to UNESCO if the French draft resolution were adopted.

Mr. ADARKAR (India) was glad to note that under the terms of the resolution the transfer of the Institute's assets to UNESCO was dependent upon the latter agreeing to carry out the liquidation of the Institute. He was, however, surprised that the United Nations which, according to the Secretariat and the French representative, had not assumed responsibility for the Institute's liabilities, could transfer those liabilities to UNESCO. Adoption of the draft resolution might, he feared, have the effect of committing UNESCO to certain financial obligations and it might be better to transfer to UNESCO merely ownership of the assets actually in its possession, by deleting the second half of paragraph IV of the operative part of the draft resolution (A/C.5/494), beginning with the words "on condition that UNESCO"

Mr. SABA (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization) explained that UNESCO did not consider itself bound to cover the Institute's deficit, if, contrary to expectations, the liquidation revealed a debit balance. UNESCO was acting from purely moral considerations.

Mr. FELLER (Secretariat) stated in reply to a further question by Mr. MACHADO (Brazil), that if, contrary to present estimates, the Institute's assets were insufficient to cover its liabilities, the Institute's creditors would have to take a loss, as the Organization could not assume any commitment in that connexion.

The French draft resolution (A/C.5/494) was adopted by 33 votes to none, with 5 abstentions.

BUDGET ESTIMATES FOR THE FINANCIAL YEAR 1952

(a) Establishment of a United Nations Tribunal in Eritrea (A/2099; A/C.5/493).

The CHAIRMAN introduced the budget estimates for the establishment of a United Nations Tribunal in Eritrea (A/C.5/493) and the Advisory Committee's report

on the question (A/2099) and opened discussion on the Secretary-General's proposal for an appropriation of \$28,900 for section 5, with a corresponding reduction in the appropriation provisionally approved under section 33.

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) said that the USSR delegation had already stated its views in the matter in the Second Committee, where it had voted against the establishment of the Tribunal, which it considered could not serve the interests of the Eritrean population. He would therefore vote against the appropriation requested.

The CHAIRMAN put to the vote the proposal for the appropriation of \$28,900 for section 5, with a corresponding reduction in the appropriation provisionally approved under section 33.

The proposal was adopted by 34 votes to 5.

(b) United Nations Conciliation Commission for Palestine and Truce Supervision Organization in Palestine (A/C.5/495; A/2102).

The CHAIRMAN introduced the budget estimates for the United Nations Conciliation Commission and the Truce Supervision Organization (A/C.5/495) and the Advisory Committee's report on the question (A/2102).

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) said that his delegation had already stated its views at an earlier meeting and would not repeat its reasons for voting against the proposal. It would merely express its opinion by its vote.

The CHAIRMAN put to the vote the proposal for an appropriation of \$545,000 under section 5, and of \$5,000 under section 25, with a corresponding reduction in the appropriation already approved under section 33.

The proposal was adopted by 34 votes to 5.

(c) Report of Sub-Committee 8 of the Fifth Committee on Public Information
(A/C.5/L.172)

The CHAIRMAN said that in introducing the report of Sub-Committee 8 on Public Information, he wished to make a short statement in his capacity as Chairman ex officio of that Sub-Committee.

The Fifth Committee owed a debt of gratitude to the members of the Sub-Committee for the zeal with which they had undertaken their difficult task. Despite differences of opinion, each member had tried to contribute to the solution of the many problems with which the Department of Public Information had to cope, owing, inter alia, to the fact that it had at all times to be ready to adapt its methods and media of information to the various tasks for which it was responsible.

The Sub-Committee had heard statements from witnesses representing the various media of information, as well as from the Secretary General and his representative, the Assistant Secretary General. During the discussion he had had occasion to express his view that there were two ways of making economies. The first was to reduce the budget; the General Assembly was always free to do so and, moreover, when approving the establishment of the Sub-Committee, it had asked that the Sub-Committee should consider ways and means of reducing the Department's budget for 1953. The other way was to continue constantly to search for the best means of making the most of the funds appropriated for the Department and it was his impression that that was the method adopted by the Department. The members of the Sub-Committee had also been guided by that consideration.

In conclusion, he pointed out the essential factors in the problem which had been brought out in the course of the discussion: (a) the implementation of a world information programme raised problems which seemed to defy all definition and all possibility of solution; (b) it would always be necessary to take budget cuts into account when determining policy; and (c) it must be the special endeavour of the Department of Public Information to get the best return possible on the money it spent. To do so, it should be guided by its own experience and should at all times seek the advice of the Advisory Committee and the delegations.

After thanking all who had taken part in the Sub-Committee's work, he recommended that the Fifth Committee should approve the report before it.

/Mr. CHAUVET

Mr. CHAUVET (Haiti) said that the Sub-Committee had been faced with a dilemma, being asked, on the one hand, to make economies and, on the other, to introduce improvements. The United Nations could never spend too much money on making its purposes and activities known to the world. He had pointed out in the Sub-Committee that owing to insufficient publicity the Marshall Plan, which was helping to save the free world, was unknown to 90 per cent of the world's population. The explanatory statement by the Assistant Secretary-General had demonstrated the magnitude of the task of the Department of Public Information and had shown that despite all difficulties it was succeeding in its aim.

There was, however, one problem for which a solution had to be found -- the discrimination against the French language. English was used to the extent of 80 per cent at meetings, and French only 15 per cent. The first thing to be done to remedy the situation was to use French on the same footing as English, in conformity with the Charter. A number of publications were drafted in English only and the French edition of the United Nations Bulletin published by the Department of Public Information was merely a translation of the English Bulletin, thus accounting for the lack of interest taken in it by the French-speaking public. The programmes of meetings in the Palais de Chaillot were posted in English only, whereas the most elementary courtesy would require the use of French or at least both languages. Moreover, none of the press releases were drafted by persons whose mother tongue was French.

That practice was particularly serious as it imperilled the very basis of the international character of the United Nations. French had been and must continue to be the connecting link in international relations. His delegation hoped that the Secretariat would satisfy its just demands concerning the use of French in the work of the Department of Public Information, and it considered that such funds as might be required for that purpose should be duly voted. He would not submit a resolution as he was sure that the necessary action would be taken. He would merely ask the Rapporteur to refer briefly to the matter in his report.

The CHAIRMAN pointed out that on page 7 of the English text of document A/C.5/L.172, the last paragraph should be numbered 13, and that on page 14 of the French text, the first two paragraphs should be combined into a single paragraph.

/Mr. FOURIE

Mr. FOURIE (Union of South Africa) appreciated the difficulties which the Sub-Committee had encountered in its work; while he regretted having only received the text of the report that morning, he had no intention of criticizing anyone on that account.

Nevertheless, he wondered how many representatives had really been able to study the document, which was of interest not only to representatives, but also to governments. It appeared impossible to dispose of the matter in the short time remaining. He therefore proposed that consideration be deferred until the General Assembly's next session. The Advisory Committee would perhaps wish to study the document in the interval and give its opinion on it.

Mr. FAHMY (Egypt) supported the South African representative's proposal that the report be referred to the next session of the General Assembly.

Mr. de MARCHENA (Dominican Republic) stated that for several years past his delegation had been carefully following the trend of the work of the Department of Public Information and had found a number of cases in which Spanish, which was a working language of the General Assembly, had been treated unfairly. It would be easy to demonstrate from statistics the necessity for reorganizing the Department of Information in that respect. He wished, however, to express appreciation of the Secretary-General's and Assistant Secretary-General's efforts to put that situation to rights.

As Chairman of the mission visiting East Africa in 1951, he had had opportunities for realizing that many difficulties were due to the lack of information and he supported the Sub-Committee's views in that respect. He also thought that the Department should determine and apply priorities in its work.

As regards the United Nations Bulletin, he felt that a change was needed in editorial methods so that the numbers appearing in each of the three working languages would form an entirely independent publication. Film publicity should also be re-organized along new lines.

If the Sub-Committee's report were put to the vote, the Dominican delegation would be ready to vote, but it would undoubtedly be preferable, as the South African and Egyptian representatives had suggested, to refrain from taking a decision at the present stage.

With reference to the last paragraph of the report (A/C.5/L.172, page 14) he thought some further information would be useful. He would therefore propose that consideration of that point be adjourned until the General Assembly's next session.

Sir William MATTHEWS (United Kingdom) said that his delegation had not received the Sub-Committee's report until the end of the morning. In view of the very heavy expenditure incurred for the Department of Public Information the conclusions contained in that report were extremely important. It appeared that the Sub-Committee had achieved a certain amount of work, but had not succeeded in completing its assignment, which was to investigate the possibility of effecting further economies on public information. He would therefore support the South African representative's proposal that consideration of the report be referred to the General Assembly's next ordinary session. The report might also be referred to the Advisory Committee so as to give the latter an opportunity to submit its findings to the General Assembly.

Mr. BOKHARI (Pakistan) recalled that when considering the Secretary-General's budgetary estimates, the Fifth Committee had decided it to be necessary to set up a smaller body to review the principles underlying the work of the Department of Public Information. The Sub-Committee set up for that purpose had been instructed to reconsider the recommendations approved by the General Assembly on 13 February 1946 (resolution 13 (I)), to submit proposals for economies, and to report to the Fifth Committee at the present session so as to enable that Committee to formulate the principles by which the Secretary-General would be guided in framing the budget estimates for 1953.

The Sub-Committee had made a considerable effort to comply with the Fifth Committee's instructions. Certain members of the Fifth Committee now appeared, however, to prefer a procedure involving reference of the Sub-Committee's report to the Assembly's next session. Speaking personally, he did not agree that the Sub-Committee had failed to carry out its task.

He dissented very strongly from the United Kingdom representative's opinion that in drafting its recommendations the Sub-Committee had failed to pay sufficient attention to the principles of economy. He read out, and briefly commented on, the following passages in the Sub-Committee's report, which, to his mind, showed the United Kingdom representative's opinion to be entirely wrong: the last sentence in paragraph 3, indicating the lines along which the Sub-Committee had worked, especially the words: "after the most detailed and thorough discussion of the issues involved"; the second and third sentences in paragraph 7, based on evidence given before the Committee by competent experts from outside the United Nations; also the last sentence in paragraph 7, all of which went to show that the Sub-Committee had not overlooked the budgetary considerations by which the Fifth Committee had been actuated in setting up the Sub-Committee; the four first sentences of paragraph 10, the two first sentences of paragraph 13, paragraph 15 (first sentence of sub-paragraph (iii), second and third sentences of sub-paragraph (iv) and the second sentence of sub-paragraph (v)) and the last sentence of paragraph 16.

It was, therefore, manifest that the Sub-Committee had made specific recommendations with a view to achieving economies. Besides, there would be nothing to prevent members from raising the problem again at the General Assembly's next ordinary session, nor would the Advisory Committee be precluded from putting forward its comments in the meantime. It would therefore be really regrettable to delay for a whole year, except for some urgent reason, the implementation of recommendations which were the result of careful and honest work. For that reason he would strongly resist the proposal for postponement of the Sub-Committee's report.

/He realized

He realized the difficulties of delegations which had only received the report a short while ago, but he pointed out that the policy to be adopted for the Department of Public Information had already been discussed at length, that the subject-matter was therefore not new and that nobody could claim ignorance of it. Consequently, he would propose that the Committee should adopt the Sub-Committee's report.

Mr. AIBORNOZ (Ecuador) recalled that his delegation had opposed the proposal to set up a Sub-Committee to review during the current session the principles by which the work of the Department of Information should be governed. As the Fifth Committee had decided, however, to set up the Sub-Committee on condition that its work was completed before the end of the present session, he thought that the Committee should now proceed to consider the report.

After a brief discussion on procedure, Mr. BOKHARI (Pakistan) moved the adjournment.

The Pakistani representative's motion was adopted.

The meeting rose at 6.00 p.m.

NACIONES UNIDAS

ASAMBLEA
GENERAL



PROVISIONAL

A/C.5/SR.338

2 febrero 1952

ESPAÑOL

ORIGINAL: FRANCES

Sexto período de sesiones

QUINTA COMISION

ACTA RESUMIDA PROVISIONAL DE LA 338a. SESION

Celebrada en el Palais de Chaillot, París,
el jueves 31 de enero de 1952, a las 15 horas

SUMARIO:

- Aprobación de los proyectos de informe del Relator:
 - a) Estatuto permanente del personal de las Naciones Unidas (A/C.5/L.170)
 - b) Sede de las Naciones Unidas (A/C.5/L.171)
- Cuestiones relativas a la liquidación del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual (A/C.5/494)
- Proyecto de presupuesto para el ejercicio económico de 1952:
 - a) Establecimiento de un Tribunal de las Naciones Unidas para Eritrea (A/2099, A/C.5/493)
 - b) Comisión de Conciliación de las Naciones Unidas para Palestina y Organismo de Vigilancia de la Tregua (A/C.5/495, A/2102)
 - c) Informe de la Subcomisión 8 de la Quinta Comisión, relativo a los servicios de información pública (A/C.5/L.172)

Presidente: Sr. STONE Canadá

Relator: Sr. ASHA Siria

Presidente de la Comisión Consultiva en Asuntos
Administrativos y de Presupuesto:

Sr. AGHNIDES

Las correcciones que se desee introducir en la presente acta deberán redactarse en uno de los tres idiomas de trabajo de la Asamblea (español, francés e inglés) y se enviarán por triplicado dentro de un plazo de tres días laborables al Sr. H. Roigt, Director de la División de Servicios de Idiomas, Oficina P-352, Palais de Chaillot, París. Las correcciones deberán indicar la signatura del acta de que se trate y serán remitidas en un sobre con la indicación "URGENTE". Se ruega a las delegaciones que tengan a bien hacer las correcciones en ejemplares mimeografiados del acta, a fin de facilitar la tarea de los servicios interesados.

POR CONSIGUIENTE, HABIENDOSE DISTRIBUIDO ESTA ACTA EL 4 DE FEBRERO
A LAS 9.30 HORAS, EL PLAZO PARA LA ACEPTACION DE LAS
CORRECCIONES VENCE EL 7 DE FEBRERO A LAS 9.30 HORAS.
P 52-80557

APROBACION DE LOS PROYECTOS DE INFORME DEL RELATOR:

a) ESTATUTO PERMANENTE DEL PERSONAL DE LAS NACIONES UNIDAS (A/C.5/L.170)

El Sr. STANSFIELD (Canadá) propone introducir las dos enmiendas siguientes al proyecto de informe del Relator (A/C.5/L.170): en primer lugar reemplazar el inciso f) del párrafo 5 por el texto siguiente: "El Secretario General tiene la intención de dar al personal todos los nombramientos permanentes que puedan hacerse con criterio prudente, de modo que se reduzcan al mínimo los casos dudosos, de reservar los nombramientos temporales para los períodos iniciales de servicio para los casos en que tal cosa sea inevitable, tales como los nombramientos para los períodos de sesiones de la Asamblea General y otras actividades de corta duración, y para un pequeño número de miembros del personal a los cuales no se puede dar un nombramiento permanente por exigencias de carácter formal".

En segundo lugar, insertar un nuevo inciso g) en el párrafo 5, concebido en la siguiente forma: "g) El Secretario General da seguridades de que la revisión de la situación de los miembros del personal titulares de nombramientos temporales se realizará con riguroso espíritu de equidad respecto a las personas interesadas; los que reciban el aviso de rescisión del nombramiento podrán recurrir a la Junta de Apelación que asesora al Secretario General; y de que dentro del amplio criterio general del "interés de las Naciones Unidas", en la práctica, en la mayoría de los casos, se exigirá a la Dirección del Personal que informe a los miembros del personal de las razones de la rescisión de su nombramiento". El inciso g) actual se convertirá en inciso h).

El representante del Canadá indica que el Relator ha aceptado sus enmiendas y observa que el texto de dichas enmiendas no hace sino reproducir las declaraciones que figuran en la exposición del Secretario General del 21 de enero. La delegación del Canadá concede gran importancia a las seguridades dadas por el Secretario General en esa fecha; debido en gran parte a esas seguridades, el Canadá ha votado a favor del propuesto Estatuto del personal.

El Sr. ASHA (Siria), Relator, anuncia que la delegación de los Países Bajos ha pedido que se añada al párrafo 14 de su informe (A/C.5/L.170), antes de la frase que comienza con las palabras "La Comisión aprobó entonces", las palabras

/siguientes:

siguientes: "además, se destacó que la referencia a los aumentos de sueldos no debe ser interpretada en el sentido de que dichos aumentos se concederían automáticamente". A petición de la delegación de los Países Bajos, el Relator igualmente propone invertir el orden de los Anexos II y IV.

El Sr. MACHADO (Brasil) agradece al Relator la interpretación que ha dado de la cláusula 9.3.

En respuesta a una pregunta del Sr. MACHADO (Brasil), el PRESIDENTE aclara que si bien la Asamblea General puede introducir las enmiendas que desee al texto propuesto por la Quinta Comisión, en principio, ese texto es definitivo.

El Sr. CHECHETKIN (Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas) desea que se mencionen en el informe los motivos por los cuales la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas no ha podido votar a favor del texto propuesto por la Comisión Consultiva para la cláusula 9.1; esos motivos figuran en el acta resumida de la 335a. sesión (A/C.5/SR 335).

El Sr. VASQUEZ TRESERRA (México) y el Sr. DONOSO (Chile) observan que el texto español del proyecto de informe contiene algunas inexactitudes.

El PRESIDENTE indica que los textos francés y español del documento A/C.5/L.170 serán revisados.

Queda aprobado el proyecto de informe de la Quinta Comisión acerca del Estatuto permanente del personal de las Naciones Unidas (A/C.5/L.170), modificado con arreglo a las indicaciones de las delegaciones del Canadá, la Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas y los Países Bajos.

b) Sede de las Naciones Unidas (A/C.5/L.171)

Queda aprobado el proyecto de informe de la Quinta Comisión concerniente a la Sede de las Naciones Unidas (A/C.5/L.171).

CUESTIONES RELATIVAS A LA LIQUIDACION DEL INSTITUTO INTERNACIONAL DE COOPERACION INTELECTUAL (A/C.5/494)

El Sr. GANEM (Francia) esboza brevemente la historia del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual. Recuerda que en 1946 los derechos que poseía la Sociedad de las Naciones sobre el Instituto fueron traspasados a las Naciones Unidas y que, por la resolución 71 (I), las Naciones Unidas han concedido a la UNESCO derechos de uso sobre algunos bienes del Instituto, en especial, el mobiliario y los documentos. Sin embargo, nunca se ha efectuado la liquidación del activo y el pasivo del Instituto. El Sr. Ganem rinde homenaje al Sr. Wilgress, antiguo miembro de la delegación del Canadá y antiguo Presidente de la Quinta Comisión, cuyos esfuerzos han permitido esclarecer la situación en lo relativo a los bienes de la Sociedad de las Naciones. La delegación de Francia presenta ahora un proyecto de resolución (A/C.5/494), que propone a la Asamblea General el traspaso a la UNESCO de todos los derechos que poseen las Naciones Unidas sobre algunos bienes del Instituto y confía a la UNESCO la tarea de proceder a la liquidación de las cuentas del Instituto.

Sir William MATHEWS (Reino Unido), a quien se asocia el Sr. ADARKAR (India), pide datos más precisos acerca del pasivo del Instituto Internacional.

El Sr. GANEM (Francia) no está en condiciones de presentar cifras exactas sobre el pasivo del Instituto, pero manifiesta que los cálculos actuales parecen indicar que el activo es mayor que el pasivo.

El Sr. MACHADO (Brasil) desea conocer la opinión de la Secretaría sobre la cuestión de la liquidación del Instituto.

El Sr. FELLER (Secretaría) manifiesta que la Secretaría estudia desde hace tiempo el problema y se ha mantenido al respecto en relación estrecha con la delegación de Francia y con la UNESCO. El orador expone que las Naciones Unidas no son las sucesoras legales del Instituto en lo concerniente a su pasivo. Al proceder a la liquidación, la UNESCO podrá pagar a ciertos acreedores con los bienes del Instituto, los cuales parece que bastan para ese fin, pero, en todo caso, las Naciones Unidas no pueden asumir responsabilidad jurídica alguna al respecto.

/El Sr. FRIIS

El Sr. FRIIS (Dinamarca) rinde homenaje a la ayuda que el Gobierno de Francia y franceses eminentes han proporcionado al Instituto Internacional de Cooperación Intelectual, y manifiesta que votará a favor del proyecto de resolución de Francia (A/C.5/494) ya que la aprobación de esta resolución no entrañará para las Naciones Unidas obligación alguna de orden financiero.

El Sr. MACHADO (Brasil) lamenta que el Secretario General no haya presentado un informe sobre esta materia y pide que tal omisión no se repita en lo futuro.

El Sr. SABA (Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura) recuerda en qué condiciones traspasó la Asamblea General a la UNESCO el uso del mobiliario, los archivos y las publicaciones del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual. En 1947, cuatro antiguos funcionarios del Instituto reclamaron el pago de deudas cuya validez fue reconocida por el Tribunal Administrativo de la Sociedad de las Naciones. Algunos impresores han cobrado otras deudas. El Sr. Saba observa que el público ha creído equivocadamente que la UNESCO era la sucesora jurídica del Instituto.

Desde el punto de vista de la contabilidad, el activo del Instituto comprende, además de los muebles y documentos en posesión de la UNESCO, algunas cuentas bancarias que ascienden a aproximadamente 1.000.000 de francos franceses y ciertos créditos por valor de 1.500.000 francos, aproximadamente. Además, la UNESCO no se propone conservar gratuitamente el uso de los muebles que le han sido puestos a su disposición y aceptaría abonar en el activo del Instituto, a cambio de la posesión definitiva de los muebles y publicaciones, el valor de estos últimos, teniendo en cuenta su depreciación. Según los informes que se poseen, el conjunto del activo del instituto se elevaría a unos 4.500.000 francos. El pasivo ha sido calculado, en total, en unos 4.000.000 de francos.

Parece, pues, que la liquidación permitirá satisfacer las reivindicaciones legítimas de los acreedores del Instituto. Por otra parte, ha sido ingresado en una cuenta especial un crédito de 18.000 dólares que la Fundación Rockefeller concedió al Instituto para la realización de algunos estudios, los cuales no se efectuaron y, que en consecuencia, hay que devolver a la Fundación

/Rockefeller.

Rockefeller. La Fundación Rockefeller ha hecho saber que tiene el propósito de destinar ese crédito a alguna obra de cooperación intelectual del programa de la UNESCO.

El Sr. Saba cree poder indicar que en caso de que la Asamblea General de las Naciones Unidas apruebe el proyecto de resolución de Francia, la recomendación contenida en su proyecto será sometida al Consejo Ejecutivo de la UNESCO, al cual en última instancia corresponde aceptar el mandato conferido a la Organización por la Asamblea General. Debe entenderse, sin embargo, que con arreglo a los términos del acuerdo concluido entre la Sociedad de las Naciones y el Instituto, la UNESCO no indemnizará a los acreedores del Instituto sino dentro de los límites del activo existente, según lo ha explicado anteriormente.

En respuesta a una pregunta del Sr. CHECHETKIN (Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas), el PRESIDENTE indica que de las explicaciones dadas por el representante de Francia y el representante de la UNESCO se infiere que la aprobación del proyecto de resolución del representante de Francia (A/C.5/494) no impondrá a la Organización ninguna responsabilidad de orden financiero.

El Sr. PETREN (Suecia) se refiere a un documento procedente de antiguos miembros del personal del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual, según el cual no podría efectuarse legalmente la liquidación de las cuentas del Instituto sin la colaboración del antiguo Consejo de Administración del Instituto, representado actualmente por el Sr. Herriot.

El Sr. GANEM (Francia) aclara que al igual que el Instituto, ese Consejo de Administración ya no existe y que a petición del mismo Sr. Herriot, Francia decidió presentar su proyecto de resolución.

El Sr. de MARCHENA (República Dominicana) votará en favor del proyecto de resolución de Francia, pero reserva la actitud de su delegación respecto a cualquier medida que pueda adoptar la UNESCO en relación con la liquidación del Instituto.

/El Sr. BOZOVIC

El Sr. BOZOVIC (Yugoeslavia) pregunta si se dará preferencia entre los acreedores a los antiguos funcionarios del Instituto y si estas personas recibirán una indemnización y no el importe de su jubilación. En caso afirmativo, votará a favor del proyecto de resolución de Francia.

El Sr. GANEM (Francia) responde afirmativamente a esas dos preguntas.

El Sr. MACHADO (Brasil) pregunta si serán consultados los Estados Miembros de la UNESCO sobre esta materia.

El PRESIDENTE explica que se pedirá al Consejo Ejecutivo de la UNESCO que se pronuncie sobre la propuesta que presentará a la UNESCO en caso de ser aprobado el proyecto de resolución de Francia.

El Sr. ADARKAR (India) se complace en comprobar que el traspaso de los bienes del Instituto a la UNESCO depende, con arreglo a la resolución, del hecho de que la UNESCO aceptará proceder a la liquidación de las cuentas del Instituto. No obstante, se asombra de que las Naciones Unidas, que según las declaraciones de la Secretaría y del representante de Francia, no han asumido obligación alguna respecto al pasivo del Instituto, puedan traspasar ese pasivo a la UNESCO. El Sr. Adarkar teme que la aprobación del proyecto de resolución sometido a la Comisión obligue a la UNESCO a asumir ciertas obligaciones financieras, y estima que sería preferible transferir a la UNESCO únicamente la propiedad de los bienes cuyo usufructo tiene y que se suprima del párrafo 4 de la parte dispositiva del proyecto de resolución (A/C.5/494), la última parte de la frase desde las palabras "encargándose esta Organización".

El Sr. SABA (Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura) manifiesta que la UNESCO no se considera obligada a cubrir el déficit del Instituto, en caso de que, contrariamente a lo previsto, la liquidación revelara que el pasivo sobrepasa al activo. La UNESCO actúa con un interés puramente moral.

/El Sr. FELLER

El Sr. FELLER (Secretaría) manifiesta, en respuesta a una nueva pregunta del Sr. MACHADO (Brasil), que si, contrariamente a los cálculos actuales, el activo del Instituto no basta para cubrir el pasivo, los acreedores del Instituto tendrán que sufrir una pérdida, ya que la Organización no puede asumir ninguna obligación al respecto.

Por 33 votos contra ninguno y 5 abstenciones, queda aprobado el proyecto de resolución de Francia (A/C.5/494).

PROYECTO DE PRESUPUESTO PARA EL EJERCICIO ECONOMICO DE 1952:

- a) Establecimiento de un Tribunal de las Naciones Unidas para Eritrea (A/2099, A/C.5/493).

El PRESIDENTE presenta el proyecto de presupuesto relativo a la institución de un Tribunal de las Naciones Unidas para Eritrea (A/C.5/493), así como el informe de la Comisión Consultiva sobre esta cuestión (A/2099) y abre el debate sobre la propuesta del Secretario General encaminada a que se asigne un crédito de 28.900 dólares a la sección 5, y se efectúe la reducción correspondiente de la asignación aprobada provisionalmente para la sección 33.

El Sr. CHETCHETKIN (Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas) declara que la delegación de la URSS expuso ya su opinión sobre este asunto ante la Segunda Comisión, donde votó en contra del establecimiento de este Tribunal que, a su juicio, no puede servir los intereses del pueblo de Eritrea. Por esta razón, votará en contra de la asignación solicitada.

El PRESIDENTE somete a votación la propuesta encaminada a aprobar una asignación de 28.900 dólares para la sección 5, y se efectúe la reducción correspondiente de la asignación aprobada provisionalmente para la sección 33.

Por 34 votos contra 5 queda aprobada esta propuesta.

- b) Comisión de Conciliación de las Naciones Unidas para Palestina y Organismo de Vigilancia de la Tregua (A/C.5/495, A/2102).

El PRESIDENTE presenta el proyecto de presupuesto para la Comisión de Conciliación de las Naciones Unidas y para el Organismo de Vigilancia de la Tregua (A/C.5/495), así como el informe de la Comisión Consultiva sobre esta cuestión (A/2102).

El Sr. CHETCHETKIN (Unión de Repúblicas Socialistas Soviéticas) declara que la delegación de la URSS, en una reunión precedente, tuvo la oportunidad de exponer su opinión, y que no reiterará las razones por las que votará contra esta propuesta. La delegación de la URSS se limitará a exponer su opinión mediante su voto.

/El PRESIDENTE

El PRESIDENTE somete a votación la propuesta encaminada a aprobar una asignación de 545.000 dólares para la sección 5 y una asignación de 5.000 dólares para la sección 25, y a que se efectúe la correspondiente reducción de las asignaciones ya aprobadas para la sección 33.

Por 34 votos contra 5 queda aprobada esta propuesta.

c) Informe de la Subcomisión 8 de la Quinta Comisión, relativo a los servicios de información pública (A/C.5/L.172).

El PRESIDENTE declara que al presentar el informe de la Subcomisión 8 relativo a los servicios de información pública, desea formular una breve declaración en su carácter de Presidente de este órgano.

La Quinta Comisión ha contraído una deuda de reconocimiento hacia los miembros de esta Subcomisión por el celo con que han desempeñado su ardua tarea. Pese a las divergencias de opinión, cada uno de ellos se esforzó por contribuir a la solución de los múltiples problemas a los que ha de hacer frente el Departamento de Información Pública y que derivan, sobre todo, de la necesidad de que tal Departamento se encuentra en todo momento dispuesto a adaptar sus métodos y sus medios de información a las diversas tareas que le incumben.

La Subcomisión escuchó a representantes de los diversos medios de información, así como al Secretario General y su representante, el Secretario General Adjunto. En el curso de sus debates, este funcionario tuvo oportunidad de exponer su punto de vista, según el cual existen dos métodos que han de permitir efectuar economías. El primero consiste en reducir el presupuesto; la Asamblea tiene siempre la oportunidad de hacerlo y, por otra parte, en el momento en que aprobó la creación de la Subcomisión, la Asamblea pidió a ésta que examinara los medios que permitieran reducir el presupuesto del mencionado Departamento durante el año de 1953. El segundo método consiste en buscar continuamente los medios que permitan lograr el mejor resultado con los créditos aprobados para el presupuesto de dicho Departamento, y el Presidente tiene la impresión de que éste es el método que ha adoptado el Departamento. Igualmente, los miembros de la Subcomisión se han inspirado en este método.

Para terminar, el Presidente señala los puntos esenciales del problema que surgieron durante el debate: a) la ejecución de un programa mundial de

información plantea problemas que aparentemente hacen imposible cualquier definición y cualquier posibilidad de solución; b) siempre será necesario tener en cuenta las reducciones presupuestarias en la determinación de la política que conviene seguir; c) el Departamento de Información Pública deberá esforzarse por lograr el máximo de resultados con las sumas invertidas. A este fin, debe tener en cuenta su propia experiencia y solicitar continuamente la opinión y los consejos de la Comisión Consultiva y de las delegaciones.

Después de haber expresado su reconocimiento a todos aquellos que participaron en los trabajos de la Subcomisión, el Presidente recomienda a los miembros de la Quinta Comisión que apruebe el informe que examina.

El Sr. CHAUVET (Haití) declara que la Subcomisión se encontró ante un dilema. Por una parte, pedía que se hicieran economías, y por otra, mejoras. El representante de Haití estima que las Naciones Unidas jamás podrán gastar demasiado para dar a conocer al mundo su misión y su obra. El orador recuerda que ante la Subcomisión hizo notar que el Plan Marshall, que tiende a la salvación del mundo libre, es ignorado por el 90% de la población del mundo, debido a que no se le da suficiente publicidad. Las explicaciones aducidas por el Secretario General Adjunto muestran la amplitud de la tarea del Departamento y que, pese a todas las dificultades, ha logrado alcanzar su fin.

No obstante, el Sr. Chauvet desea señalar un problema al que es indispensable dar una solución: se trata de la discriminación ejercida respecto al idioma francés. Efectivamente, el idioma inglés se utiliza en el curso de las sesiones en un 80% de los casos mientras que el francés solamente se utiliza en un 15%. Conviene señalar, en primer término, entre las mejoras que han de hacerse, la utilización de la lengua francesa en un plano de igualdad con el idioma inglés, según lo prescribe la Carta. El representante de Haití indica que algunas publicaciones están redactadas exclusivamente en inglés, en tanto que otras, en particular la edición francesa del Boletín publicado por el Departamento de Información Pública, es una mera traducción del Boletín inglés, lo que explica el poco interés que despierta entre el público de idioma francés. Asimismo, el orador señala que los programas de las sesiones celebradas en el Palais de Chaillot están redactados únicamente en inglés mientras que la más elemental

cortesía exigiría el empleo del francés, o, por lo menos, de ambos idiomas. Además, ninguno de los boletines de prensa está redactado por una persona de idioma francés.

Tal práctica acusa especial gravedad, pues pone en duda la base misma del carácter internacional de la Organización. El idioma francés ha sido y debe seguir siendo el nexo en las relaciones internacionales. La delegación de Haití vería con satisfacción que la Secretaría haga valer los legítimos deseos que ha expresado referentes al uso del idioma francés en las actividades del Departamento de Información Pública y estima que de ser necesarias asignaciones para tal fin, conviene votarlas. El Sr. Chauvet indica que no propondrá ninguna resolución a este respecto por estar persuadido de que se hará lo necesario y pide al Relator que, en su informe, aluda brevemente a esta cuestión.

El PRESIDENTE señala que en la página 7 del texto inglés del documento A/C.5/L.172, el último párrafo debe estar precedido del número 13 y que en la página 14 del texto francés los dos primeros párrafos deberían formar uno sólo.

El Sr. FOURIE (Unión Sudafricana) declara que comprende las dificultades con que ha tropezado la Subcomisión en el desempeño de su tarea y que aunque lamenta no haber recibido el texto de ese informe antes de esa mañana no piensa hacerlo reproches a nadie.

No obstante, el orador se pregunta cuántos representantes han tenido realmente la posibilidad de estudiar este documento que no sólo reviste interés para ellos, sino también para sus Gobiernos. Parece imposible resolver esta cuestión en el poco tiempo que queda; en consecuencia, el representante de la Unión Sudafricana propone que se aplaze su examen hasta el próximo período de sesiones de la Asamblea General. El Sr. Fourie estima también que quizás la Comisión Consultiva desee entretanto estudiar ese documento y emitir su opinión al respecto.

El Sr. FAHMY (Egipto) apoya la propuesta del representante de la Unión Sudafricana tendiente a aplazar el examen del informe de la Subcomisión 8 relativo a los servicios de información pública hasta el próximo período de sesiones de la Asamblea General.

/El Sr. de

El Sr. de MARCHENA (República Dominicana) declara que su delegación sigue atentamente la orientación adoptada por el Departamento de Información Pública desde hace muchos años, y ha comprobado que se cometen numerosas injusticias respecto al español, que es idioma de trabajo de la Asamblea. Resultaría fácil probar, con las estadísticas disponibles, la necesidad de efectuar una reorganización del Departamento de Información a este respecto. Sin embargo, el Sr. de Marchena desea rendir homenaje al Secretario General y sobre todo al Secretario General Adjunto, por los esfuerzos que hacen para remediar tal situación.

En su carácter de Presidente de la Misión Visitadora enviada al Africa Oriental en 1951, el representante de la República Dominicana tuvo oportunidad de darse cuenta de un sinnúmero de dificultades a que se debe la falta de información. A este respecto, el orador se asocia a la opinión expuesta por la Subcomisión. Además, estima que el Departamento debe formular por sí mismo un sistema de prioridades.

En lo concerniente al Boletín de las Naciones Unidas, el Sr. de Marchena estima que conviene modificar su preparación a fin de lograr una publicación autónoma en los tres idiomas. Igualmente, es conveniente reorganizar la propaganda cinematográfica y de darle una nueva orientación.

Si se somete a votación el informe de la Subcomisión, la delegación de la República Dominicana se encontraría dispuesta a votar a favor del informe, pero sin duda es preferible no adoptar por el momento ninguna decisión, como lo proponen los representantes de la Unión Sudafricana y del Egipto.

El Sr. de Marchena cita el último párrafo del informe (A/C.5/L.172, página 15) y declara que sería provechoso recabar informaciones suplementarias. En consecuencia, el representante de la República Dominicana propone que se aplaze el examen de esa cuestión hasta el próximo período de sesiones de la Asamblea General.

Sir William MATTHEWS (Reino Unido) declara que recibió el informe de la Subcomisión en las últimas horas de la mañana. En vista del costo elevadísimo de los gastos inherentes al Departamento de Información Pública, revisten apreciable importancia las conclusiones formuladas en dicho informe. Parece que

la Subcomisión ha realizado un trabajo considerable, pero sin haber cumplido plenamente sus atribuciones, en virtud de las cuales, se la invitaba a buscar la posibilidad de efectuar nuevas economías en el campo de la información. En tales condiciones, el representante del Reino Unido apoya la propuesta del representante de la Unión Sudafricana encaminada a aplazar el examen del mencionado informe hasta el próximo período ordinario de sesiones de la Asamblea General. El orador estima igualmente que el informe podría ser remitido a la Comisión Consultiva para que ésta pueda presentar sus observaciones a la Asamblea General.

El Sr. BOKHARI (Pakistán) recuerda que durante el examen del proyecto de presupuesto presentado por el Secretario General, la Quinta Comisión juzgó necesario crear un órgano reducido encargado de revisar las actividades del Departamento de Información Pública. La Subcomisión constituida a este fin, quedó invitada, en particular, a proceder a un nuevo examen de los principios adoptados por la Asamblea General el 13 de febrero de 1946 (resolución 13 (I)), a formular propuestas con miras a efectuar economías y a informar a la Quinta Comisión durante el actual período de sesiones, a fin de que la Comisión misma pudiera formular los principios que servirían de guía al Secretario General para elaborar el proyecto de presupuesto para el ejercicio económico de 1953.

Los miembros de la Subcomisión han realizado una labor considerable para cumplir las instrucciones que les diera la Quinta Comisión. Parece ahora que ciertos miembros de esta última se encuentran dispuestos a aceptar que se aplaze el examen del informe de la Subcomisión hasta el próximo período de sesiones de la Asamblea General. Por su parte, el representante del Pakistán estima que la Subcomisión no ha fracasado en su tarea.

El representante del Reino Unido estima que la Subcomisión, al elaborar las recomendaciones que figuran en este informe, no se inspira bastante en los principios de la economía. El Sr. Bokhari se opone a esta declaración y da lectura a ciertos pasajes del informe de la Comisión que, a su juicio, muestran que es infundada la opinión del representante del Reino Unido, y formula breves observaciones sobre ellos. Estos pasajes son los siguientes: la última frase del párrafo 3, que indica el espíritu que animó a la Subcomisión en su trabajo,

/especialmente

especialmente, las palabras "después de una discusión muy detallada y completa de los problemas planteados"; la segunda y tercera frase del párrafo 7, en donde se consignan las declaraciones formuladas a la Subcomisión por personas competentes ajenas a las Naciones Unidas, así como la última de este párrafo, que muestran que la Subcomisión no ignora las preocupaciones de carácter presupuestario que hicieron a la Quinta Comisión decidir su creación; las cuatro primeras oraciones del párrafo 10, las dos primeras oraciones del párrafo 13, el párrafo 15 (primera oración del inciso iii), segunda y tercera oraciones del inciso iv) y segunda oración del inciso v), así como la segunda oración del párrafo 16.

Así pues, es evidente que la Subcomisión ha formulado recomendaciones concretas con miras a efectuar economías. Además, nada impide a los miembros de la Quinta Comisión plantear nuevamente el problema en el próximo período ordinario de sesiones de la Asamblea General, ni a la Comisión Consultiva, entre tanto, formular observaciones al respecto. El representante del Pakistán estima que sería verdaderamente lamentable aplazar durante un año, sin razón perentoria, la aplicación de recomendaciones que son fruto de un trabajo profundo y sincero. Por tal razón, se opondrá enérgicamente a la propuesta encaminada a aplazar el examen del informe de la Subcomisión.

El representante del Pakistán no ignora las dificultades en que se encuentran las delegaciones que sólo recibieron este informe hace poco tiempo, mas indica que la cuestión de la política que ha de seguir el Departamento de Información Pública ya ha sido objeto de debates minuciosos que, en consecuencia, no se trata de una cuestión nueva por lo que es imposible hacer valer que se desconoce este asunto. En tales condiciones, el representante del Pakistán propone que la Comisión apruebe el informe de la Subcomisión.

El Sr. ALBORNOS (Ecuador) recuerda que su delegación se opuso a la propuesta encaminada a crear una Subcomisión encargada de estudiar, durante el presente período de sesiones, los principios que rigen los trabajos del Departamento de Información Pública. No obstante, como la Quinta Comisión decidió crear esta

/Subcomisión

Subcomisión a la que pidió que terminara su labor antes de que finalice el actual período de sesiones, el representante del Ecuador estima que la Comisión debe examinar ahora el informe de su Subcomisión.

Después de un breve debate sobre procedimiento, el Sr. BOKHARI (Pakistán) propone que se levante la sesión

Queda aprobada la moción del representante del Pakistán.

Se levanta la sesión a las 18.00 horas.

UNITED NATIONS

GENERAL
ASSEMBLY



PROVISIONAL

A/C.5/SR.341
2 February 1952

ORIGINAL: ENGLISH

Sixth Session

FIFTH COMMITTEE

PROVISIONAL SUMMARY RECORD OF THE THREE HUNDRED AND FORTY-FIRST MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Saturday, 2 February 1952, at 12 p.m.

CONTENTS:

Budget estimates for the financial year 1952:

(a) United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation
of Korea (A/C.5/491/Rev.1)

(b) Approval of Rapporteur's draft supplementary reports
(A/C.5/L.154/Add.1, Conference Room Paper No. 11, A/C.5/L.154/Add.2)

Questions concerning the liquidation of the International Institute of
Intellectual Co-operation (A/2109)

Economic and Social Council: financial implications of its actions
(A/1884)

Statement by the Chairman of the Committee on Contributions

Closure of the Session.

Chairman: Mr. STONE Canada

Rapporteur: Mr. ASHA Syria

Chairman of the Advisory Committee
on Administrative and Budgetary Questions:

Mr. AGHINIDES

Any corrections to this record should be submitted in triplicate in one of the three working languages (English, French or Spanish), within three working days, to Mr. H. Roigt, Director, Language Services Division, Room P-352, Palais de Chaillot. Corrections should bear the appropriate symbol number and be enclosed in an envelope marked "URGENT". Corrections can be dealt with more speedily if delegations will be good enough to incorporate them in mimeographed copies of the record.

AS THIS RECORD WAS DISTRIBUTED AT 9.30 a.m. ON 4 FEBRUARY
THE TIME-LIMIT FOR CORRECTIONS WILL BE 9.30 a.m. ON 7 FEBRUARY

P52-80564

BUDGET ESTIMATES FOR THE FINANCIAL YEAR 1952:

(a) UNITED NATIONS COMMISSION FOR THE UNIFICATION AND REHABILITATION OF KOREA
(A/C.5/491/Rev.1)

The CHAIRMAN invited the Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions to state his Committee's views on the Secretary-General's proposals in document A/C.5/491/Rev.1.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) said that the Advisory Committee had considered the estimate submitted by the Secretary-General in document A/C.5/491/Rev.1 for the continuation during 1952 of the United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea.

While the Secretary-General had estimated requirements for the full year 1952 at \$389,300, he had proposed in paragraph 9 of his report that the provision to be approved by the General Assembly should be limited to a token sum of \$150,000 "in view of the uncertainty which prevails at the moment in Korea, and in view of the possibility of the General Assembly's reconsidering this whole question should an armistice be concluded early in 1952". The Secretary-General had further proposed that, if a final decision was not taken within the next few months, additional expenditure should be met on a month to month basis by advances from the Working Capital Fund under the provision relating to the maintenance of peace and security.

On that basis, the Advisory Committee concurred in the Secretary-General's proposal and recommended for approval the token provision of \$150,000 for the United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea, under section 5, chapter VIII of the 1952 budget, with a corresponding reduction in the appropriation provisionally approved under section 33 (Investigations, Inquiries and other activities).

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) said that his delegation had stated its views both at the current and at the previous session of the General Assembly on the establishment of the United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea. It considered that the

/Commission

Commission was an agency of the United States of America and that its activities were wholly directed towards the fulfilment of the plans of ruling circles in the United States. It had already proved that, instead of accurate and truthful information, the Commission presented information designed to justify United States aggression in Korea. It could not therefore concur in any further appropriations for the Commission and would vote against the Advisory Committee's recommendation.

Mr. CHYLE (Czechoslovakia) said that, in line with the attitude towards the Commission indicated by his delegation in the First Committee, he would vote against the Advisory Committee's recommendation.

The CHAIRMAN put to the vote the Advisory Committee's recommendation that a token provision of \$150,000 be approved for the United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea under section 5, chapter VIII of the 1952 budget, with a corresponding reduction in the appropriation provisionally approved under section 33 (Investigations, Inquiries and other activities).

The Advisory Committee's recommendation was adopted by 30 votes to 5, with no abstentions.

(b) APPROVAL OF RAPPORTEUR'S DRAFT SUPPLEMENTARY REPORT (A/C.5/L.154/Add.1, Conference Room Paper No.11, A/C.5/L.154/Add.2)

Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, called attention to a number of typing errors in document A/C.5/L.154/Add.1. In line 8 of paragraph 11 the words "November 1951" should be substituted for "May 1950"; in line 9 of paragraph 36 the date "1951" should be substituted for "1952"; in the second line of paragraph 48 the word "enforcement" should be deleted. The following words should also be inserted in the first line of the second sub-paragraph of paragraph 20, after the words "The representative of Canada suggested": "as an alternative to automatic adjustments, the Committee would accept the Advisory Committee's recommendation that ..."

/Mr. CHECHETKIN

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) did not feel that paragraph 59 of Conference Room Paper No. 11 and in particular the statement that the Committee had approved the Brazilian representative's proposal without objection correctly reflected the discussion which had taken place at the previous meeting. His delegation and others had questioned the Fifth Committee's competence to consider the joint draft resolution of Burma, Cuba, Ecuador and Norway. It thought it improper that the Fifth Committee should make any recommendation to the General Assembly on a matter on which its competence was in doubt and therefore requested that paragraph 59 should be amended or should at least be put to the vote.

The CHAIRMAN suggested that in the circumstances the words "without objection" might be deleted.

In response to a request by Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) that a specific reference to his attitude should be introduced in the Rapporteur's report, Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, proposed that a sentence should be inserted at the beginning of paragraph 59 to indicate the views of the USSR and other delegations.

Mr. ABBASI (Pakistan) shared the USSR representative's view on the propriety of making a recommendation on a matter on which the Committee's competence was in doubt.

The CHAIRMAN put to the vote the proposal that the statement contained in paragraph 59 should be included in the Rapporteur's report.

The proposal was adopted by 27 votes to 6, with 3 abstentions.

Mr. MENDEZ (Philippines) said that he had voted for the proposal on the understanding that it did not involve any decision on the Committee's legal competence in the matter but was rather an expression of the interest many delegations felt in the joint draft resolution of Burma, Cuba, Ecuador and Norway.

/Mr. BOZOVIC

Mr. BOZOVIC (Yugoslavia) said that, as he had indicated at the previous meeting, he had no objection to the joint draft resolution in substance. He was, however, opposed to the proposal to place it on the agenda of the seventh session and had accordingly abstained from voting.

Mr. HSIA (China) said he had abstained from voting, not because he was opposed to the joint draft resolution in itself, but because he had misgivings about the procedure proposed. In his opinion, the proposal should be referred to the General Committee.

Mr. CHYLE (Czechoslovakia) said that he had voted against the proposal because he considered that the question was not primarily a budgetary, but a general question, and he therefore doubted the competence of the Fifth Committee to consider it.

Mr. BRENNAN (Australia) suggested that the second paragraph of the section of the report dealing with point to point facilities should be transposed to follow the first sentence of the first paragraph. In that position it would make it clear that, while the Secretary-General had given an assurance that facilities established for mission purposes would be extended only when a demonstrable saving would result, the Advisory Committee had nevertheless considered that such facilities should not normally be set up in competition with commercial telecommunication networks.

Mr. AGHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) and Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, saw no objection to that proposal.

Mr. MACHADO (Brazil) opposed the Australian representative's proposal, which implied that the Advisory Committee had not endorsed the Secretary-General's policy. It was not his impression that that had been the case.

The CHAIRMAN suggested that the decision should be left to the Rapporteur.

/Mr. ALBORNOZ

Mr. ALBORNOS (Ecuador) thought that the section on the cost of living allowance might give a more complete picture of the Committee's discussions, if some reference was included to the views of those delegations which had supported the Secretary-General's proposal.

In reply to a question from Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics), the CHAIRMAN said that the Committee had taken a vote on all the draft resolutions annexed to the Rapporteur's report. It was not the usual practice to put them to the vote again as annexes to the Rapporteur's report.

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) said that his delegation could not approve the Rapporteur's report, because it contained draft resolutions, against which his delegation had voted.

The CHAIRMAN said that the position of the USSR delegation would be noted in the report. Subject to that delegation's reservation, he assumed that the report was approved.

Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, said that it would be necessary to insert in paragraph 42 of the draft report a reference to the Committee's decision on the United Nations Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea. He proposed that the following two additional sub-paragraphs be inserted on that item:

"At its 340th meeting the Committee by 30 votes to 5 approved the recommendations of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions for an appropriation of \$150,000 to permit continuation of activities of the Commission for the Unification and Rehabilitation of Korea at its existing level during the early part of 1952.

The Committee also concurred in the recommendation of the Advisory Committee that pending a final decision on this matter to be taken by the General Assembly, the Secretary-General should be authorized to finance the activities of the Commission on a month to month basis at the same level by advances from the Working Capital Fund as a commitment relating to peace and security, when the credit of \$150,000 had been exceeded."

/In reply

In reply to a question from Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics), Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, pointed out that the opposition of the USSR delegation to any appropriation for the Commission was recorded in a sentence, which would immediately follow the two additional sub-paragraphs to be inserted in paragraph 42.

The CHAIRMAN said that, in the absence of any objection, he assumed that the text proposed by the Rapporteur was approved.

The CHAIRMAN asked the Rapporteur to present his report orally on the action taken by the Fifth Committee on the report of Sub-Committee 8 as there had not been time to circulate it.

Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, read out his report (A/C.5/L.154/Add.2), and suggested the deletion of the word "expert" in the last line of paragraph 4.

Mr. MACHADO (Brazil) pointed out that the report which had just been read out stated the minority opinion first, and, although he did not wish to suggest any amendment, he thought that in future reports reference should first be made to the majority opinion.

Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, replied that it had not been his intention that the minority view should be stated first, and drew the Brazilian representative's attention to the fact that the Syrian proposal (A/C.5/L.117/Rev.1) had been adopted by 17 votes to 17.

Mr. CHECHETKIN (Union of Soviet Socialist Republics) pointed out that the views of the USSR delegation, which had voted against the joint draft resolution (A/C.5/L.174), had not been mentioned in the report. He suggested that the report should be circulated in writing and that any comments which representatives might wish to make should be included.

The CHAIRMAN pointed out that the views of all representatives were given in the summary records.

/Mr. ALBORNOZ

Mr. AIBORNOZ (Ecuador) supported the Brazilian representative's statement and thought that a more balanced report would be achieved by adding one or two paragraphs explaining the various points of view without, however, mentioning any specific delegation.

He also suggested that the names of the countries which were members of Sub-Committee 8 should be mentioned in the Fifth Committee's report.

He opposed the deletion of the word "expert" as many highly qualified persons had appeared before Sub-Committee 8.

Miss WITTEVEEN (Netherlands) felt that the report should reflect all the points of view expressed and not only the majority point of view.

Mr. ABBASI (Pakistan) suggested that the report should be circulated as soon as possible in order that members' comments might be submitted before the final report was prepared.

The CHAIRMAN said that the final text of the report would be circulated on the morning of 4 February 1952.

Mr. MACHADO (Brazil) felt that the report should stress the fact that the Fifth Committee had approved a series of new basic principles for the public information activities of the United Nations to replace those adopted in 1946.

Mr. ASHA (Syria), Rapporteur, said he could not accept the Ecuadoran representative's suggestion that the word "expert" should be retained and therefore requested a vote.

Mr. MENDEZ (Philippines), supporting the Ecuadoran representative's remarks on the special qualifications of the persons who had appeared before Sub-Committee 8 suggested that the word "expert" should be replaced by the word "professional".

Mr. BRENNAN (Australia) suggested the words "including expert testimony" to replace the phrase "and the hearing of expert testimony".

/The CHAIRMAN

The CHAIRMAN said that the report would be redrafted in the light of the present discussion. He presumed that the revised report would be taken as read and adopted.

It was so agreed.

QUESTIONS CONCERNING THE LIQUIDATION OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION (A/2109)

The CHAIRMAN drew attention to the draft report of the Fifth Committee on questions concerning the liquidation of the International Institute of Intellectual Co-operation (A/2109).

Miss WITTEVEEN (Netherlands) suggested that the words "having been accepted as valid" in the third line of paragraph 5 of the report be replaced by "resulting from a judgment".

The CHAIRMAN said that the report would be duly amended.

The report, as amended, was adopted.

ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL: FINANCIAL IMPLICATIONS OF ITS ACTIONS (A/1884)

The CHAIRMAN read out the third paragraph on page 3 of the Report of the Economic and Social Council covering the period from 16 August 1950 to 21 September 1951 (A/1884) and said that the Fifth Committee was requested to take note, in the light of the budgetary decisions reached during the General Assembly's sixth session, of Chapter X of the Economic and Social Council's report relating to the financial implications of action taken by the Council.

Mr. MACHADO (Brazil) said that, although he did not wish to challenge the procedure followed by the Fifth Committee, he could not support the policy adopted by the Economic and Social Council as regards the budgetary implications of its actions.

Mr. BRENNAN (Australia) pointed out that the question under discussion was not on the Committee's agenda and asked that in future the chapters of the Economic and Social Council's report referring to the financial implications

/of its

of its sections should be included in the Fifth Committee's agenda.

The Fifth Committee took note of Chapter X of the report of the Economic and Social Council covering the period from 16 August 1950 to 21 September 1951 (A/1884).

STATEMENT BY THE CHAIRMAN OF THE COMMITTEE ON CONTRIBUTIONS

Miss WITTEVEEN (Netherlands), Chairman of the Committee on Contributions, said that since its inception the Committee had followed the practice of accepting substitute members. Any case of a substitute acting for a member appointed by the General Assembly was always mentioned in the Committee's report and no criticism of that procedure had so far been voiced on the General Assembly.

Any member who had been unable to attend a meeting of the Committee on Contributions had designated an expert to act for him, and such designation was subsequently considered and approved by the Committee without prejudice to future decisions which the Committee might wish to take.

The Committee had repeatedly emphasized, when it had discussed the question, that it was essential that members should attend the Committee's meetings except when prevented by circumstances beyond their control. It had, however, been found of value to the Committee's work, and therefore to that of the General Assembly, to accept the substitutes proposed as the Committee benefited from their special knowledge of certain regions.

Mr. MACHADO (Brazil) did not agree that any duly elected member of a General Assembly Committee could be represented by a substitute at meetings of the Committee to which he had been elected.

CLOSURE OF THE SESSION

Miss WITTEVEEN (Netherlands) supported by Mr. ADARKAR (India), Miss STRAUSS (United States of America), Mr. GANEM (France), Mr. BOZOVIC (Yugoslavia), Sir William MATTHEWS (United Kingdom), Mr. ABBASI (Pakistan), Mr. ONDARZA (Bolivia) and Mr. MENDEZ (Philippines) paid a tribute to the Chairman's patience, tact and impartiality, and to the work done by the Vice-Chairman, the Rapporteur, the Chairman of the Advisory Committee on Administrative /and Budgetary

and Budgetary Questions, and the members of the Secretariat.

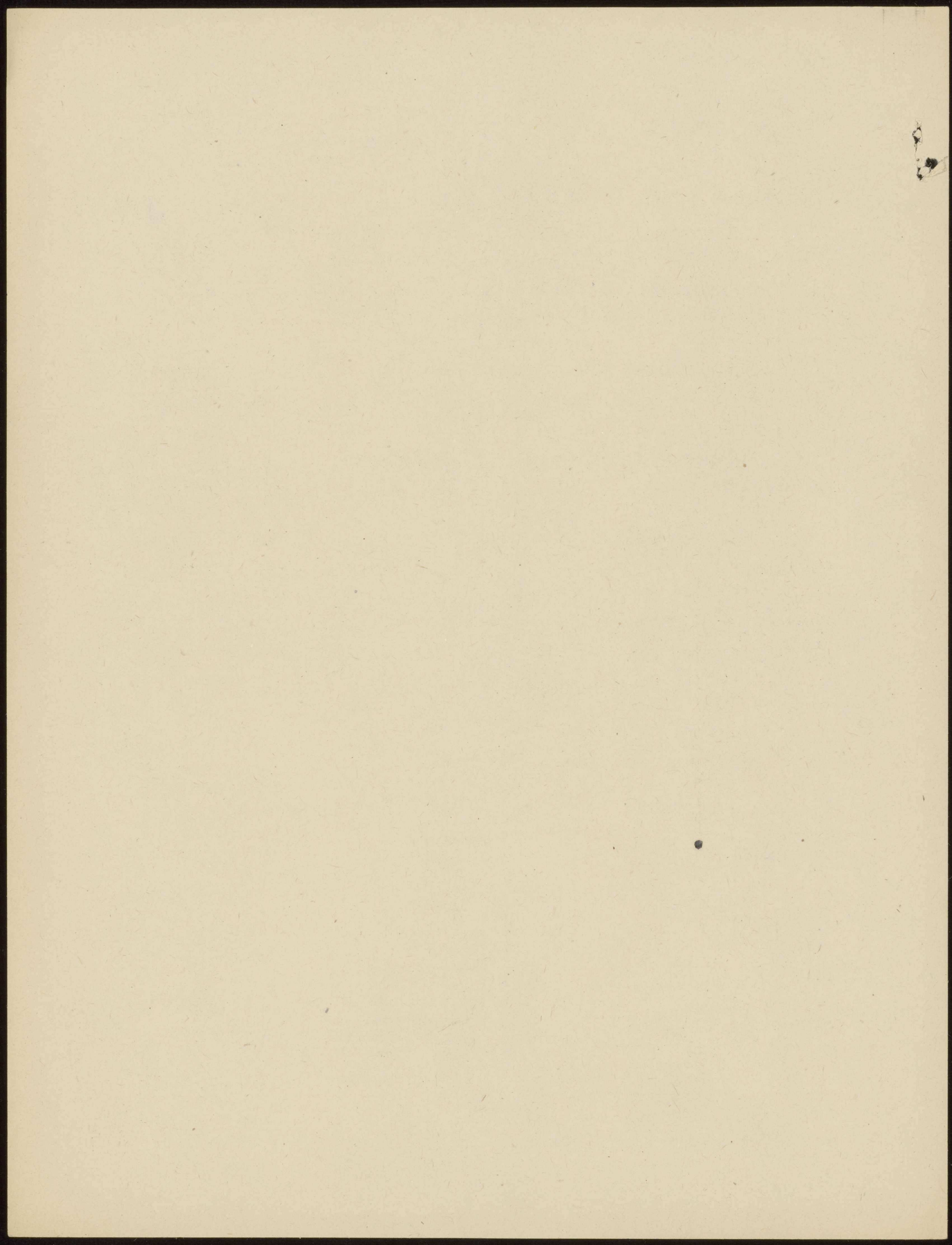
Mr. ACHNIDES (Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions) thanked members for their recognition of the Advisory Committee's and his own efforts.

Mr. ASHA (Syria) Rapporteur, said he was grateful for the tributes paid to him and expressed his appreciation of the assistance which he had received from members of the Secretariat.

Speaking as representative of Syria, he thanked the French Government for its hospitality.

The CHAIRMAN, after thanking representatives for the tributes they had paid to him, expressed his gratitude to the members of the Committee, the Vice Chairman, the Rapporteur, the Chairman of the Advisory Committee on Administrative and Budgetary Questions and the members of the Secretariat who had all assisted him in his work.

The meeting rose at 1.45 p.m.



JOURNAL

des

NATIONS



UNIES

PARIS

N° 290

Lundi 4 février 1952

Programme des séances

Palais de Chaillot

LUNDI 4 FEVRIER 1952

10 h. 30

Assemblée générale (6^e session) :

| | |
|--|------------------------------|
| Séance plénière | Salle de l'Assemblée |
| Commission du désarmement | Salle IV |
| Comités nationaux de l'assistance technique des pays européens | Salle III (séance privée) |

15 heures

Assemblée générale (6^e session) :

| | |
|--|------------------------------|
| Séance plénière | Salle de l'Assemblée |
| Comités nationaux de l'assistance technique des pays européens | Salle III (séance privée) |

Pour tous renseignements touchant le lieu et l'heure des réunions, prière de téléphoner à la Section des conférences (Service du programme des séances, Palais de Chaillot, postes 310 et 311).

Les bureaux de la Section des conférences sont ouverts jusqu'à l'heure de clôture de la dernière séance. Ensuite, les renseignements concernant le programme des séances peuvent être demandés au Service de sécurité (poste 430).

Ordre du jour

Le numéro d'ordre des questions à l'ordre du jour des divers organes est indiqué entre crochets ; pour les commissions, comités, etc., de session, ce numéro renvoie à l'ordre du jour de l'organe principal.

LUNDI 4 FEVRIER 1952

Assemblée générale

373^e et 374^e
séances plénières

1. Rapport du Conseil économique et social (chapitres I, VII, VIII et IX) [11] : rapport de la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions (A/2113)

2. Coordination de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées [28]. Rapport du Conseil économique et social (chapitre VIII, section I) [11] : rapport de la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions et de la Cinquième Commission siégeant en commun (A/2107)
3. Questions relatives à la liquidation de l'Institut international de coopération intellectuelle [61] : rapport de la Cinquième Commission (A/2109)
4. Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1952 [41] : rapports supplémentaires de la Cinquième Commission (A/2022/Add.1 et 2)
5. Projet de Protocole relatif au statut des apatrides [58] : rapport de la Troisième Commission (A/2110)
6. Rapport du Conseil économique et social (chapitre V) [11] : rapport de la Troisième Commission (A/2111)
7. Projet de Pacte international relatif aux droits de l'homme et mesures de mise en œuvre [29] : rapport de la Troisième Commission (A/2112)
8. Question de l'indépendance de la Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée [17]. Corée. Assistance et relèvement : rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée [27] : rapport de la Première Commission et de la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions, siégeant en commun (A/2114)
9. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
10. Clôture de la session.

Commission du Désarmement

1^{re} séance

1. Allocution du Secrétaire général
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Désignation du Président
4. Règlement intérieur de la Commission du désarmement.

(Ordre du jour provisoire)

Aperçu des séances

SAMEDI 2 FEVRIER 1952

Assemblée générale

371^e

séance plénière

10 h. 30

Application de l'article 67 du règlement intérieur

Décision

Par application de l'article 67 de son règlement intérieur, l'Assemblée décide qu'il n'est pas nécessaire de discuter les

rapports des grandes commissions relatifs aux points 1, 2, 4 et 5 de l'ordre du jour de la séance.

Rapport du Conseil économique et social, chapitre IV

Le rapporteur présente le rapport de la Troisième Commission relatif à cette question (A/2009/Rev.1). L'Assemblée est également saisie d'un amendement de l'URSS (A/2028) au projet de résolution I de la Troisième Commission.

Les représentants des Etats-Unis, de la Pologne et de la France donnent des explications de vote.

Décisions

L'Assemblée générale vote sur les textes dont elle est saisie ; les résultats s'établissent comme suit :

| | Pour | Contre | Abstentions |
|---|------|--------|-------------|
| 1. <i>Amendement de l'URSS (A/2028) à la résolution I proposée par la Troisième Commission (A/2009/Rev.1)</i> | | | |
| Points 1 et 2 | 11 | 26 | 13 |
| Point 3 | 8 | 32 | 6 |
| 2. <i>Résolutions proposées par la Troisième Commission (A/2009/Rev.1)</i> | | | |
| Résolution I | 44 | 0 | 6 |
| Résolution II | 51 | 0 | 1 |
| Résolution III | 45 | 0 | 6 |

Réfugiés et apatrides. Problèmes d'assistance aux réfugiés

Le rapporteur présente le rapport de la Troisième Commission relatif à cette question (A/2084 et Corr.1). L'Assemblée est également saisie d'un projet de résolution présenté par la RSS de Biélorussie (A/2101).

Les représentants de la RSS d'Ukraine, du Mexique, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la France et du Royaume-Uni donnent des explications de vote.

Décisions

L'Assemblée générale procède au vote ; les résultats s'établissent comme suit :

| | Pour | Contre | Abstentions |
|--|------|--------|-------------|
| 1. <i>Résolutions proposées par la Troisième Commission (A/2084 et Corr.1)</i> | | | |
| Résolution A | 28 | 5 | 21 |
| Résolution B | 38 | 5 | 8 |
| 2. <i>Projet de résolution de la RSS de Biélorussie (A/2101)</i> | 5 | 34 | 15 |

Le représentant de l'URSS explique son vote.

Menaces à l'indépendance politique et à l'intégrité territoriale de la Grèce : rapatriement des enfants grecs

Le rapporteur présente le rapport de la Commission politique spéciale sur cette question (A/2104).

Le président fait savoir à l'Assemblée que, selon la Cinquième Commission, l'adoption du projet de résolution de la Commission politique spéciale (A/2104) nécessitera l'ouver-

ture en 1952 d'un crédit de 30.000 dollars environ, et que la Cinquième Commission a prévu l'ouverture de ce crédit dans le budget de 1952.

Les représentants du Salvador, de la France, de la Belgique, de la Grèce et de l'URSS donnent des explications de vote.

Décision

L'Assemblée générale adopte, par 51 voix contre zéro et 5 abstentions, la résolution proposée par la Commission politique spéciale (A/2104).

Assemblée générale

372^e
séance plénière

15 heures

Siège de l'Organisation des Nations Unies

L'Assemblée est saisie du rapport de la Cinquième Commission relatif à cette question (A/2106).

Décision

Par 40 voix contre cinq, l'Assemblée adopte la résolution proposée par la Cinquième Commission (A/2106).

Statut permanent du personnel des Nations Unies

L'Assemblée est saisie du rapport de la Cinquième Commission relatif à cette question (A/2108).

Décision

Par 40 voix contre zéro et 3 abstentions, l'Assemblée adopte la résolution proposée par la Cinquième Commission (A/2108).

Assemblée générale :

{ Première Commission 507^e séance
Commission mixte des Deuxième et
Troisième Commissions 67^e séance

10 h. 30

Question de l'indépendance de la Corée : rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée

Corée. Assistance et relèvement : rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée

Le représentant de l'URSS propose que la réunion se déclare incompétente pour étudier quelque aspect que ce soit de la question de Corée, étant donné qu'elle n'a pas été convoquée conformément aux dispositions du règlement intérieur.

Le président propose de limiter à cinq minutes les interventions sur cette question de procédure.

Décision

La réunion approuve, par 37 voix contre 9 et 11 abstentions, la proposition du président.

Les représentants de l'URSS, de la Chine, de la Tchécoslovaquie, des Etats-Unis, de la RSS d'Ukraine, de la Belgique, du Liban, de la RSS de Biélorussie, de la Pologne, du Pérou et du Canada prennent la parole. Le président donne ensuite la liste des orateurs encore inscrits et en prononce la clôture.

Le représentant de la Belgique demande alors la clôture du débat.

Décision

La motion de la Belgique est approuvée par 31 voix contre 15 et 11 abstentions.

Un certain nombre de représentants, dont les représentants du Chili, de l'Australie, de la Turquie et de l'URSS prennent la parole sur une motion d'ordre. Le représentant de l'URSS propose, au cours de son intervention, que le Bureau de l'Assemblée se réunisse immédiatement pour se prononcer sur la question de procédure qui a été soulevée.

Le représentant du Canada demande au Secrétariat des explications touchant la réunion similaire, en séance commune, le 5 novembre 1947, de la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions et de la Cinquième Commission. Le président donne la parole au Conseiller juridique du Secrétaire général qui fait deux exposés à cet égard.

Décision

La réunion repousse, par 40 voix contre 5 et 12 abstentions, la motion de l'URSS.

La réunion passe alors à l'étude des questions dont elle est saisie.

Les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France participent à la discussion générale et présentent leur projet de résolution commun (A/C.1/713 - A/C.2 et 3/104), conformément auquel l'Assemblée générale, désireuse de faciliter dans toute la mesure du possible les négociations de Panmunjon et la conclusion d'un armistice en Corée et soucieuse d'éviter l'examen prématuré des points 17 et 27 de l'ordre du jour de la présente session, déciderait que a) dès que le Commandement unifié aura notifié au Conseil de sécurité la conclusion d'un armistice en Corée, le Secrétaire général convoquera une session extraordinaire de l'Assemblée générale au Siège permanent de l'Organisation des Nations Unies pour examiner les points mentionnés ci-dessus; b) si, indépendamment de la question de l'armistice, l'évolution de la situation en Corée justifie l'examen des points mentionnés ci-dessus, le Secrétaire général, agissant en vertu de l'Article 20 de la Charte et conformément au règlement intérieur de l'Assemblée générale, convoquera une session extraordinaire ou une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale au Siège permanent de l'Organisation. Le projet de résolution prévoit en outre que l'Assemblée générale prierait le Comité de négociation des fonds extra-budgétaires créé en vertu de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 7 décembre 1951 à sa 352^e séance (A/L.4) d'entamer des négociations concernant les contributions volontaires au programme d'assistance et de relèvement en Corée entrepris par l'Agence des Nations Unies pour le relèvement de la Corée.

Assemblée générale :

| | |
|--|-------------------------|
| { Première Commission | 508 ^e séance |
| { Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions | 68 ^e séance |
| | 15 heures |

Question de l'indépendance de la Corée: rapport de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée

Corée. Assistance et relèvement: rapport de l'Agent général des Nations Unies pour le relèvement de la Corée

La discussion générale se termine par des déclarations des représentants des pays suivants: Australie, URSS, Pérou,

Pologne, Equateur, Tchécoslovaquie, Canada, RSS de Biélorussie, Chili, Etats-Unis, RSS d'Ukraine et Royaume-Uni. Le représentant de l'URSS propose au nom de sa délégation que la Première Commission et l'Assemblée générale poursuivent leurs travaux et que la Première Commission entame sans tarder l'étude du point 17 de l'ordre du jour de l'Assemblée, intitulé *Question de l'indépendance de la Corée*.

Le président accorde au représentant de l'URSS le droit de réponse en application de l'article 114 du règlement intérieur.

Avant le scrutin, le représentant de l'URSS demande que la proposition de sa délégation soit mise aux voix en premier lieu, le représentant des Etats-Unis demande le vote par appel nominal sur l'ensemble du projet de résolution commun (A/C.1/713 - A/C.2 et 3/104) et le représentant du Yémen demande que les différentes parties du projet de résolution commun soient mises aux voix séparément.

Décisions

1. La motion de l'URSS de procéder en premier lieu au vote sur la proposition de sa délégation est repoussée par 44 voix contre 5 et 9 abstentions.
2. Les résultats du vote sur le projet de résolution commun des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni (A/C.1/713 - A/C.2 et 3/104) s'établissent comme suit :

| | Pour | Contre | Abstentions |
|--|------|--------|-------------|
| | — | — | — |
| Préambule | 51 | 5 | 2 |
| Partie I du dispositif | 51 | 5 | 2 |
| Partie II du dispositif | 52 | 0 | 6 |
| Ensemble du projet de résolution (appel nominal) | 51 | 5 | 2 |

3. La proposition de la délégation de l'URSS est repoussée par 52 voix contre 5 et une abstention.

Le représentant d'Israël explique son vote.

Par ces décisions, la Première Commission et la Commission mixte des Deuxième et Troisième Commissions épuisent leur ordre du jour respectif.

Assemblée générale :

Troisième Commission

417^e séance

15 heures

Rapport du Conseil économique et social, chapitre V

La commission termine l'étude de cette question. Elle entend les représentants des pays suivants : RSS d'Ukraine, Etats-Unis, URSS, Syrie, Mexique, Afghanistan, Pérou, Equateur et Philippines.

Les représentants de l'Egypte, des Etats-Unis, de l'Inde, du Mexique, des Philippines, de la République Dominicaine et du Venezuela soumettent à la commission un projet de résolution de procédure (A/C.3/L.245/Rev.1) conformément auquel l'Assemblée générale, reconnaissant qu'il lui est impossible d'examiner comme il se doit, à sa sixième session, le contenu des documents A/C.3/L.242/Rev.1 et A/C.3/L.243, déciderait de renvoyer à sa septième session l'examen des questions soulevées dans ces documents touchant la liberté de l'information.

Décisions

La commission procède au vote et les résultats s'établissent comme suit :

| | Pour | Contre | Abstentions |
|--|------|--------|-------------|
| 1. <i>Projet de résolution de procédure présenté par l'Égypte, les États-Unis, l'Inde, le Mexique, les Philippines, la République Dominicaine et le Venezuela (A/C.3/L.245/Rev.1)</i> | — | — | — |
| a) Inclusion, dans la liste, du document A/C.3/L.239 (appel nominal) | 29 | 12 | 9 |
| b) Inclusion, dans la liste, du document A/C.3/L.244 (appel nominal) | 35 | 1 | 15 |
| c) Inclusion, dans la liste, du document A/C.3/L.242/Rev.1 (appel nominal) | 38 | 0 | 12 |
| d) Inclusion, dans la liste, du document A/C.3/L.243 (appel nominal) | 36 | 0 | 14 |
| e) Ensemble du projet de résolution, modifié | 37 | 1 | 13 |
| 2. <i>Projet de résolution du Chili, de l'Égypte, de la France, de l'Inde, du Liban, du Mexique, des Philippines et de la Yougoslavie (A/C.3/L.227/Rev.1), modifié par les auteurs qui ont supprimé, dans le dispositif, les mots « et de cette situation » et ajouté, dans le même paragraphe, après « ordre du jour », le mot « provisoire »</i> | | | |
| a) Les mots « et particulièrement à l'étude du projet de Convention sur la liberté de l'information » | 29 | 6 | 10 |
| b) Les mots « Décide d'inscrire l'examen de l'ensemble de ces problèmes à l'ordre du jour provisoire de sa septième session ordinaire » | 45 | 0 | 5 |
| c) Les mots « en vue d'une discussion en priorité » | 26 | 11 | 12 |
| d) Ensemble du projet de résolution, modifié | 38 | 5 | 5 |

La commission est saisie, par l'Égypte, d'un projet de résolution (A/C.3/L.240) qui a trait aux communications relatives aux droits de l'homme.

Décisions

La commission adopte

1. Par 18 voix contre 12 et 13 abstentions, les mots « et à demander à la commission de formuler ses recommandations à leur propos »
2. Par 20 voix contre 6 et 17 abstentions, l'ensemble du projet de résolution de l'Égypte.

Projet de Protocole relatif au statut des apatrides

Le représentant du Royaume-Uni présente un projet de résolution du Brésil, des États-Unis, du Pakistan et du Royaume-Uni (A/C.3/L.241), conformément auquel l'Assemblée générale, considérant que le déroulement des débats de sa sixième session ne lui donne pas le temps de consacrer

toute l'attention voulue à l'examen de cette question, déciderait d'en ajourner l'examen jusqu'à sa septième session.

Le représentant d'Israël fait une déclaration.

Décision

La commission adopte, par 39 voix contre zéro et 6 abstentions, ce projet de résolution.

Les représentants de l'Afghanistan, du Danemark, de la Yougoslavie, de la Chine et de l'URSS donnent des explications de vote.

La commission a terminé l'étude des questions à son ordre du jour.

Assemblée générale :

Cinquième Commission

341^e séance

12 heures

Prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1952

Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée

La Commission est saisie d'un rapport du Secrétaire général (A/C.5/491/Rev.1).

Le président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires expose les vues de ce comité concernant le rapport.

Décision

La Commission approuve, sur la recommandation du Comité consultatif, l'ouverture d'un crédit de 150.000 dollars au titre de l'article VIII du chapitre V, pour maintenir l'activité de la Commission des Nations Unies pour l'unification et le relèvement de la Corée à son niveau actuel pendant les premiers mois de 1952, et une réduction correspondante des crédits provisoirement inscrits au chapitre 33. Pour couvrir les dépenses qui viendraient s'ajouter à celles ainsi prévues, la commission décide de recommander que le Secrétaire général soit autorisé, en attendant que l'Assemblée générale ait pris une décision sur la question, à prélever sur le Fonds de roulement les crédits nécessaires au financement de la commission de mois en mois et sur les mêmes bases, en vertu de l'autorisation qui lui est donnée d'engager des dépenses se rapportant au maintien de la paix et de la sécurité.

Adoption des projets du Rapporteur

La commission approuve, avec un certain nombre de modifications de forme, le projet de rapport du Rapporteur qui a trait aux « Questions relatives à la liquidation de l'Institut international de coopération intellectuelle » et les projets de rapports supplémentaires concernant les prévisions budgétaires pour l'exercice financier 1952.

Rapport du Conseil économique et social chapitre X

La Commission décide de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte, en tenant compte des décisions d'ordre budgétaire qui ont été prises au cours de la présente session, du chapitre X, *Incidences financières des décisions prises par le Conseil*, du rapport du Conseil économique et social.

Par cette décision, la Cinquième Commission épuise son ordre du jour.

Clôture de la session de l'Assemblée générale

Distribution de documents

Le comptoir de distribution des documents (bureau P-201) sera fermé quarante-huit heures après la dernière séance de l'Assemblée générale. La dernière distribution officielle s'effectuera avant la clôture du comptoir et les délégations sont instamment priées de faire prendre les derniers documents dans ce délai de quarante-huit heures.

Certaines délégations, qui doivent rester à Paris après la clôture de la session afin d'assister à d'autres réunions, sont priées de prendre contact le plus tôt possible avec le bureau du Directeur de la division des publications, soit par écrit, soit par téléphone (poste 503) pour se faire assurer une distribution spéciale. Les délégations quittant Paris, ou qui réduiraient leurs effectifs avant l'arrêt de la distribution, sont priées de faire connaître au bureau du Directeur de la division des publications la date à laquelle elles ont l'intention de procéder à ce mouvement, afin d'éviter la distribution inutile de documents et de permettre la réalisation d'une économie de papier.

Bibliothèque

La bibliothèque assurera un service normal jusqu'à la clôture de la dernière séance de l'Assemblée générale. Le service sera ensuite interrompu aux fins d'inventaire et de réexpé-

dition des collections, quoiqu'un service partiel de documentation doive encore fonctionner jusqu'au jeudi 7 février au soir. Après cette date, aucun renseignement ne pourra être fourni.

Les délégués et membres du Secrétariat qui ont emprunté des livres à la bibliothèque sont priés de bien vouloir les rendre avant le 5 février au soir.

Rectificatifs aux comptes rendus de séances

Les délégations sont priées de noter que les rectificatifs aux comptes rendus des dernières séances de l'Assemblée générale seront reçus à Paris dans les délais normaux, qui seront indiqués dans chaque cas dans la note figurant en première page des comptes rendus provisoires.

Les rectifications à insérer dans les comptes rendus définitifs ne pourront en aucun cas être reçues à New-York.

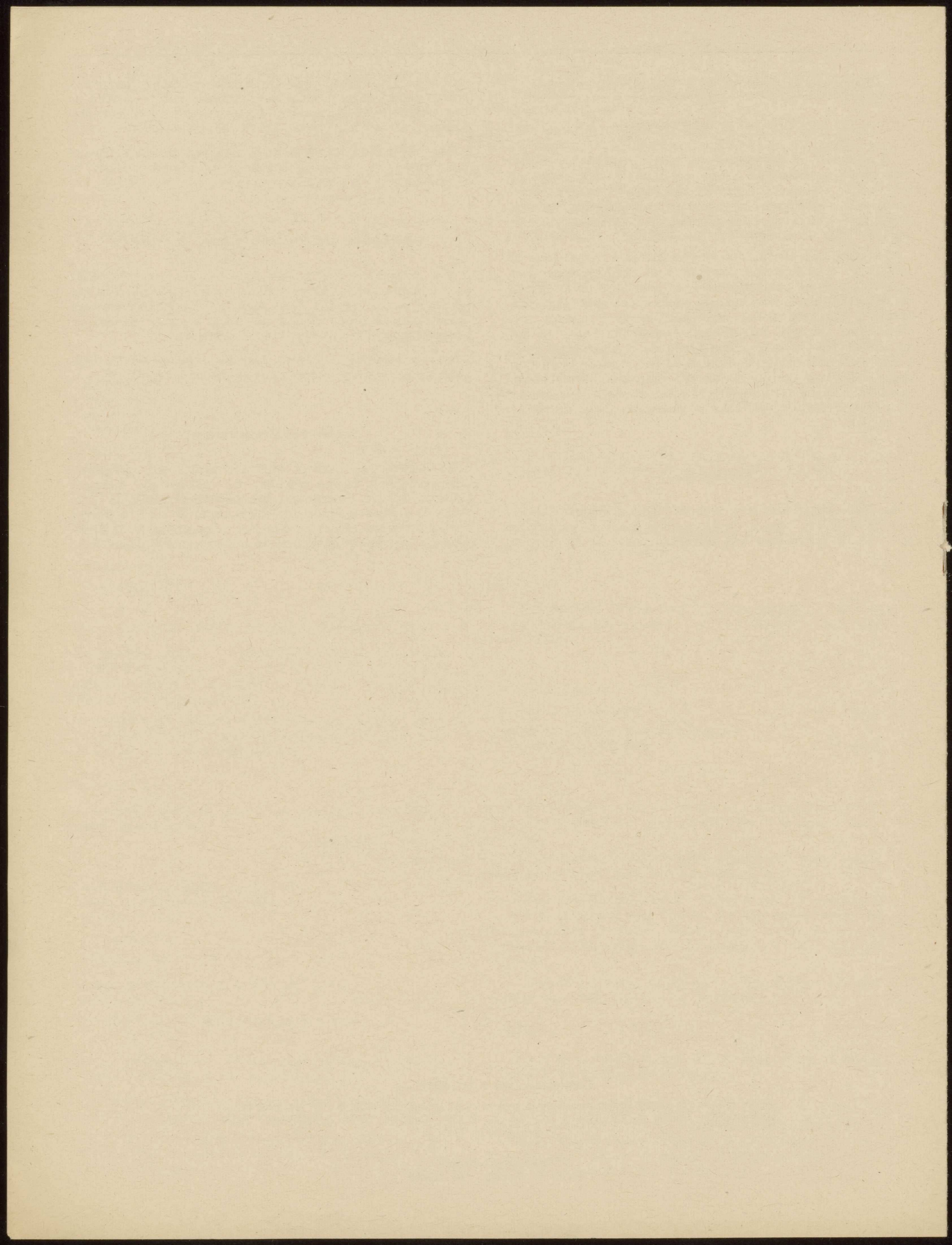
Archives (Enregistrements)

La Section des archives cessera d'assurer son service de documentation (enregistrements des débats) le mercredi 6 février 1952 à 19 heures. Les commandes de disques pour livraison à Paris devront être faites avant le lundi 4 février 1952 à 19 heures. Passé ce délai, les enregistrements ne pourront être reproduits qu'à l'arrivée des originaux à New-York.

Communications à la rédaction

Prière d'adresser toutes communications à insérer dans le *Journal* à M. P. Y. Garaud, rédacteur en chef, Palais de Chaillot, Paris, bureau P-302 (CARnot 08-00 ou KLEber 50-20, postes 601 et 582).

Imprimé en France
Vente en France : 10 francs



UNITED NATIONS

GENERAL
ASSEMBLY



A

GENERAL

A/2109

2 February 1952

ENGLISH

ORIGINAL: FRENCH

Sixth Session
Agenda item 61

Dual distribution

QUESTIONS CONCERNING THE LIQUIDATION OF THE INTERNATIONAL
INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

Report of the Fifth Committee

Rapporteur: Mr. Rafik ASHA (Syria)

1. In accordance with the allocation of agenda items approved by the General Assembly at its 342nd plenary meeting, the Fifth Committee, at its 338th meeting held on 31 January 1952, considered the item entitled "Questions concerning the liquidation of the International Institute of Intellectual Co-operation", which had been placed on the agenda of the sixth session of the General Assembly in response to the request of the Government of France.
2. The Fifth Committee had before it a draft resolution submitted by France (A/C.5/494), the object of which was to provide for the final liquidation of the International Institute of Intellectual Co-operation. For this purpose, the draft resolution proposed that all the property of the Institute which was covered by a decision of transfer to the United Nations in conformity with the resolution of the Assembly of the League of Nations of 18 April 1946, should be included among the assets to be liquidated and that the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization should be responsible for the liquidation. The draft further proposed that, on condition that UNESCO carried out the liquidation, the Secretary-General be authorized to transfer full and absolute ownership of all the Institute's assets to UNESCO and that he be requested to include in his next annual report to the General Assembly full particulars concerning the measures of liquidation taken.
3. In presenting this draft resolution, the representative of France pointed out that in 1946, by resolution of the League of Nations Assembly, the rights of the League in certain of the Institute's assets, including in particular the furnishings and archives, had been transferred to the United Nations and that pursuant to General Assembly resolution 71 (I) of 19 November 1946 the United Nations had authorized UNESCO to utilize the assets so transferred.

The necessity for the final liquidation of these assets had been stressed by the General Conference of UNESCO in a resolution adopted at its second session held at Mexico City. In urging approval of the draft resolution, as presented, the representative of France stated that it had no budgetary implications and that it in no way committed the United Nations to any financial liability.

4. In response to requests from a number of delegations for additional information and clarification, the representative of the Secretary-General explained that neither the League of Nations nor the United Nations nor UNESCO had assumed any legal obligation with respect to the Institute's liabilities. Should, however, the liquidation be undertaken in the manner suggested, it was expected that the assets would be sufficient to enable UNESCO to meet the legitimate claims of the Institute's creditors.

5. The representative of the Director-General of UNESCO informed the Committee that the liabilities in question consisted of the claims of four former officials of the Institute, these claims resulting from a judgment by the Administrative Tribunal of the League of Nations. Some further accounts had also been submitted in connexion with printing expenditures. The Institute's assets included, over and above the furniture and documents in the possession of UNESCO, certain bank accounts amounting to approximately 1,500,000 French francs. UNESCO was prepared to credit the assets of the Institute, against final ownership of the furniture and publications which had been placed at its disposal, with the estimated value of that property, due allowance being made for depreciation. On that basis the Institute's assets were valued at approximately 4,500,000 francs while its liabilities were estimated at approximately 4,000,000 francs. He stated further that, if the General Assembly approved the draft resolution, the matter would have to be submitted to the Executive Board of UNESCO for its concurrence. It should, in any event, be clearly understood that UNESCO would not consider itself under any legal obligation to reimburse its creditors beyond an amount equivalent to the value of the existing assets.

6. The Committee was assured both by the representative of UNESCO and by the representative of the Secretary-General that, if contrary to expectations, the Institute's assets should prove, on liquidation, to be insufficient to cover its liabilities, the resultant loss would fall upon the Institute's creditors and that neither UNESCO nor the United Nations would be in any way financially committed.

7. In reply to an inquiry by the representative of Yugoslavia, the representative of France explained that the sums owing to former staff members of the Institute were in the nature of a cash indemnity and would be treated as prior claims in any distribution of assets.
8. In the light of these explanations, the Fifth Committee approved the draft resolution as presented by France by a vote of 33 in favour, none against, with 5 abstentions.
9. Accordingly, the Fifth Committee recommends to the General Assembly the adoption of the following resolution:

QUESTIONS CONCERNING THE LIQUIDATION OF THE INTERNATIONAL
INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

The General Assembly,

Recalling its resolutions 24 (I) and 79 (I) of 12 February and 7 December 1946 respectively, whereby it accepted the transfer to the United Nations of certain assets belonging to the League of Nations and its dependent organizations or institutes,

Considering that the Assembly of the League of Nations by its resolution dated 18 April 1946 decided to transfer to the United Nations its right in any articles and, in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises of the International Institute of Intellectual Co-operation by its Governing Body, as well as any property which had been acquired by the Institute during its period of operation,

Considering that, pursuant to General Assembly resolution 71 (I) of 19 November 1946, the Secretary-General, in order to ensure, under the auspices of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, the continuity of the work performed by the International Institute of Intellectual Co-operation, has authorized UNESCO to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations,

Considering, however, that the Institute of Intellectual Co-operation has ceased to function though its assets have not been finally liquidated,

Considering that, by the terms of a resolution adopted at its second session at Mexico City, the General Conference of UNESCO stressed the necessity for the final liquidation of the assets of the Institute,

1. Deems it necessary that the International Institute of Intellectual Co-operation should be finally liquidated;

2. Decides for this purpose that all the property of the Institute which was covered by a decision of transfer to the United Nations in conformity with the resolution of the League of Nations of 18 April 1946, shall be included among the assets in the liquidation of the International Institute of Intellectual Co-operation;

3. Recommends the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization to accept responsibility for liquidating the property of the Institute of Intellectual Co-operation;

4. Authorizes the Secretary-General to transfer full and absolute ownership of all the assets of the Institute to UNESCO, on condition that UNESCO carries out the liquidation as aforesaid;

5. Requests the Secretary General to include in his next annual report to the General Assembly full particulars concerning the measures of liquidation taken.



Sexto período de sesiones
Tema 61 del programa

Distribución doble

CUESTIONES RELATIVAS A LA LIQUIDACION DEL INSTITUTO
INTERNACIONAL DE COOPERACION INTELECTUAL

Informe de la Quinta Comisión

Relator: Sr. Rafik ASHA (Siria)

1. De conformidad con la asignación de temas del programa aprobada por la Asamblea General en su 342a. sesión plenaria, la Quinta Comisión, en su 338a. sesión, celebrada el 31 de enero de 1952, examinó el tema titulado "Cuestiones relativas a la liquidación del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual", que había sido incluido en el programa del sexto período de sesiones de la Asamblea General a petición del Gobierno de Francia.
 2. Francia presentó a la Quinta Comisión un proyecto de resolución (A/C.5/494), que tenía por objeto la liquidación definitiva del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual. A este fin, el proyecto proponía que "todos los bienes del Instituto que han sido objeto de una decisión de traspaso a las Naciones Unidas, en conformidad con la resolución de la Asamblea de la Sociedad de las Naciones, del 18 de abril de 1946, deberán ser inscritos en el activo de la liquidación del Instituto y recomendaba que la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura se encargase de la liquidación. El proyecto proponía además que se autorizara al Secretario General a traspasar la plena y entera propiedad del conjunto de los haberes del Instituto a la UNESCO y que se invitara al Secretario General "a incluir en su próxima memoria anual a la Asamblea General todas las informaciones relativas a las medidas de liquidación" que hubiesen sido tomadas.
 3. Al presentar este proyecto de resolución, el representante de Francia recordó que, en 1946, por resolución de la Asamblea de la Sociedad de las Naciones, los derechos de la Sociedad de las Naciones respecto a los haberes del Instituto, inclusive, en especial, el mobiliario y los archivos, habían sido traspasados a las Naciones Unidas, y que, en cumplimiento de la
- P 52-50539 /resolución 71 (I)

resolución 71 (I) de la Asamblea General, del 19 de noviembre de 1946, las Naciones Unidas habían autorizado a la UNESCO a utilizar los haberes traspasados. La Conferencia General de la UNESCO, en una resolución aprobada en su segunda reunión, celebrada en México, D.F., indicó la urgente necesidad de efectuar la liquidación definitiva de dichos bienes. Al invitar a la Comisión a votar a favor del proyecto de resolución presentado, el representante de Francia declaró que él no entrañaba consecuencias presupuestarias ni medida alguna que comprometiera las responsabilidades financieras de las Naciones Unidas.

4. Respondiendo a las peticiones de informaciones y aclaraciones adicionales formuladas por varias delegaciones, el representante del Secretario General explicó que ni la Sociedad de las Naciones, ni las Naciones Unidas, ni la UNESCO habían asumido obligación jurídica alguna con respecto al pasivo del Instituto. Sin embargo, si se llevase a cabo la liquidación en la forma propuesta en el proyecto, los haberes serían suficientes para que la UNESCO pudiera pagar a los acreedores legítimos del Instituto.

5. El representante del Director General de la UNESCO informó a los miembros de la Comisión de que dicho pasivo comprendo los créditos de cuatro antiguos funcionarios del Instituto, créditos que fueron aceptados como válidos por el Tribunal Administrativo de la Sociedad de las Naciones. Se han presentado también algunas cuentas adicionales relativas a gastos de imprenta. El activo del Instituto comprende además de los muebles y documentos en poder de la UNESCO, ciertas cuentas bancarias que ascienden a 1.500.000 francos franceses aproximadamente. La UNESCO está dispuesta a acreditar en el activo del Instituto, como contrapartida de la propiedad definitiva de los muebles y publicaciones que han sido puestos a su disposición, al valor calculado de estos últimos haciendo los debidos ajustes por concepto de depreciación. Sobre esta base, se evalúa el activo del Instituto en 4.500.000 francos aproximadamente y el pasivo en unos 4.000.000 de francos. Añadió además el representante del Director de la UNESCO que, si la Asamblea General aprobaba el proyecto de resolución, habría que someter el asunto a la aprobación del Consejo Ejecutivo de la UNESCO. En todo caso, debe entenderse claramente que la UNESCO no se considerará obligada jurídicamente a pagar a los acreedores del Instituto en sumas que excedan del activo existente.

6. Tanto el representante de la UNESCO como el Secretario General dieron
/seguridades a

seguridades a los miembros de la Comisión de que si, contra lo que se prevé, la liquidación pone de manifiesto que el pasivo es superior al activo, la pérdida resultante recaerá sobre los acreedores del Instituto, y de que ni la UNESCO ni las Naciones Unidas asumirán ninguna obligación financiera al respecto

7. En respuesta a una pregunta del representante de Yugoslavia, el representante de Francia manifestó que las sumas debidas a antiguos funcionarios del Instituto revestían la forma de indemnizaciones en efectivo y que estas deudas serían consideradas como créditos preferentes en cualquier distribución de los haberes.

8. La Quinta Comisión, luego de haber oído las anteriores explicaciones aprobó el proyecto de resolución presentado por Francia por 33 votos a favor, ninguno en contra y 5 abstenciones.

9. Por consiguiente, la Quinta Comisión recomienda a la Asamblea General la aprobación de la siguiente resolución:

CUESTIONES RELATIVAS A LA LIQUIDACION
DEL
INSTITUTO INTERNACIONAL DE COOPERACION INTELECTUAL

La Asamblea General,

Recordando sus resoluciones 24 (I) del 12 de febrero de 1946 y 79 (I) del 7 de diciembre de 1946, por las cuales aceptó el traspaso a las Naciones Unidas de ciertos haberes de la Sociedad de las Naciones y de las organizaciones o institutos que dependían de ésta,

Considerando que la Asamblea de la Sociedad de las Naciones decidió, por su resolución de 18 de abril de 1946, traspasar a las Naciones Unidas sus derechos sobre los objetos, y especialmente sobre los archivos y colecciones de documentos instalados en los locales del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual por su Consejo de Administración, así como sobre toda propiedad adquirida por el Instituto en el curso de su funcionamiento,

Considerando que, en ejecución de la resolución 71 (I) de la Asamblea General del 19 de noviembre de 1946, el Secretario General, para asegurar, bajo los auspicios de la Organización de las Naciones Unidas para la Educación la Ciencia y la Cultura, la continuidad de la labor desarrollada por el Instituto Internacional de Cooperación Intelectual, autorizó a la UNESCO a utilizar los
/bienes del

bienes del Instituto traspasados a las Naciones Unidas por la Sociedad de las Naciones,

Considerando, no obstante, que el Instituto Internacional de Cooperación Intelectual ha dejado de funcionar sin que haya habido una liquidación definitiva de sus bienes,

Considerando que, en una resolución aprobada en su segunda reunión, celebrada en México, D.F., la Conferencia General de la UNESCO subrayó la necesidad de efectuar una liquidación definitiva de los bienes del Instituto,

1. Estima necesario que se proceda a la liquidación definitiva del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual;

2. Decide, a este efecto, que todos los bienes del Instituto que han sido objeto de una decisión de traspaso a las Naciones Unidas, en conformidad con la resolución de la Sociedad de las Naciones de 18 de abril de 1946, deberán ser inscritos en el activo de la liquidación del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual;

3. Recomienda a la Organización de las Naciones Unidas para la Educación, la Ciencia y la Cultura que acepte el encargo de proceder a la liquidación de los bienes del Instituto Internacional de Cooperación Intelectual;

4. Autoriza al Secretario General a traspasar la plena y entera propiedad del conjunto de los haberes del Instituto a la UNESCO, encargándose esta organización de efectuar la liquidación antes mencionada;

5. Invita al Secretario General a incluir en su próxima memoria anual a la Asamblea General todas las informaciones relativas a las medidas de liquidación que hayan sido tomadas.

TRANSFER TO THE UNITED NATIONS OF NON-POLITICAL FUNCTIONS
AND ACTIVITIES OF THE LEAGUE OF NATIONS, OTHER THAN
THOSE BELONGING TO THE LEAGUE UNDER
INTERNATIONAL AGREEMENTS

(Item 26 of the Provisional Agenda of the Second Part
of the First Session of the General Assembly)

With reference to Section II of Resolution XIV adopted by the General Assembly on 12 February 1946, the Economic and Social Council took note on 2 October of the following report by the Secretary-General:

"The General Assembly adopted on 12 February 1946, a resolution on the "transfer of certain functions, activities and assets of the League of Nations".* This resolution was divided into four sections entitled respectively:

- I. Functions and Powers Belonging to the League of Nations Under International Agreements;
- II. Non-political Functions and Activities of the League of Nations Other Than Those Mentioned in Section I;
- III. Transfer of the Assets of the League of Nations to the United Nations;
- IV. Appointment of a Negotiating Committee.

"Section II of that resolution which refers to the non-political functions and activities of the League other than those belonging to it under international agreements, reads as follows:

.....

The General Assembly requests the Economic and Social Council to survey the functions and activities of a non-political character which have hitherto been performed by the League of Nations in order to determine which of them should, with such modifications as are desirable, be assumed by organs of the United Nations or be entrusted to specialized agencies which have been brought into relationship with the United Nations. Pending the adoption of the measures decided upon as the result of this examination, the Council should, on or before the dissolution of the League, assume and continue provisionally the work hitherto done by the

* "Resolutions Adopted by the General Assembly During the First Part of Its First Session from 10 January to 14 February 1946," p.35.

following League departments: The Economic, Financial and Transit Department, particularly the research and statistical work; the Health Section, particularly the epidemiological service; the Opium Section and the secretariats of the Permanent Central Opium Board and Supervisory Body.

.....

"On 16 February 1946, after quoting the text reproduced above, the Economic and Social Council adopted the following resolution:*

.....

"The Economic and Social Council accordingly:

(a) Requests the Secretary-General to undertake the survey called for by the General Assembly and to report at an early date to the Economic and Social Council.

(b) Directs the Secretary-General acting in accordance with the resolution of the General Assembly to take the steps necessary to the provisional assumption and continuance of the work hitherto done by the League Departments named above.

.....

"The functions of the League of Nations to which the foregoing resolutions refer, were carried out under the control of the Council and the Assembly of the League of Nations by various commissions and committees and various branches of the Secretariat. The permanent committees and commissions concerned were the following:

"Economic Committee; Financial Committee; Fiscal Committee; Committee of Statistical Experts; Co-ordination Committee on Economic and Financial Questions; Committee of Experts for the Study of Demographic Problems; Committee for Communications and Transit; Health Committee; Advisory Committee of the Eastern Bureau of the Health Organization; Advisory Committee on Traffic in Opium and Other Dangerous Drugs; Advisory Committee on Social Questions; Advisory Committee of Experts on Slavery and the International Committee on Intellectual Co-operation.

* "Journal of the Economic and Social Council", No. 12, 10 April 1946, p. 133

"These committees were assisted by the following branches of the Secretariat:

Financial Section; Economic Intelligence Service; Economic Relations Section; Transit and Communication Section; Health Section; Opium Section;* Social Section; International Bureaus and International Co-operation Section.

"Apart from the reports which the commissions and committees submitted to the Council of the League on the work of each of their sessions, the chief periodical publications and documents prepared by the League of Nations in connection with the activities under reference were the following:

"World Economic Survey"; "Statistical Yearbook"; "Monthly Bulletin of Statistics"; "World Production and Prices"; "Review of World Trade"; "Balances of Payments"; "Money and Banking"; "Public Finance"; "Collection of International Agreements and Internal Legal Provisions for the Prevention of Double Taxation and Fiscal Evasion"; "Review of Fiscal Legislation"; "Monthly Summary of Important Events in the Field of Transport"; "Multilateral Conventions, Agreements, etc., Relating to Transport and Communications Questions"; "Survey of National Nutrition Policies"; "Epidemiological Report"; "Weekly Epidemiological Record"; "Bulletin of the Health Organization"; "Chronicle of the Health Organization"; "Summary of Annual Reports on Traffic in Drugs"; "Quarterly Summary of Drug Seizure Reports"; "Summary of Annual Reports on Circulation of, and Traffic in Obscene Publications"; "Summary of Annual Reports on Traffic in Women and Children"; "Annual Report on Child Welfare".

* The Secretariat of the Permanent Control Opium Board and the Supervisory Body mentioned in the General Assembly Resolution quoted above were organized under special conventions (1925, 1931) and are dealt with in Document E/116 of 10 September 1946.

"In addition, the Secretariat published numerous special studies in economic and social matters of current international interest.*

"Once the Commissions and Secretariat of the United Nations and the Specialized Agencies are fully organized, it is probable that the economic and social activities of the League will have been absorbed, in so far as appropriate, by the various commissions of the Economic and Social Council, (Economic and Employment Commission, Statistical Commission, proposed Fiscal Commission, Transport and Communications Commission, Human Rights Commission, Status of Women Commission, Social Commission, Commission on Narcotic Drugs, proposed Demographic Commission), the Economic and Social Departments of the Secretariat and Specialized Agencies already in existence or in formation such as the International Monetary Fund, the International Bank for Reconstruction and Development, the Food and Agriculture Organization, the World Health Organization, the United Nations Educational Social and Cultural Organization, the International Refugee Organization, the International Trade Organization.

"This process of transfer and assumption of activities can, however, take place but gradually and will not be completed for some time. In the meanwhile, the conveyance on 1 August 1946 of the assets of the League of Nations including premises, archives, working documents and library to the United Nations has made it possible for the Secretariat of the United Nations to assume provisionally, and to the extent it is called for, the work previously performed by the various branches of the League Secretariat dealing with non-political activities. At the same time, use has been made of the expert services of a number of individuals who had acquired in the League Secretariat special competence in the tasks assumed by the

* A description of the various activities of the League of Nations in the social and economic fields may be found in the following League of Nations Documents: "The Committees of the League of Nations", Geneva, 1945; "Report on the Work of the League During the War", Geneva 1945, which contains, in addition, a list of the publications issued by the League from January 1940 to October 1945.

United Nations. This measure, together with the use of the facilities existing in Geneva for research and other purposes, has contributed to smooth transfer of activities in the social and economic fields. It is, to an appreciable extent, for these reasons that the appearance of the "Monthly Bulletin of Statistics" was not delayed when the United Nations took it over from the League. Further, the Economic and Social Departments have taken steps to assure continuity of work as regards other periodical and special publications. The plan of action which is now being followed does not, however, conform exactly with the programme or procedures of the League since these are being adapted to meet the specific needs of the United Nations and the distribution of competence among its various organs.

"For their part, the Statistical Commission, the Temporary Social Commission and the Temporary Transport and Communications Commission (Docs. E/39 of 16 May, E/42 of 20 May and E/41 of 22 May 1946) have already made proposals to the Council concerning the assumption of the functions formerly fulfilled by the League organs in their respective fields and the Council has adopted resolutions on these proposals.* Insofar as the League activities in health are concerned, the action taken is described in the Report of the Secretary-General on the International Health Conference (Doc. E/100 of 30 August 1946) and the Council has passed on 17 September 1946, a resolution on the matter (E/130). The Commission on Narcotic Drugs established on 16 and 19 February 1946 (Journal of the Economic and Social Council, No. 12, 10 April 1946) is empowered to carry on the functions hitherto exercised by the League of Nations Advisory Committee on Opium and other Dangerous Drugs. The text of the relevant proposals and resolutions mentioned in this paragraph are reproduced in annex.

* "Journal of the Economic and Social Council", No. 29, 13 July 1946.

"In conclusion, it is suggested that in such cases where this has not yet been done, the Commissions and Specialized Agencies should study and, if required, report on conditions under which the functions of the League of Nations formerly exercised within their field of competence, might be assumed, insofar as it is desirable and does not involve any overlapping of activities.

ANNEX

"EXTRACTS FROM COMMISSION REPORTS AND COUNCIL RESOLUTIONS
CONCERNING THE ASSUMPTION BY THE UNITED NATIONS OF NON-POLITICAL
FUNCTIONS OF THE LEAGUE OF NATIONS OTHER THAN
THOSE BELONGING TO IT UNDER INTERNATIONAL AGREEMENTS

I. SOCIAL QUESTIONS

A/ Report of the Temporary Social Commission. -(Document E/41
21 May 1946)

Work of the
League of Nations

14. In this section of the report it is proposed to consider in what way the work of the League of Nations in the social field should be continued by the United Nations. A short review of this work is given as Appendix B from which it will be seen that the League started with a limited objective concerned with traffic in women and children. Later it assumed responsibility for considering child welfare. Later still, other social questions, including the treatment of offenders, came under review. It was decided to replace the Advisory Committees which had been set up to consider the first two subjects by an Advisory Committee on Social Questions which began to work on broader lines and shortly before the war contemplated the periodical publication of a journal to review the development of social work in different countries. This project was not realized owing to the outbreak of war.

Traffic in Women
and Children

After reviewing the valuable work done by the League of Nations, the Temporary Social Commission is satisfied that the functions undertaken by the League should be assumed by the United Nations and that all measures designed to prevent the traffic in women and children should be actively pursued. It recommends, therefore, that the subject be referred to the permanent Social Commission which should be invited to consider the best way of achieving this object. As it is very desirable that the system of annual reports from Governments should be continued the Secretariat should be authorized to communicate with Governments which have hitherto made reports and collect information as to the present position for the consideration of the permanent Social Commission. The Secretariat should also be authorized to collect any available information from national or international agencies which are concerned in this matter and are in a position to supply material. The permanent Social Commission should be asked to give special attention to the Draft Convention referred to in Appendix B with a view to the completion of the stages necessary to convert it without delay into an operating Convention.

It may be added that in 1937 a Conference of Central Authorities concerned with the traffic in women and children in Eastern Countries was held at Bandoeng, as a result of which it was proposed that the League should set up a Bureau in the East to facilitate the taking of

measures to suppress the traffic. Developments in the Far East made it impracticable to proceed with this proposal. Whether at a future date such a proposal should be renewed would be also a matter for the consideration of the permanent Social Commission.

Child Welfare

It is to be seen from the summary in Appendix B that the League of Nations succeeded in developing a good deal of international interest in child welfare, though on somewhat limited lines. The Temporary Social Commission is strongly of the opinion that the United Nations not only should concern itself with this important matter but should also make a bolder approach to it as part of a general social policy. This subject is of vital interest to every country. The welfare of children physically, mentally, spiritually, must be the first concern of every nation, particularly having regard to the ravages of two world wars. The terms of the Declaration of Geneva should be as binding on the peoples of the world today as they were in 1924. The subject of child welfare involves many aspects, some of which are already the interest of existing international organizations. For instances the International Labour Office is concerned with the employment of young persons and the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization with their education. The Health Organization will be concerned with their health. There were other aspects which fall outside the scope of other organizations and which were mainly those studied by the League's Advisory Committee, as for instance, the relation of the child to the family and to the community, the care of children deprived of normal family life, protection of children against neglect or cruelty, and the welfare (other than the medical aspect) of children who are physically or mentally handicapped (including the blind, the deaf, cripples and epileptics).

The Temporary Social Commission is convinced that the subject of child welfare can be treated internationally with success only if it is dealt with by a body which views the subject as a whole in co-operation with those international organizations which are concerned with particular aspects. It, therefore, recommends that the permanent Social Commission should be assisted in this part of the social field by a Sub-Commission especially appointed for the purpose. Such a Sub-Commission should be composed of a small number of recognized experts in the subject, both governmental and non-governmental, and should include representatives of the other international organizations referred to above. It would be desirable that the actual composition and functions of this body should be considered by the permanent Social Commission so as to bring it into proper relationship with the general policy to be followed in other related fields.

Many of the methods followed by the League's Advisory Committee might be pursued with advantage but there is room for a more practical and constructive approach to the whole subject. As it is thought desirable

that the membership of the Sub-Commission should not be too large it is all the more important that it should arrange from time to time international or regional conferences so as to keep as many countries as possible aware of its work and to stimulate interest in the development of progressive measures in relation to child welfare. The question of staff to implement the plans of the permanent Social Commission and its related bodies has been already mentioned. It need only be added here that the effectiveness of the work of a Sub-Commission concerned with child welfare will depend largely on the quality of its staff and that this staff should include persons trained in social work who are qualified to undertake field inquiries and can be employed on the request of any country to assist in the development of measures for the welfare of children.

Treatment
of
Offenders

The problem of crime and its cure or reduction is a subject of vital concern to all countries. It is an integral part of the general social picture and experience has shown beyond doubt that it cannot be dealt with successfully by repressive measures alone, but that it calls for the elaboration of various forms of treatment and for various social measures, including in particular a wise and constructive handling of the problem of the young delinquent as well as of the neglected child who is likely to develop criminal tendencies unless properly dealt with at an early stage. For the older offender the development and application of reformatory methods must always be kept in view though for a minority detention may prove to be an unavoidable alternative.

It would hardly be practicable and certainly not desirable, to exclude this subject from the field of social work to be studied by the United Nations, and the experience of Geneva suggests that it must take its place among other social questions as it concerns children and young persons as well as adults.

It is important that there should be effective machinery for studying on a wide international basis the means for the prevention of crime and the treatment of offenders. Any such machinery should provide, inter alia, for the consideration of such subjects as these; the collection and analysis of statistical information; the treatment of juvenile delinquency (in collaboration with any body established to deal with child welfare); the study of different reformatory methods of dealing with older offenders, including the suspended sentence and probation systems; Borstal institutions and various developments of prison treatment designed to secure useful work in association and the minimum amount of cellular detention; the provision of educational and cultural facilities in prison; the classification of prisoners and rules required to secure their fair and humane treatment and to prevent abuse of authority; the training of staff; the treatment of offenders on remand; the functions of observation homes and the provision of psychological and psychiatric examinations and treatment; the treatment of women offenders and the after-care and rehabilitation of offenders of both sexes.

Valuable work has been done on many of these questions by the International Penal and Penitentiary Commission but there is plenty of scope for further investigation. Above all there is need for bringing more countries within the scope of international co-operation so as to secure a general raising of standards on progressive lives.

To provide for the exchange of experience and to stimulate interest and progress the holding of periodical international or regional conferences would be a most desirable feature. As in the case of the study of child welfare it would be necessary to have an adequate and trained staff both for administrative work and field work. It would be a great advantage to study the methods of different countries on the spot and to give expert assistance when desired to countries seeking such assistance.

If as the Temporary Social Commission believes, the responsibility for action in the field must be assumed by the United Nations, the question arises whether the International Penal and Penitentiary Commission should continue its work on existing lines in collaboration with the appropriate organ of the United Nations, or whether the object in view would not be more effectively pursued with greater resources and with the support of more countries if the International Penal and Penitentiary Commission would agree that its functions should be taken over by a body especially constituted by the United Nations for the purpose and brought into immediate relationship with the permanent Social Commission. As this question cannot be decided without consultation with the International Penal and Penitentiary Commission, the Temporary Social Commission thinks that the permanent Social Commission, if and when established, should be invited to undertake such consultation and to recommend a scheme by which this whole subject can be fruitfully undertaken on a broad international basis in close association with other social problems.

.....
Appendix to the Report of the Temporary Social Commission
(Document E/41 21 May 1946).
.....

(a) Traffic
in women and
children

The progress made by the League of Nations in developing measures for the suppression of the traffic in women and children was substantial. Before the League was established international action had been limited to the making of two international instruments - the Agreement of 1904, which provided for the setting up of Central Authorities in each of the Contracting States and other minor administrative measures and the Convention of 1910 under which the Contracting States undertook to punish the procurement of women under twenty, even with consent. But only a small number of States were parties to these instruments and there was no machinery for ascertaining the extent to which these limited obligations were being carried out. The Covenant of the League by Article 23 (c) entrusted the League "with the general supervision over the execution of agreements with regard to the traffic in women and children".

One of the first steps taken by the League was to convene an International Conference in 1921 which led to the making of

a new Convention raising the age of protection to twenty-one for persons of either sex and which secured support for international action from practically all the Members of the League. At the same time an Advisory Committee was set up by the Council of the League. By a system of annual reports from Governments the Advisory Committee was able to obtain information as to the extent of the traffic and the measures being taken to deal with it. In 1923 a comprehensive Convention on the subject of indecent publications was negotiated by the League and the duty of collecting information on this subject was assumed by the Advisory Committee. In 1933 by a new Convention protection was extended to women of full age. But the most effective action taken by the Advisory Committee of the League was a world-wide investigation made with financial assistance from American resources. The report on enquiries in Europe and America was published in 1927 and a later report which dealt with Eastern countries was published in 1932. The result of the enquiries which attracted a good deal of public attention was to confirm views previously expressed that traffic in women was greatly encouraged by the system of tolerated houses which was pursued in many countries as a protection against the spread of venereal diseases. The efforts of the Advisory Committee were then directed to securing a change in this system which appeared to be in conflict with progressive medical opinion. Finally in 1937 the Committee drew up a Draft Convention designed to secure the prosecution and punishment of any person keeping or managing a brothel or exploiting the prostitution of another person. Such a Convention would have greatly strengthened the international measures hitherto undertaken but unfortunately further progress was brought to an end by the war.

The Advisory Committee recognized that the subject of traffic in women could not be successfully dealt with merely by police measures and that the real remedy was bound up with general social measures, especially those affecting the welfare of minors. Accordingly it made a series of studies relating to the circumstances in which women were led into prostitution and methods of rehabilitation.

(b) Child
Welfare.

At an early stage the League of Nations recognized the importance of child welfare as an essential subject of international study. In 1924 at the instance of the Save the Children Fund a declaration known as the Declaration of Geneva was adopted by the Assembly. It reads as follows:

"By the present Declaration of the Rights of the Child, commonly known as the 'Declaration of Geneva', men and women of all nations, recognizing that mankind owes to the child the best that it has to give, declare and accept it as their duty that, beyond and above all considerations of race, nationality, or creed:

1. THE CHILD should be given the means needed for its normal development, both materially and spiritually;
2. THE CHILD that is hungry should be fed; the child that is sick should be helped; the erring child should be reclaimed; and the orphan and the homeless child should be sheltered and succoured;
3. THE CHILD should be first to receive relief in times of distress.

4. THE CHILD should be put in a position to earn a livelihood and should be protected against every form of exploitation.

5. THE CHILD should be brought up in the consciousness that its best qualities are to be used in the service of its fellow men.

Soon afterwards with the concurrence of the Belgian Government it was decided that the League should take over the work of the International Association for the promotion of Child Welfare which had been established at Brussels and which had received the support of certain countries. The Council of the League accordingly decided to appoint an Advisory Committee on Child Welfare which was at first associated with the Advisory Committee on Traffic in Women and Children though it sat separately. Later on, as already mentioned, the two Committees were replaced by an Advisory Committee on Social Questions.

When the Advisory Committee on Child Welfare was set up the Assembly of the League expressed the view that in connection with the question of child welfare "The League must usefully concern itself with the study of those problems on which the comparison of the methods and experiences of different countries, consultation and exchange of views between the officials or experts of different countries or international co-operation, may be likely to assist the Governments in dealing with such problems". Adopting this formula the Advisory Committee of the League divided its duties into three main categories (a) - documentation, (b) research and (c) discussion. As regards documentation the Advisory Committee decided to set up a Child Welfare Information Centre with a view to the League becoming a repository of all relevant information in matters of child welfare pertaining to the law and administration of all Members of the League and other countries co-operating in this branch of the work. Governments readily complied with the request for information by the channel of annual reports and by this means a great deal of valuable material was collected at Geneva. Periodical reports were published summarizing the information so received. As regards research, the Advisory Committee dealt with a number of different subjects and published reports. Among their reports may be mentioned age of marriage and age of consent (1927), protection of blind children (1928), position of the illegitimate child (1929), auxiliary services of juvenile courts (1931), institutions for erring and delinquent minors (1934), organization of juvenile courts (1931, revised 1935), age of original responsibility (1935), recreational cinema and the young (1938), and placing of children in families (1938). In all its work the Advisory Committee established and maintained liaison with the International Labour Office and the Health Organization of the League.

These studies led the Advisory Committee in 1937 to draw up a "General Survey of Questions Connected with the Welfare of the Young," the object of which was to aid the Committee in selecting subjects for study, and giving priority to those of greatest value.

(c) Treatment of Offenders

The interest of the League of Nations in the prevention of crime and the Treatment of offenders was at first limited to those aspects which affected the young. In its work on

child welfare the Advisory Committee studied among other matters, the problem of the juvenile delinquent, and when it was making an enquiry into the organization of juvenile courts it received the collaboration of the International Penal and Penitentiary Commission through its Secretary. Later the Assembly of the League turned its attention to the problem of the adult offender and drew up, also with the collaboration of the Secretary of the Commission referred to, a code of rules which it recommended for consideration and adoption by the Members of the League. Immediately before the war the League was beginning to take a prominent interest in the whole question of the prevention and treatment of crime.

The International Penal and Penitentiary Commission (which was originally called the International Prison Commission) was established as a result of a Congress held in London in 1872. Periodical congresses were held in different countries in subsequent years and the Commission gradually obtained the official recognition and financial support of a number of governments. After a Congress held in Paris in 1895, the United Kingdom and the United States of America gave it official recognition. In 1926 a permanent bureau was established at Berne, and immediately before the war the Commission had a membership representative of thirty countries which paid a small subvention based on the size of their population. At first the Commission concerned itself with prison questions but in later years it turned its attention to wider questions connected with the treatment of offenders, including children dealt with by juvenile courts which involved overlapping with the work of the Social Questions Advisory Committee of the League of Nations.

.....

B/ Council Resolution on the Report of the Temporary Social Commission. - (adopted on 21 June 1946, Documents E/78/Rev.1 and E/84, paragraph 5, Journal of the Economic and Social Council, n° 29, 13 July 1946, page 524).

.....

(b) The observations and recommendations concerning the activities of the League of Nations in the social field included in Section XIV of the report of the Temporary Social Commission are referred to the Social Commission with the request that, in the light of conditions prevailing in the post-war world:

- (i) it consider the best way of carrying on the functions undertaken by the League with reference to traffic in women and children and all measures designed to prevent such traffic;
- (ii) it consider how work in the child welfare field can be effectively carried out, in co-operation with those international organizations which are concerned with particular aspects of these problems, and take steps to create a sub-commission especially constituted for work in the child welfare field;
- (iii) it consider how effective machinery can be developed for studying on a wide international basis the means for the prevention of crime and the treatment of offenders,

undertake consultation with the International Penal and Penitentiary Commission, and recommend a scheme by which work on this whole subject can be fruitfully dealt with on a broad international basis in close association with other social problems.

.....
II. NARCOTIC DRUGS

Council Resolution establishing a Commission on Narcotic Drugs. -
(adopted on 16 February 1946, Journal of the Economic and Social Council, No. 12, 10 April 1946, page 129).

.....
1. THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL, in order to provide machinery whereby full effect may be given to the international conventions relating to narcotic drugs, and to provide for continuous review of and progress in the international control of such drugs,
ESTABLISHES A COMMISSION ON NARCOTIC DRUGS.

2. The Commission shall:

(a) assist the Council in exercising such powers of supervision over the application of international conventions and agreements dealing with narcotic drugs as may be assumed by or conferred on the Council;

(b) carry out such functions entrusted to the League of Nations Advisory Committee on Traffic in Opium and other Dangerous Drugs by the international conventions in narcotic drugs as the Council may find necessary to assume and continue;

(c) advise the Council on all matters pertaining to the control of narcotic drugs, and prepare such draft international conventions as may be necessary;

(d) consider what changes may be required in the existing machinery for the international control of narcotic drugs and submit proposals thereon to the Council;

(e) perform such other functions relating to narcotic drugs as the Council may direct.

.....
III. STATISTICS

A. Report of the Committee of the Statistical Commission. -
(Document E/39, 16 May 1946).

.....
43. The Statistical Commission considers it of the utmost importance to make immediate arrangements to maintain without interruption the valuable statistical work of the Economic, Financial and Transit Department of the League of Nations and other Statistical activities carried on under the sponsorship of the League.

44. In order to insure continuity in this work the Statistical Commission recommends that the Secretary-General make arrangements to carry on this work and other statistical activities of the League in their present form for the time being, to examine them in detail and to formulate plans and make proposals of a definitive character concerning their future disposition for consideration by the Statistical Commission.

45. The principal concern of the Commission in its study of this question was the statistical work of the League Secretariat. Consideration was also given, however, to the organization and functions of the League's Committee of Statistical Experts and the several sub-committees established under its auspices, as well as to the provisions and status of the International Convention Relating to Economic Statistics and the Final Act of the International Conference Relating to Economic Statistics.

46. The Commission is of the opinion that the functions of the Committee of Statistical Experts should be taken over as rapidly as possible by the United Nations Statistical Commission. The terms of reference recommended to the Council for the Statistical Commission have been so formulated as to embrace these functions.

47. The Commission has not formulated recommendations as to precise administrative or financial arrangements necessary to implement its general recommendation on this matter, because it is aware that these questions are not peculiar to those activities of the League of Nations which come within its competence.

48. The Commission's study of the statistical work of the League of Nations disclosed a number of questions to which definitive answers cannot or should not be formulated immediately. These questions concern the status of studies and reports in process, proposals for establishment of sub-commissions to assume responsibility for specific functions, possible modification or re-negotiation of the International Convention Relating to Economic Statistics, and the like.

49. In leaving these questions for later consideration, the Commission assumes that acceptance by the Council of its recommendation looking to the establishment of a fully constituted Statistical Commission will permit action to be taken in the near future. The Commission hopes that meanwhile suitable interim measures can be devised by the Secretary-General to prevent interruption or loss of momentum in the economic research and other activities sponsored by the League's Committee of Statistical Experts.

.....
B/ Council resolution of the Report of the Statistical Commission.
(adopted on 21 June 1946, Documents E/76/Rev.1 and E/84/Rev.1, paragraph 3, Journal of the Economic and Social Council No. 29, 13 July 1946, page 520).

.....
The Secretary-General is requested to make arrangements whereby the Secretariat of the United Nations will maintain without interruption the valuable statistical activities of the League of Nations, and to submit plans to the statistical Commission for the future disposition of these activities.
.....
.....

IV. ~~TRANSPORT AND COMMUNICATIONS~~ ~~AND~~ ~~COMMUNICATIONS~~

A/ Report of the Temporary Transport and Communications Commission. - (Document E/42, 20 May 1946).
.....

33. The principal purpose of the Commission is to study the
condition of the various parts of the Empire and to
submit a report to the Emperor. The Commission is
composed of the Emperor's Council, the Imperial
Court, the various departments, and the various
provinces. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

34. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

35. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

36. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

37. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

38. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

39. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

40. The Commission is to be organized in such a manner
as to be able to carry out its duties in the most
efficient manner. The Commission is to be organized
in such a manner as to be able to carry out
its duties in the most efficient manner.

New Facilities to be Granted to Air Navigation, which is also a matter for examination by PICAQ.

Some other problems under consideration before the war are not urgent for the moment or do not seem to be, as yet, easy to handle, and consequently, could be left in suspense, waiting either for an initiative by government or by an international organization aiming to resume their examination, or for a general revision of the existing international regulations in the fields in question. These problems are:

Codification of Road Law
Civil Liability of Motorists and Compulsory Insurance
Commercial Motor Transport
Transmission in Transit of Electrical Power and the Regime of the International Exchange of Electrical Power in Europe

The following two problems also fall into this category, although in their case the technical examination had been furnished sometime before the war and draft conventions had been prepared, and submitted to governments for consideration, but had not found enough support at that time to secure their completion. They are:

Pollution of the Sea by Oil
Unification of Transport Statistics

The last named problem might be examined by the Temporary Transport and Communication Commission in collaboration with the Statistical Commission.

Finally, one important problem of rather broad concern, whose examination was just started by the Transit Organization - in collaboration with other interested League organs, is that of Transport Improvements and Reduction of Transport Charges with a View to Raising the Standards of Living. In this particular case it would seem that, pending a possible resumption by the United Nations of a general study of the whole problem of standards of living, the consideration of the particular aspect bearing on transport should be left in suspense until the next session of the Commission.

On the other hand, there is a problem which was not dealt with actively by the League's Transit Organization during the last few years before the war, but which was, nevertheless, of permanent concern to it - the problem of passports. In fact, the very first action to be taken by the newly created Transit Organization after the first World War was to call a passport conference, which had a satisfactory and lasting result. The problem is now again very urgent, owing to the many difficulties in this respect still existing in the present post-war period, and the attention of the Commission has already been focused on it by some international organizations. The Commission, therefore, reminds the Economic and Social Council of the importance of this problem which is dealt with in their final recommendations.

As to the particular function of the League's Commission for Communications and Transit of acting as conciliator in disputes concerning international transport and communications, the Commission considers it desirable to allocate this to the proposed permanent Transport and Communications Commission, having particularly in mind the provisions of numerous conventions in this field which gave these conciliation functions to the Communications and Transit Commission. Accordingly, a suggestion to this effect is included in the Draft Terms of Reference of the permanent Commission. In case this suggestion is approved by the Economic and Social Council, the permanent Commission should, as from the outset, establish its procedure for the conciliation of disputes so as to be able to initiate action in this field when requested to do so.

As concerns more particularly the present activities of the Secretariat of the League's Transit Organization, two of them which seems to the Commission to be of lasting interest, should be carried on, possibly by the Secretariat of the United Nations Transport and Communications Commission. They are:

(a) The regular publication of The Monthly Summary of Important Events in the Field of Transport.

(b) The following of the current developments in the situation with respect to international conventions in the transport and communications field, in order to continue to issue periodically Lists of Multilateral Conventions, Agreements, etc. Relating to Transport and Communications Questions.

It could still be mentioned here that the League's Transit Organization was in regular contact with most of the existing international agencies, governmental and non-governmental, which are particularly numerous in this field. As to the desirability and to the forms of future contacts in this respect, suggestions are given in the part of this report concerning relations with specialized agencies and other international organizations.

In this connection it ought to be remembered that two of the international organizations in the field of transport were placed under the auspices of the League of Nations, in accordance with Article 24 of the Covenant. These are:

International Commission for Air Navigation

International Hydrographic Bureau

As to the first of these organizations, it will be liquidated on the coming into being of the definitive International Civil Aviation Organization, which is expected in the near future.

As to the International Hydrographic Bureau, this institution might perhaps be brought into relationship with the new specialized agency for maritime navigation, if this is created as suggested in the present report.

.....

B/ Council resolution of the Report of the Temporary Transport and Communications Commission.- (adopted on 21 June 1946, documents E/58/Rev.1 and E/84, Journal of the Economic and Social Council, No. 29, 13 July 1946, pages 517 and 518.)

.....

13. In accordance with the resolution of the General Assembly charging the Economic and Social Council to assume and continue provisionally the work hitherto done by the Economic Financial and Transit Department of the League of Nations and having regard to the recommendations of the Temporary Transport and Communications Commission in this behalf, the Economic and Social Council directs the Secretary-General to take the following steps in order to put into effect these proposals.

(a) That it be suggested to the European Central Inland Transport Organization that it may continue, for the time being, to study of the co-ordination of inland transport

- (b) That it be suggested to the Provisional International Civil Aviation Organization that it may continue, for the time being, the examination of (i) the question of identity papers for the flying staff of air transport undertakings, and (ii) the question of new facilities to be granted to air navigation.
- (c) That the Statistical Commission of the Economic and Social Council be asked to consider in collaboration with the Transport and Communications Commission, and with such specialized agencies as it may be considered necessary, the problem of the unification of transport statistics.
- (d) That the Transport and Communications Division of the United Nations Secretariat take over (i) the publication of the monthly summary of important events in the field of transport, and (ii) the periodical publication of lists of multilateral conventions, agreements, etc., relating to transport and communications questions.

V V. HEALTH

- A. Resolution adopted by the Technical Preparatory Committee for the International Health Conference. (5 April 1946, Journal of the Economic and Social Council, no. 13, 22 May 1946, page 150).

The Technical Preparatory Committee resolves:

V

to draw the attention of the Secretary-General of the United Nations to the necessity of providing immediately temporary machinery to carry on the present activities of the League of Nations Health Organization and to deal with any other urgent problems in the health field which do not fall within the scope of any existing inter-governmental organization; and, in order to avoid duplication of functions, to the necessity of transferring such temporary machinery to the World Health Organization or its Interim Commission upon the formation of either;

- B. International Health Conference Arrangements Concluded by the Governments Represented at the International Health Conference. (Document E/100/E/18, 19 July 1946, pages 1,2,3)

2. The functions of the Interim Commission shall be:

.....

- (d) to take all necessary steps to effect the transfer from the United Nations to the Interim Commission of the functions, activities, and assets of the League of Nations Health Organization which have been assigned to the United Nations;

.....

.....

.....

C/ Council resolution on the report of the Secretary-General concerning the World Health Organization adopted on 17 September 1946.- (Document E/130).

.....

The Economic and Social Council requests the General Assembly

- (1) to recommend to all members of the United Nations the acceptance by them of the Constitution of the World Health Organization at the earliest possible date;
- (2) to instruct the Secretary-General to take the necessary steps as contemplated by the Final Act of the International Health Conference to effect the transfer of the functions and activities of the League of Nations Health Organization which have been assumed by the United Nations to the Interim Commission of the World Health Organization;

.....

.....

**GENERAL
ASSEMBLY**

**ASSEMBLEE
GENERALE**

TRANSFERT A L'UNESCO DE FONCTIONS ET ACTIVITES DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION INTELLECTUELLE, ET UTILISATION PAR L'UNESCO DES AVOIRS DE L'INSTITUT TRANSFERES AUX NATIONS UNIES PAR LA SOCIETE DES NATIONS.

Rapport et Projet de Résolution présentés par le Secrétaire général.

I. INTRODUCTION

Par sa résolution en date du 12 février 1946, l'Assemblée Générale des Nations Unies a chargé le Conseil Economique et Social de "procéder à un examen d'ensemble des fonctions et activités de caractère non politique exercées par la Société des Nations, en vue de déterminer celles qui devraient, sous réserve des modifications désirables, être assumées par des organes des Nations Unies ou confiées à des institutions spécialisées reliées à l'Organisation".

Le 17 avril 1946, la XXIème et dernière Assemblée Générale de la Société des Nations a adopté les projets de résolution suivants :

1. "L'ASSEMBLEE remercie l'Institut international de Coopération intellectuelle (Paris) de la précieuse collaboration qu'il a apportée depuis 1925 à la Société des Nations en tant qu'organe d'exécution des décisions et recommandations de la Commission internationale de Coopération intellectuelle".

2. "L'ASSEMBLEE,

"Désireuse de faciliter par les moyens en son pouvoir la continuité de l'oeuvre de coopération intellectuelle;

"Considérant que le paragraphe 7 de la lettre du

8 décembre 1924, adressée par le Gouvernement français au Président du Conseil de la Société des Nations, stipule qu'en cas de suppression de l'Institut, les objets et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil d'administration ainsi que toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement resteront la propriété de la Société des Nations :

"Décide de transférer le droit de propriété visé ci-dessus aux Nations Unies;

"Charge le Secrétaire général de la Société des Nations de prendre en temps opportun avec la Direction de l'Institut les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente résolution."

La Charte de l'UNESCO (Art. XI, alinéa 2) prévoit que:

"Toutes les fois que la Conférence Générale et les autorités compétentes de toute autre organisation intergouvernementale spécialisée poursuivant des activités et des objectifs analogues jugeront souhaitable de transférer à l'Organisation les ressources et fonctions de ladite organisation ou institution, le Directeur général pourra, sous réserve de l'approbation de la Conférence, conclure, à la satisfaction des deux parties, les accords nécessaires."

Ces négociations ayant commencé en vue d'un accord entre le Secrétaire Exécutif de la Commission préparatoire de l'UNESCO et le Directeur par interim de l'Institut international de Coopération intellectuelle, le Conseil économique et social a été saisi de la question et, dans sa séance du 3 octobre 1946, a voté, à l'intention de l'Assemblée générale des Nations Unies, la résolution suivante :

"LE CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL, considérant le futur transfert à l'UNESCO des fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle,

"RECOMMANDE que

"1. La Commission préparatoire de l'UNESCO et l'Institut international de coopération intellectuelle entreprennent, dès maintenant, des négociations à cet effet.

"2. Le Secrétaire général soit autorisé à faire, après étude, rapport à l'Assemblée Générale lors de sa prochaine session, sur les conditions dans lesquelles il conviendra d'utiliser les avoirs de la Société des Nations dans l'Institut international de coopération intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'UNESCO."

Conformément à cette recommandation, le Secrétaire général a fait une étude des avoirs de l'Institut International de Coopération Intellectuelle suivant l'annexe incluse et a l'honneur de soumettre à l'Assemblée le projet de résolution suivant :

II. PROJET DE RESOLUTION

Au cours de sa troisième session, le Conseil économique et social, considérant la question du futur transfert à l'UNESCO des fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle, a recommandé que :

"La Commission préparatoire de l'UNESCO et l'Institut international de coopération intellectuelle entreprennent, dès maintenant, des négociations à cet effet.

"Le Secrétaire général soit autorisé à faire, après étude, rapport à l'Assemblée Générale lors de sa prochaine session, sur les conditions dans lesquelles il conviendra d'utiliser les avoirs de la Société des Nations dans l'Institut international de coopération intellectuelle, compte tenu des besoins respectifs des Nations Unies et de l'UNESCO."

L'Assemblée générale a examiné le rapport qui lui a été présenté par le Secrétaire général conformément à la résolution du Conseil économique et social et reconnaît qu'il est désirable de transférer à l'UNESCO les fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle.

PAR CONSEQUENT :

1) L'Assemblée générale recommande qu'aussitôt

que possible après son établissement définitif, l'UNESCO assume, conformément à l'Article XI, paragraphe 2, de sa Charte, celles des fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle qui peuvent être accomplies dans le cadre du programme adopté à la Conférence Générale de l'UNESCO et qui sont prévues dans le projet d'accord entre les Nations Unies et l'UNESCO, aux termes de l'Article 63 de la Charte des Nations Unies.

2) L'Assemblée Générale recommande en outre qu'un accord soit conclu entre l'UNESCO et l'Institut, avant le 31 décembre 1946, afin de faciliter la reprise par l'UNESCO des fonctions et activités mentionnées au paragraphe 1 de la présente résolution.

3) L'Assemblée Générale, afin d'assurer, sous les auspices de l'UNESCO, la continuité des travaux accomplis par l'Institut international de Coopération intellectuelle, invite le Secrétaire général à autoriser l'UNESCO à utiliser les avoirs de l'Institut qui ont été transférés par la Société des Nations aux Nations Unies.

ANNEXE AU DOCUMENT A/136

AVOIRS DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPERATION
INTELLECTUELLE

Il importe de se rappeler que l'immeuble mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement français, et sis au N° 2, rue Montpensier à PARIS, est toujours resté propriété du Gouvernement français, qui va le reprendre le 31 décembre 1946, date à laquelle l'Institut doit fermer ses portes.

Les avoirs de l'Institut ne comprennent, par conséquent, que les objets mobiliers qu'on peut diviser dans les catégories suivantes :

a) Mobilier et équipement de bureaux. - La valeur d'achat du mobilier et de l'équipement de bureaux représente 463.180 francs, qu'il y a lieu de multiplier par le coefficient 5, vu l'augmentation générale des prix depuis 1939. A la somme ainsi obtenue, il faut ajouter 763.000 francs pour les acquisitions récentes. On arrive donc à un total général de 3.079.500 francs.

b) Archives et Service de Distribution. - Les Archives de l'Institut International de Coopération intellectuelle ont été créées en 1928. Elles représentent une masse considérable de documents et renferment la correspondance complète échangée par l'Institut à partir de cette époque ainsi que quelques dossiers établis à des dates antérieures. Les dossiers sont divisés par groupes, chacun de ces groupes contenant la correspondance relative à une question déterminée.

Le service de Distribution comprend les documents

relatifs aux travaux de l'Organisation de Coopération intellectuelle.

c) Bibliothèque. - La bibliothèque de l'Institut se compose essentiellement de volumes offerts en don ou en échange des publications de l'Institut. Elle n'a donc pas été constituée d'une manière très systématique, et le budget extrêmement modeste de l'Institut n'a jamais permis de remédier à cette situation.

d) Publications de l'Institut. - Certaines de ces publications, qui couvrent tout le champ d'activité de l'Institut, sont épuisées; d'autres sont encore disponibles à l'Institut en plus ou moins grand nombre.

Pour mémoire, on peut noter qu'au 31 décembre 1946, l'Institut n'aura aucun avoir en caisse, l'acte international de 1938 sur la Coopération intellectuelle n'ayant jamais pu être véritablement appliqué.

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALE

A/136

7 November 1946

ENGLISH

ORIGINAL: FRENCH

TRANSFER TO UNESCO OF THE FUNCTIONS AND ACTIVITIES OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION AND UTILIZATION BY UNESCO OF THE ASSETS OF THE INSTITUTE TRANSFERRED TO THE UNITED NATIONS BY THE LEAGUE OF NATIONS.

Report and draft Resolution submitted by the Secretary-General

I. INTRODUCTION

In its resolution of 12 February 1946 the General Assembly of the United Nations requested the Economic and Social Council "to survey the functions and activities of a non-political character which have hitherto been performed by the League of Nations, in order to determine which of them should, with such modifications as are desirable, be assumed by organs of the United Nations or be entrusted to specialized agencies which have been brought into relationship with the United Nations."

On 17 April 1946 the twenty-first and last Assembly of the League of Nations adopted the following draft resolutions:

1. "The ASSEMBLY thanks the International Institute of Intellectual Co-operation (Paris) for the valuable collaboration which, since 1925, it has given to the League of Nations as the organ for the execution of the decisions and recommendations of the International Committee on International Co-operation.

2. "The ASSEMBLY,

"Being desirous of facilitating by all the means in its power the continuity of the work of intellectual co-operation;

"Considering that paragraph 7 of the letter of 8 December 1924, from the French Government to the President of the Council of the League of Nations provides that, in the event of the abolition of the Institute, any articles and, in particular, the archives and collections of documents deposited in the premises by the Governing Body, as well as any property which has been acquired by the Institute during its period of operation, shall remain the property of the League of Nations:

"Resolves to transfer the right of property mentioned above to the United Nations;

"Instructs the Secretary-General of the League of Nations to take in due time, in conjunction with the Directorate of the Institute, the necessary measures for the execution of the present resolutions."

The Constitution of UNESCO (Article XI, Par. 2) provides that:

"Whenever the General Conference of this Organization and the competent authorities of any other specialized inter-governmental organizations or agencies whose purposes and functions lie within the competence of this Organization, deem it desirable to effect a transfer of their resources and activities to this Organization, the Director-General, subject to the approval of the Conference, may enter into mutually acceptable arrangements for this purpose."

Negotiations having begun with a view to an agreement between the Executive Secretary of the Preparatory Commission of UNESCO and the Acting Director of the International Institute of Intellectual Co-operation, the question was brought before the Economic and Social Council, at its meeting on 3 October 1946, voted the following resolution, for submission to the General Assembly of the United Nations:

THE ECONOMIC AND SOCIAL COUNCIL, in view of the future transfer to UNESCO of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation,

RECOMMENDS that

"1. The Preparatory Commission of UNESCO and the Institute be requested to undertake negotiations for this purpose forthwith

"2. The Secretary-General be authorized to study and to report the next meeting of the General Assembly concerning the conditions under which it will be appropriate to utilize the assets of the League of Nations in the International Institute of Intellectual Co-operation, bearing in mind the respective requirements of the United Nations and of UNESCO."

In accordance with the above recommendation, the Secretary-General has made a study of the assets of the International Institute of Intellectual Co-operation as drawn up in the attached annex, and has the honour to submit the following draft resolution to the Assembly:

II. DRAFT RESOLUTION

At its third session, the Economic and Social Council, in view of the future transfer to UNESCO of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation, recommends that:

"The Preparatory Commission of UNESCO and the Institute be requested to undertake negotiations for this purpose forthwith.

"The Secretary-General be authorized to study and report to the next meeting of the General Assembly concerning the conditions under which it will be appropriate to utilize the assets of the League of Nations in the International Institute of Intellectual Co-operation, bearing in mind the respective requirements of the United Nations and UNESCO."

The General Assembly has examined the report presented to it by the Secretary-General in accordance with the resolution of the Economic and Social Council and recognize that it is desirable to transfer to UNESCO the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation.

THEREFORE

1. The General Assembly recommends that as soon as possible after UNESCO has been definitely established, it shall take over, in accordance with Article XI, paragraph 2, of its Charter, such of the functions and activities of the International Institute of Intellectual Co-operation as may be performed within the scope of the programme adopted at the UNESCO General Conference, as set forth in the draft agreement between the United Nations and UNESCO, under the terms of Article 63 of the United Nations Charter.
2. The General Assembly further recommends that an agreement be concluded between UNESCO and the Institute before 31 December 1946, in order to facilitate the assumption by UNESCO of the functions and activities referred to in paragraph 1 of the present Resolution.

WORKING PAPER

3. The General Assembly, in order to ensure, under the auspices of UNESCO, the continuity of the work performed by the International Institute of Intellectual Co-operation, invites the Secretary-General to authorize UNESCO to utilize the assets of the Institute transferred by the League of Nations to the United Nations.

ANNEX

ASSETS OF THE INTERNATIONAL INSTITUTE OF INTELLECTUAL CO-OPERATION

It should be remembered that the building placed at the Institute's disposal by the French Government at No. 2, rue Montpensier, Paris, has always remained the property of the French Government into whose possession it will return on 31 December 1946, the date on which the Institute will close down.

Hence the Institute's assets only consist of movable objects which may be divided into the following categories:

(a) Office furniture and equipment. The cost value of office furniture and equipment amounts to 463,180 francs, which should be multiplied by the coefficient five in view of the general rise in prices since 1939. To the sum thus obtained should be added 763,000 francs for recent acquisitions. This gives a grand total of 3,079,500 francs.

(b) Archives and Distribution Service. The Archives of the International Institute of Intellectual Co-operation were created in 1928. They represent a considerable volume of documents, and contain the complete correspondence of the Institute since that date as well as a few files made up at earlier dates. The files are divided into groups, each group containing the correspondence dealing with a particular question.

The Distribution Service comprizes the documents concerning the work of the Intellectual Co-operation Organization.

(c) Library. The Institute's library mainly consists of volumes offered as gifts or in exchange for the Institute's own publications. It has therefore not been built up very systematically, and it has never been possible to remedy this owing to the very exiguous funds at the Institute's disposal.

(d) Publications of the Institute. Some of these publications, which cover the whole of the Institute's field of activity, are out of print; some are still available at the Institute in larger or smaller quantities.

* *
*

It should be noted ad memoriam that as at 31 December 1946 the Institute will have no funds in hand, since it has never been possible to apply properly the International Act of 1938 on Intellectual Co-operation.

UTILISATION PAR L'UNESCO DES DROITS DE PROPRIETE
DE LA SOCIETE DES NATIONS A L'EGARD DE L'INSTITUT
DE COOPERATION INTELLECTUELLE

Rapport de la cinquième Commission

Rapporteur : M. Thanassis Agnides (Grèce)

1. En exécution des instructions données par l'Assemblée générale lors de sa 46ème séance plénière tenue le 31 octobre, la cinquième Commission a examiné la résolution du Conseil économique et social concernant l'utilisation des droits de propriété de la Société des Nations à l'égard de l'Institut international de coopération intellectuelle. La Commission a examiné, lors de sa vingt-quatrième séance, le rapport du Secrétaire général rendant compte des résolutions appropriées adoptées par l'Assemblée générale le 12 février 1946, par la dernière assemblée de la Société des Nations, le 17 avril 1946, et par le Conseil économique et social, le 3 octobre 1946. La Commission a également pris acte de l'annexe au rapport du Secrétaire général faisant connaître la valeur des avoirs de l'Institut international de coopération intellectuelle, et approuvé le projet de résolution soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée pour examen.
2. La Commission a pris acte du fait que les avoirs en question resteront la propriété des Nations Unies.
3. En conséquence, la Commission après avoir étudié le rapport du Secrétaire général et les recommandations du Conseil économique et social (A/136), recommande à l'Assemblée générale l'adoption de la résolution suivante :

L'Assemblée générale

1) Recommande que l'UNESCO reprenne, aussitôt que possible/1^{ère} ^{après} élaboration de son Statut définitif selon les modalités de l'article XI, paragraphe 2, de sa constitution, les fonctions et activités de l'Institut international de coopération intellectuelle qui rentrent dans le cadre du programme adopté à la Conférence générale de l'UNESCO, tel qu'il est exposé dans le projet d'accord entre les Nations Unies et l'UNESCO conformément à l'Article 63 de la Charte des Nations Unies;

2) Recommande, en outre, qu'un accord soit conclu entre l'UNESCO et l'Institut avant le 31 décembre 1946, de façon à faciliter la reprise par l'UNESCO des fonctions et activités visées au paragraphe 1 de la présente résolution;

3) Invite le Secrétaire général, pour assurer, sous les auspices de l'UNESCO, la continuité de l'oeuvre accomplie par l'Institut international de coopération intellectuelle, à autoriser l'UNESCO à utiliser les avoirs de l'Institut transférés aux Nations Unies par la Société des Nations.

